

# LES CAHIERS DU CEDIMES

Vol. 9 - N°1 - 2015

*Dossier:*

*La Grèce et l'euro*



## *Les Cahiers du Cedimes*

*Publication semestrielle  
de l'Institut CEDIMES et de l'Université Valahia de Târgoviște*

**Claude Albagli**

Président, *Institut Cedimes*

**Ion Cucui**

Président, *Senat de l'Université Valahia*

### **Direction de publication:**

Marc Richevaux, *Université du Littoral Cote d'Opale, France*

### **Rédacteur invité :**

Gérard LAFAY, *Université Panthéon Assas Paris II, France*

### **Comité de lecture du numéro:**

Yves ABESSOLO, *Université de Yaoundé II, Cameroun*

Claude ALBAGLI, *Institut CEDIMES, France*

Fatima ARIB, *Université Caddi Ayyad de Marrakech, Maroc*

Driss BOUAMI, *Ecole Mohammadia d'Ingénieurs, Maroc*

Bardhyl CEKU, *Université Aleksandër Moisiu, Albanie*

Ion CUCUI, *Université Valahia de Târgoviște, Roumanie*

Abdelaziz CHERABI, *Université Mentouri de Constantine, Algérie*

Hervé CRONEL, *Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), France*

Gilles DUFRENOT, *Université d'Aix-Marseille 2, France*

Abdellatif EDDAKIR, *Ecole supérieure de technologie Fès, Maroc*

Ahmed EL MOUTAOUSSET, *Institut Cedimes Marrakech, Maroc*

Eric Patrick FEUBI PAMEN, *Université de Yaoundé II, Cameroun*

Jean FERICELLI, *Université Panthéon Assas, France*

Camelia FRATILA, *Université Valahia de Târgoviște, Roumanie*

Faiz GALLOUJ, *Université Lille 1, France*

Amel GUEHARIA, *ENSSEA & LIRUE-Alger, Algérie*

Abdelhafid HAMMOUCHE, *Université Lille 1, France*

Assya KHIAT, *Université d'Oran, Algérie*

Isabelle LAUDIER, *Institut CDC pour la Recherche, France*

Evalde MUTABAZI, *EM LYON, France*

Philippe NASZALYI, *Université d'Evry, France*

Sidi Mohamed RIGAR, *Université de Marrakech, Maroc*

Bruno ROUSSEL, *Université de Toulouse 3, France*

Gervasio SEMEDO, *Université François Rabelais de Tours, France*

Marie-Pascale SENKEL, *Université de Nantes, France*

Zhan SU, *Université UQUAM Laval, Canada*

Hierry VAN DEN BERGHE, *ICHEC Bruxelles, Belgique*

Blandine VANDERLINDEN, *ICHEC Bruxelles, Belgique*

Julien VERCUEIL, *Université de Lyon 3, France*

Farid YAICI, *Université de Béjaia, Algérie*

# **Les Cahiers du CEDIMES**

Publication Semestrielle

Vol. 9 – N°1 – 2015

Dossier:

La Grèce et l'euro

*Sous la coordination de Gérard Lafay*

Institut CEDIMES

Université Valahia de Târgoviște

© Les Cahiers du CEDIMES

ISSN - L : 1954-3859

« **Les Cahiers du CEDIMES** » est publié par l'**Institut CEDIMES**

Campus de la Mondialisation et du Développement Durable

Site du Jardin Tropical de Paris

45<sup>bis</sup> av. de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne, France

[www.cedimes.com](http://www.cedimes.com)

en partenariat avec l'**Université Valahia de Târgoviște**

Bd. Regele Carol I, nr. 2, 130024 Târgoviște, Roumanie

[www.valahia.ro](http://www.valahia.ro)

**Rédaction :**

Claude Albagli, Ion Cucui, Laura Marcu, Valentin Radu, Loredana Tănase

**Copyright © Février 2015**

Institut Cedimes, France

**ISSN: 2110-6045**

**SOMMAIRE du Vol. 9, N°1. (2015)**

La Grèce face à l'euro <i>Gérard LAFAY</i> .....	7
Compte-rendu de la journée-conférence organisée par la Fondation Dimitri et Maria Delivanis, qui a eu lieu à l'Université Macédonienne le 12 novembre 2014 <i>Maria NEGREPONTI-DELIVANIS</i> .....	9
L'avenir de l'euro <i>Dominique PLIHON</i> .....	15
Celui qui contrôle les dettes des nations contrôle le monde entier (Néocolonialisme – Le Cas de la Grèce) <i>Georges HADJICONSTANTINO</i> .....	25
S'occuper du désastre de l'euro <i>Costas LAPAVITSAS</i> .....	37
Le Nœud gordien de la dette <i>Nikos IGLESSIS</i> .....	41
Quelle solution pour la Grèce ? <i>Gérard LAFAY</i> .....	47
La Grèce toujours dans l'impasse – Peut-elle en sortir ? <i>Maria NEGREPONTI-DELIVANIS</i> .....	55
Violence et trucage en vue du résultat des élections <i>Maria NEGREPONTI-DELIVANIS</i> .....	65
Le cycle du désastre de la Grèce s'achève <i>Maria NEGREPONTI-DELIVANIS</i> .....	71
À la recherche de notre dignité nationale perdue <i>Maria NEGREPONTI-DELIVANIS</i> .....	83
Les conséquences de la crise de l'endettement du Sud Européen sur le marché du travail <i>Maria NEGREPONTI-DELIVANIS</i> .....	87
Lendemain d'élections. (Conférence de presse) <i>Maria NEGREPONTI-DELIVANIS</i> .....	101
Épilogue : le gouvernement Tsipras va-t-il réussir ? <i>Gérard LAFAY</i> .....	107

## Présentation du rédacteur en chef invité

Gérard LAFAY est Professeur émérite de sciences économiques à l'Université Panthéon Assas Paris II.

De 1966 à 1993, il avait accompli la première partie de sa carrière comme chercheur au Groupe d'Etudes Prospectives Internationales (GEPI), devenu en 1978 le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII). Dans ce cadre, il fut d'abord l'architecte puis le maître d'œuvre du modèle Multinational d'Opérations Intégrées pour la Simulation Economique à moyen terme (MOISE). Ce modèle fut utilisé comme cadre d'analyse pendant toutes les années soixante-dix, c'est-à-dire la période où l'économie mondiale était déstabilisée par l'effondrement du système des parités fixes et les premiers chocs pétroliers, travaux qui donnèrent lieu à différents rapports collectifs.

Dans les années suivantes, devenu directeur adjoint du CEPII, il fut le rédacteur en chef des ouvrages collectifs de ce Centre sur l'économie mondiale, ainsi que celui de la *Lettre du CEPII*. Il créa également, à partir de MOISE, les Comptes Harmonisés sur les Echanges et L'Economie Mondiale (banque de données CHELEM). En 1993, il fut brutalement évincé du CEPII par le Commissaire au Plan, car il désapprouvait les orientations que voulait lui faire suivre son nouveau directeur. Toutefois, il avait déjà commencé à entreprendre une carrière universitaire à l'Université de Paris I, où sa thèse avait été effectuée sous la direction du Professeur Bernard Lassudrie-Duchêne. Analysant la dynamique de spécialisation des économies, il avait également été le premier, en janvier 1980, à détecter l'émergence de la troisième révolution industrielle, fondée sur la filière électronique.

Déjà Professeur associé à l'Université de Paris I, il fut nommé Professeur des Universités au titre de son expérience professionnelle, après son éviction du CEPII, puis recruté à ce titre en 1996 par Paris II. C'est au sein de cette Université qu'il fit la seconde partie de sa carrière, dirigeant l'Institut de Recherche sur la Géostratégie Économique Internationale (IRGÉI) tout en enseignant différents cours. Il était notamment responsable du Master Recherche « Géostratégie de la mondialisation et du Développement ». Ayant alors dirigé 19 thèses, il est devenu Professeur émérite en septembre 2008.

Lorsqu'il fut évincé du CEPII, il avait été chargé d'effectuer, en 1994, un rapport au Premier Ministre sur l'industrie française face aux défis de la mondialisation. Ce rapport lui a donné l'occasion d'effectuer une mission officielle dans les pays émergents d'Asie du Sud-Est. C'est à partir de cette expérience qu'il a pu approfondir l'analyse de la mondialisation et, en particulier, élaborer une théorie du taux de change réel. Toutes ses recherches, poursuivies depuis sa retraite, sont consacrées à l'économie mondiale, aux échanges internationaux, à la construction européenne et à l'euro. Seul ou en collaboration avec d'autres économistes, il a ainsi rédigé plus de 350 articles et écrit 23 ouvrages.

## La Grèce face à l'euro

**Gérard LAFAY**

*Université Panthéon-Assas Paris II, France*  
glafay@noos.fr

La situation économique et sociale de la Grèce, devenue de plus en plus désastreuse, pose la question cruciale de son maintien dans la zone euro. C'est dans ce contexte qu'une journée-conférence a été organisée le 12 novembre 2014 par la Fondation Dimitri et Maria Delivanis, qui a eu lieu dans l'Université Macédonienne à Thessalonique. Depuis lors, les événements se sont accélérés, et des élections législatives anticipées doivent avoir lieu en janvier 2015. Selon toute probabilité, celles-ci vont voir arriver en tête le parti SYRIZA, qui refuse que le pays continue à subir les remèdes insensés appliqués servilement, jusqu'à présent, par le gouvernement grec.

Le présent numéro des Cahiers du CEDIMES est donc particulièrement d'actualité. Le premier article, rédigé par Maria NEGREPONTI-DELIVANIS, constitue un compte-rendu des interventions et des débats très riches et animés qui ont eu lieu au cours de cette journée. Les autres articles, présentés dans ce cahier, rendent compte des différents points de vue qui se sont exprimés. Tous les auteurs sont convaincus de la nécessité de renforcer la cohésion européenne, tandis que celle-ci a été mise à mal par l'évolution calamiteuse de la zone euro. Tous sont également d'accord pour remettre en cause la politique économique mise en œuvre dans l'ensemble des pays européens depuis plus de deux décennies. L'économie sociale de marché, qui avait cours depuis la seconde guerre mondiale, et qui avait largement contribué à la déroute du camp communiste, a en effet été supplantée par une idéologie pernicieuse d'origine anglo-saxonne qui, graduellement, s'efforce de faire revenir nos pays au capitalisme sauvage du dix-neuvième siècle. La pratique actuelle de l'euro est l'illustration éclatante de cette idéologie, présentée comme néolibérale ou ultralibérale, et condamnée par tous les auteurs.

Toutefois, deux points de vue différents ont été exprimés en ce qui concerne les solutions à mettre en œuvre. Les premiers articles présentés ici, ceux de Dominique PLIHON et Georges HADJICONSTANTINOÛ, demeurent attachés au maintien de l'euro. Ils semblent également refléter l'opinion du parti SYRIZA. Selon eux, sa survie ne nécessite pas seulement l'abandon des politiques néolibérales, elle suppose également que l'Union européenne se dote d'une politique budgétaire commune afin de compenser les effets négatifs d'une monnaie unique. Celle-ci permettrait ainsi d'opérer de larges transferts sociaux, allant des pays les plus riches vers les pays les plus pauvres du continent. S'appliquant déjà à l'intérieur de chaque nation, cette logique économique irait alors dans le sens d'un projet fédéral de construction des États-Unis d'Europe.

Les articles de Kostas LAPAVITSAS, de Nikos IGGLESIIS et de Gérard LAFAY observent que cette logique, concevable sur le plan économique, est inapplicable sur le plan politique. L'Europe d'aujourd'hui est loin, en effet, d'être une nation à l'intérieur de laquelle de tels mécanismes de solidarité peuvent être appliqués démocratiquement, de sorte que la mise en œuvre d'une péréquation budgétaire relève d'une vision irréaliste. Maria NEGREPONTI-DELIVANIS conforte ce point de vue, en prolongeant l'analyse jusqu'aux événements de la fin 2014. Devant l'impossibilité de prolonger artificiellement l'euro, tous ces auteurs estiment par conséquent que la seule politique applicable serait de rétablir une monnaie nationale, en l'occurrence de créer une nouvelle drachme. Il est clair, cependant, que cette solution implique des efforts soutenus et cohérents pour conduire la politique monétaire, gérer intelligemment la dette et établir une nouvelle organisation monétaire de l'Europe. Cette solution est aussi la seule qui permettrait de rendre à la Grèce sa dignité nationale perdue.

Ce numéro *des Cahiers du Cedimes* a été rédigé sur la base de réflexions antérieures aux élections législatives qui depuis ont eu lieu et comme cela était prévisible ont donné lieu à la victoire du parti Syriza, dont Maria NEGOPONTI-DELIVANIS « Lendemain d'élections » et Gérard LAFAY « Epilogue » tentent de tirer les premiers enseignements.



**Compte-rendu de la journée-conférence organisée par la Fondation Dimitri et Maria Delivanis, qui a eu lieu à l'Université Macédonienne le 12 novembre 2014**

**Maria NEGREPONTI DELIVANIS**

*Université Macédonienne de Thessalonique, Grèce  
delimar@uom.gr*

**Mots-clés**

*Grèce, euro, néolibéralisme, classes dominantes, dette.*

**Key words**

*Greece, euro, neoliberalism, dominant classes, debt.*

**Classification JEL**

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

Quatre introductions principales ont été présentées lors de la journée-conférence faites, par ordre alphabétique, par les invités suivants :

- Kostas LAPAVITSAS, professeur d'université (par Skype) ;
- Gérard LAFAY, professeur émérite ;
- Maria NEGREPONTI-DELIVANIS, ex-rectrice et professeur d'université ;
- Dominique PLIHON, professeur d'université.

Coordinateur : Pandelis SAVVIDIS, journaliste.

Table ronde. Intervenants, par ordre alphabétique:

- Maître de conférences Gregoris ZAROTIADIS ;
- Nikos IGLETTIS, journaliste ;
- Dimitris MARDAS, professeur d'université ;
- Christos NIKAS, professeur d'université ;
- Georges HADJICONSTANTINOÛ, professeur d'université émérite ;
- Pour l'animation, le rapprochement des points de vue et la formulation des conclusions générales, l'ex-rectrice et professeur d'université Maria NEGREPONTI-DELIVANIS.

Je dirais sans aucune hésitation que cette journée-conférence doit son succès aux discussions particulièrement substantielles qu'ont alimentées durant quatre heures les invités de la Fondation Dimitri et Maria DELIVANIS, économistes et chercheurs, étrangers et Grecs. Les problématiques qui ont dominé cette journée sont complètement restées à l'écart des solutions superficielles et à court terme auxquelles s'attachent presque exclusivement les responsables politiques grecs/ Grecs et autres dignitaires européens depuis cinq ans. Au contraire, les introducteurs, tout comme les intervenants à la table ronde, sont allés au-delà des habituelles

inquiétudes infondées qui tournent autour des « tranches d'aide », des « visites de la troïka », des « dispositions de la troïka », des « illusions créées par une nouvelle restructuration de la dette », de la supposée « viabilité de la dette », des rêves impossibles « du retour sur les marchés », de la « croissance pâle et sans perspectives », des mythes sur la « sortie des mémorandums » etc., etc., et se sont focalisés sur les termes d'une survie sur le long terme de la Grèce.

Les solutions sur le long terme proposées pour sortir la Grèce de l'impasse ont d'abord donné l'impression de différences de points de vue entre les économistes en général, mais aussi entre économistes grecs et étrangers. Il est apparu dès le début que les désaccords portaient essentiellement sur la proposition d'une solution radicale, qui est le retour à la drachme, à une nouvelle drachme, à la monnaie nationale. Autrement dit, la sortie du pays de la zone euro. À plusieurs reprises, au cours de la discussion, certains des intervenants :

- ont soutenu la sortie de la zone euro, mais avec le moins de risques possibles. D'où l'argument selon lequel « il serait mieux pour la Grèce qu'elle ne fasse pas ce geste fatal seule, mais au même moment que les autres membres de la zone euro » (Gérard LAFAY). Ou encore, dans la même ligne, afin d'éviter les conséquences défavorables qu'aurait une sortie de la zone euro de la Grèce, l'opinion a été formulée qu'elle devrait au préalable s'assurer le consentement de l'UE (Christos NIKAS). Plus précisément, Christos NIKAS a poursuivi en faisant observer que si la Grèce quittait la zone euro sans le consentement de celle-ci, il faudrait considérer comme certaine sa sortie de l'UE. Cette opinion, qui n'a pas fait l'objet d'une plus longue discussion durant la journée-conférence, pourrait rassembler certains arguments *pour*, mais en aucun cas – selon moi – elle ne peut constituer la seule alternative. Ces points de vue, par ailleurs parfaitement sensés, semblent incompatibles avec l'épée de Damoclès qu'est le temps, dont la Grèce manque pour réagir d'une façon ou d'une autre avec efficacité, confrontée aux procédures sommaires et à la réduction de sa valeur objective qui visent à brader l'ensemble de son patrimoine (Maria NEGREPONTI-DELIVANIS ). Tenant compte de cet aspect de la question, le professeur Gérard LAFAY a fini par admettre que « si cela est nécessaire, la Grèce peut sortir même seule de la zone euro » ;

- Ils considèrent que la dissolution de la zone euro est réglée à cause des effets négatifs liés à sa structure tout entière (récession, chômage, amplification des différences de croissance initiales, inégalités) qui touchent l'ensemble de l'Europe. La dissolution, selon eux, aura certainement lieu (LAFAY, NEGREPONTI-DELIVANIS, NIKAS), mais quand exactement, cela reste difficile à déterminer. Gérard LAFAY évoque, pour défendre cette idée, l'arrivée d'une nouvelle crise, qui est en route et qu'il juge inévitable, tandis que Christos NIKAS désigne comme principal élément déclencheur le fossé à la fois de la croissance et fonctionnel, entre le nord de l'Europe et le sud de l'Europe. Or, sachant que les 28 économies de l'UE ont absolument besoin d'un régime de régulation de leurs parités, celui-ci doit être prévu à temps (LAFAY : par un nouveau système monétaire comme préconisé par l'association POMONE, NIKAS : par un nouveau Bretton Woods, MARDAS : grâce à des mesures visant à éviter la spéculation tous azimuts) ;

- Ils ont essayé de distinguer les effets de la monnaie unique européenne de ceux de l'application généralisée, en Europe, d'une politique néolibérale fanatique afin de sauver l'euro et de stigmatiser le néolibéralisme comme le « mouton noir » de l'UE-zone euro

(Dominique PLIHON, à l'instar d'ATTAC et du SYRIZA). À ce point, la salle a réagi (Fouli DIMITRAKOPOULOU), selon laquelle euro et politique néolibérale sont les deux faces de cette seule et même monnaie. Ce point de vue se trouve plus ou moins dans le même axe que la position de Maria NEGREPONTI-DELIVANIS qui soutient que l'euro ne peut pas survivre sans politique d'austérité. Gérard LAFAY lui aussi converge vers cette conviction. Les réponses de Dominique PLIHON à ces avis critiques relatifs au caractère du problème de la monnaie unique européenne et du fanatisme néolibéral tendent à admettre comme *naturels* le fait que ce sont justement les choix désastreux de l'austérité qui aggravent le fonctionnement de l'euro, lequel retournera à la normale dès l'abandon de cette politique ;

- Ils ont donné l'impression d'adhérer à l'euro, de considérer que malgré ses effets défavorables, il est bien plus dangereux de le quitter que d'y rester et défendent ainsi l'idée que la Grèce doit y rester, en s'efforçant toutefois d'améliorer *de l'intérieur* la situation (MARDAS, PLIHON, HADJICONSTANTINO). Ils semblent également admettre le fait que le problème essentiel de la zone euro n'est pas l'euro en soi, mais ses faiblesses initiales, alors que pour fonctionner normalement, elle a absolument besoin de pouvoir transférer des capitaux, des économies les plus riches de la zone euro vers les plus pauvres (LAFAY, NIKAS) et que le problème réside aussi dans l'absence de cohésion et de consentement au sein de la zone euro (ZAROTIADIS). Néanmoins, et il s'agit là d'une observation très importante, il est tout naturellement ressorti de la discussion que les tenants du maintien de la Grèce dans la zone euro voient *un autre euro, qui fonctionnera dans un environnement européen totalement différent – de préférence dans l'Europe des peuples et non dans l'Europe du capital – et que ce nouvel euro se sera débarrassé de toutes ses caractéristiques désastreuses actuelles*. Cet optimisme se dégage d'abord d'une façon parfaitement claire de Dominique PLIHON, qui appelle les peuples d'Europe à lutter avant tout pour éradiquer le néolibéralisme au sein de l'Europe (position également partagée par ATTAC et le SYRIZA) et se dégage aussi de Dimitris MARDAS et Georges HADJICONSTANTINO, lesquels croient que l'euro doit ou peut être gardé, à condition que de nombreuses améliorations – pas toujours clairement déterminées – soient faites dans son environnement et dans son fonctionnement. *Je pense, en procédant par élimination, que l'on peut facilement adhérer au fait que ces défenseurs de l'euro ne veulent, en fait, pas le maintien de la Grèce dans l'euro tel qu'il est, mais dans un autre euro idéal, dont la création, souhaitable, est loin d'être certaine ;*

- Et enfin, certains des participants et des intervenants présents à cette table ronde se sont prononcés sans aucune hésitation en faveur de la sortie du pays de la zone euro. Il s'agit des économistes et professeurs et/ou chercheurs Nikos IGGLESI, Gérard LAFAY, Kostas LAPAVISTAS, Maria NEGREPONTI-DELIVANIS et Grigoris ZAROTIADIS (ce dernier, dans le cas où toutes les solutions alternatives seraient épuisées. Mais, d'une certaine façon) opinion que j'ai déjà évoquée plus haut –, on pourrait ajouter ici sans trop se risquer, Dimitris MARDAS, Christos NIKAS, Georges HADJICONSTANTINO et même Dominique PLIHON. Parce qu'il est clair que même ces chercheurs ne se montrent pas satisfaits des résultats de la monnaie unique européenne, et qu'ils en attendent un changement. Si l'on prend cette hypothèse plausible dans l'autre sens, on peut facilement soutenir que même ceux qui, aujourd'hui, se déclarent favorables au retour de la Grèce à sa monnaie nationale, resteraient avec plaisir dans une zone euro radicalement différente de l'actuelle, c'est-à-dire libérée de ce qui pèse sur celle-ci.

Ensuite, il est intéressant de souligner que les partisans du retour de la Grèce à sa monnaie nationale ne sont pas entièrement d'accord, sans toutefois être en désaccord, quant aux différents résultats attendus. Dimitris MARDAS, restant opposé à la question du retour à la drachme, refuse aussi le bénéfice qui pourrait en être tiré au niveau de l'augmentation de la compétitivité, soulignant la très faible flexibilité des exportations de la Grèce, au contraire de Nikos IGGLESIAS qui espère une augmentation de la compétitivité. Étant d'accord, sur le principe, avec l'observation de Dimitris MARDAS, Maria NEGREPONTI-DELIVANIS justifie sa proposition d'un retour à la drachme, non pas sur la base d'une augmentation de la compétitivité, mais sur la base de la possibilité d'une croissance rapide, absolument impossible dans le régime actuel de l'euro-austérité. À son tour, Grigoris ZAROTIADIS exprime son attachement à la nécessité d'unité, d'une discussion publique, et non habitée par la peur, sur un retour à la drachme, mais il revient aussi sur la nécessité – que Maria NEGREPONTI-DELIVANIS défend vigoureusement depuis le tout début de la crise – de montrer que nous sommes décidés à tout et que nous ne sommes pas envahis par un syndrome phobique.

Je trouve la mise en avant, ici dans cette journée-conférence, de certains éléments de qualité extrêmement constructive, puisqu'ils n'apparaissent jamais, ou rarement, dans les journées-conférences dédiées à ce genre de question. Par ailleurs, le fait que cet événement soit organisé par la Fondation Dimitri et Maria DELIVANIS est incontestablement un facteur qui réduit ma marge de manœuvre et ne me permet pas d'exprimer mon enthousiasme et de juger de son succès. Je vais donc essayer, dans la mesure du possible, de réduire la difficulté en laissant de côté, ne serait-ce qu'en théorie, la contribution de la Fondation Dimitri et Maria DELIVANIS aux observations suivantes.

Je considère ainsi plus important que tout le fait que de nos jours, où le noir est systématiquement présenté comme du blanc, où l'échec destructeur est présenté comme une réussite, où la réalité est systématiquement déguisée, où des changements inexistantes sont annoncés en grandes pompes, etc., etc., dans cette journée-conférence de quatre heures, la discussion ait été, du début à la fin, substantielle, objective, sans fanatismes et soit restée en dehors de tout rattachement politique.

Ainsi, durant cette manifestation, personne parmi les introducteurs, les intervenants à la table ronde ou dans l'assistance, n'a tenté de faire passer le drame que traverse la Grèce pour une « success story ». Bien au contraire, le spectre de l'impasse où se trouve la Grèce est reconnu comme bien réel et sans aucune possibilité de changement ou d'embellissement. Et de plus, il est tacitement admis – puisqu'il n'y a eu aucune réaction – que les mémorandums ont détruit la Grèce, et que le pays, en 2014, se trouve dans une situation bien pire qu'elle ne l'était en 2009. Au centre de la problématique il y avait, dès le début de la journée-conférence, le triste constat que la dette de la Grèce n'est pas viable, raison pour laquelle il a été jugé inutile et superficiel d'aborder les divers problèmes sur le court terme en général. L'élément, pourtant, qui mérite selon moi d'être souligné, est la qualité de la discussion concernant l'éventualité du retour à une nouvelle drachme. C'est-à-dire que la discussion a été telle qu'elle aurait dû être dès le début s'agissant d'une question aussi primordiale qu'est la survie de la Grèce : sereine et libre de toute tension habituelle liée à la panique, au terrorisme et à l'angoisse de voir sortir de terre les monstres de l'Apocalypse. De plus, tout le monde, du moins les personnes présentes dans l'assistance, ont donné l'impression d'être déjà familiarisées avec cette grande question, de bien garder leurs distances par rapport au discours monolithique gouvernemental,

et qu'elles ne l'envisageaient pas comme une catastrophe ni comme une menace venant de l'extérieur, mais plutôt comme l'opportunité d'un choix national, comme une solution définitive au problème de la dette.

Les introductions présentées lors de cette journée-conférence et sommairement la discussion-table ronde seront édités en français dans un numéro spécial, pour la Grèce, des « Cahiers du CEDIMES ». Ce numéro sera réalisé par les soins du professeur Gérard LAFAY qui en a accepté la charge.



## L'avenir de l'euro

**Dominique PLIHON**

Université de Paris-Nord, France

dplihon@orange.fr

### **Résumé**

*La crise de l'euro n'est pas en première instance une crise de la monnaie unique, mais plus fondamentalement de la conception néolibérale et monétariste de la construction européenne. Cette conception est à l'origine de l'incomplétude de l'union monétaire, source de déséquilibres croissants entre pays membres. La refondation de l'Europe et de son système monétaire implique une remise en cause des politiques imposées, avant la création de l'euro, par les classes dominantes dans chaque pays de l'union européenne, et qui ont abouti à une montée des inégalités sociales. La refondation européenne nécessite en priorité la mise en place de politiques budgétaires et fiscales communes, pilier manquant de l'union économique monétaire européenne. La sortie de l'euro, sans remise en cause de la doxa néolibérale, risque d'être vouée à l'échec, et d'entraîner une dangereuse instabilité économique et politique en Europe. L'avenir de l'euro et de la construction européenne dépendra des rapports de force entre les élites et les forces sociales et politiques opposées aux règles actuelles de l'Union européenne.*

### **Mots-clés**

*Grèce, euro, néolibéralisme, classes dominantes, dette.*

### **Abstract**

*The euro crisis is not primarily a crisis of the unique currency, but more fundamentally of the neoliberal and monetarist conception of the European construction. This conception is at the origin of uncompleted monetary union, source of growing disequilibria between member countries. The refoundation of Europe and of its monetary system implies a revision of the policies imposed, before the euro creation, by the dominant classes in each country of the EU, and which led to a rise of social inequalities. The European refoundation needs first the establishment of common budgetary and fiscal policies, lacking pillar of the economic and monetary European Union. The euro exit, without a rethinking of the neoliberal doxa, risk to lead to a failure, and to induce a dangerous economic and politic instability in Europe. The future of euro and of the European construction depends from the strength relations between the elites and the social and politic forces opposed to the present rules of the EU.*

### **Key words**

*Greece, euro, neoliberalism, dominant classes, debt.*

### **Classification JEL**

*B22, E52, G18, H53, H63, H77.*

La zone euro est la région du monde qui a le moins bien résisté au choc de la crise financière internationale qui a débuté en 2007. La situation économique et sociale y est devenue critique, avec une quasi-stagnation de l'activité économique, le taux de chômage le plus élevé parmi les pays avancés, qui atteint des niveaux record de l'ordre de 25% dans les pays du Sud (Grèce, Espagne, Portugal). Début 2015, la zone euro risque de basculer dans une spirale déflationniste à la japonaise attestée par la chute inquiétante des prix dans la zone euro.

## **1. L'euro, une machine à diverger**

Contrairement au discours officiel selon lequel l'euro devait jouer le rôle de rempart contre les crises, les mécanismes de l'Union économique et monétaire ont joué un rôle d'amplificateur de la crise. En réalité, le ver était dans le fruit avant 2007. Le fait d'avoir construit un espace économique avec une monnaie unique, mais sans budget commun, n'était pas un projet cohérent. A partir du moment où les ajustements de change n'étaient plus possibles au sein de la zone euro par suite de la disparition des monnaies nationales, il était nécessaire de donner à la politique budgétaire et fiscale une fonction d'ajustement entre les Etats membres, comme cela est le cas dans les unions monétaires existantes, telles que les Etats-Unis. Ce refus d'une politique budgétaire commune a deux causes : d'une part, le nationalisme des Etats-membres qui ont souhaité préserver leur souveraineté budgétaire et fiscale, et d'autre part, l'idéologie monétariste-libérale, et anti-keynésienne, qui domine la construction européenne. Selon cette idéologie, la politique monétaire doit être le principal instrument de politique économique, tandis que l'instrument budgétaire ainsi que les politiques publiques sont considérées par nature inefficaces, voire dangereuses.

Cette union monétaire tronquée est devenue une machine à fabriquer la divergence et l'hétérogénéité entre les pays membres. Le discours officiel selon lequel la politique monétaire unique allait nécessairement conduire à une convergence des économies de la zone euro s'est révélé totalement erroné. Ainsi, deux groupes de pays se sont constitués avec des écarts grandissants en matière de performances économiques, comme l'illustrent les indicateurs du tableau ci-dessous. Les pays du Sud de la zone euro, affublés de l'acronyme péjoratif de PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) ont connu une inflation supérieure à la moyenne de la zone euro (2.1% de 1999 à 2007) et ont perdu en compétitivité ; ils ont été incités à fonder leur croissance sur la demande interne et l'endettement grâce à des taux d'intérêt réels faibles. A l'opposé, les pays « vertueux » de l'ancien bloc mark (Allemagne, Autriche, Benelux) dont l'inflation est plus basse, ont gagné en compétitivité, et ont un modèle de croissance tiré par les exportations ; ils accumulent des excédents extérieurs et donc des créances sur le reste de la zone euro.

Cette divergence croissante entre les pays du Sud et du Nord est insoutenable et conduit la zone euro dans une impasse qui pourrait lui être fatale. Exprimé autrement, tout se passe comme si les PIGS avaient des monnaies surévaluées, tandis que les pays néo-mercantilistes du Nord bénéficiaient de monnaies sous-évaluées, sans qu'il soit possible de procéder à un ajustement des parités, comme cela était le cas avant l'avènement de la monnaie unique [Se-Un Jeong, J. Mazier, J. Saadoui, 2010].



*Principaux indicateurs économiques de la zone euro à la veille de la crise*

	PIB Taux de croissance %	Demande domestique Taux de croissance %	Inflation Taux annuel %	Taux d'intérêt réel % (long terme)	Solde public % PIB	Dettes publique nette % PIB	Balance courante % PIB
	1999 - 2007	1999 - 2007	1999 - 2007	1999 - 2007	2007	2007	2007
Allemagne	1.6	0.7	0.8	3.1	0.2	42.9	7.9
Pays Bas	2.5	2.0	2.6	1.5	0.2	28.0	8.1
Autriche	2.5	1.6	1.5	3.0	-0.7	30.7	3.3
Irlande	6.6	6.2	3.5	1.4	0.2	-0.3	-5.3
Italie	1.5	1.7	2.4	2.2	-1.7	89.6	-1.7
Espagne	3.7	4.6	3.9	0.8	1.9	18.7	-9.6
Grèce	4.1	4.2	3.2	1.0	-5.1	70.4	-12.5
Zone euro	2.1	1.7	2.0	2.1	-0.6	43.3	
Roy. Uni	2.8	3.5	2.4	2.3	-2.7	28.8	-2.5

Source : H. Mathieu & H. Sterdyniak OFCE (2010).

***La responsabilité des politiques économiques***

Une union monétaire ne peut fonctionner qu'avec des politiques économiques coopératives et coordonnées entre pays. Or les politiques menées depuis la création de l'euro n'ont pas respecté ce principe fondamental. Cela a commencé avec la politique de réformes du marché du travail et de déflation salariale menée en Allemagne par le gouvernement Schröder (1998 - 2005), puis la TVA sociale appliquée en 2007 par le gouvernement Merkel qui s'apparente à du dumping social. Ces politiques non coopératives ont permis à l'Allemagne d'accroître ses parts de marché à l'exportation, le plus souvent au détriment des autres pays de la zone euro dont les déséquilibres externes se sont dangereusement aggravés.

La crise a accéléré le processus de fragmentation et aggravé les déséquilibres au sein de la zone euro. Les déficits publics se sont creusés, mais beaucoup moins dans les pays « vertueux » du Nord. Des politiques d'austérité budgétaire et salariale ont été imposées par la Troïka aux pays dont la dette publique était la plus importante (Grèce, Irlande, Portugal). La spéculation contre ces pays n'a été possible que parce qu'il n'y a eu aucune mesure de contrôle des banques, ni de prise en charge mutualisée des dettes à l'échelle européenne, en vertu du principe « no bail out » inscrit dans les traités. En prêtant aux banques à des taux proches de zéro, la BCE a fourni des munitions à la spéculation. Ces dernières se sont enrichies sur le dos des Etats qui les ont secourus en empochant des taux d'intérêt élevés sur leurs dettes publiques. De plus, du fait de ses statuts, la BCE n'a pas joué pleinement son rôle de prêteur en dernier ressort auprès des Etats-membres en se refusant à intervenir sur le marché primaire des dettes publiques, ce qui aurait contribué à faire baisser les taux d'intérêt, comme l'ont fait avec succès la Fed états-unienne et la Banque d'Angleterre.

Les plans de sauvetage des pays endettés ont été en réalité des plans en faveur des banques européennes qui détiennent une bonne part de la dette des pays menacés. La majeure partie des aides reçues par la Grèce et l'Irlande dans le cadre de leurs plans de sauvetage en 2010 -

2011 – 77 % pour la Grèce et 100 % pour l'Irlande – n'aura servi qu'à rembourser les créanciers et à renflouer les banques, la plupart étrangères et notamment françaises<sup>1</sup>.

En pleine crise de la zone euro, le 2 mars 2012, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté un nouveau « Traité pour la stabilité, la coordination et la coordination et la gouvernance » (TSCG), dit aussi « Pacte budgétaire ». Ce court traité radicalise de façon inédite les principes néolibéraux qui président, depuis son origine, à la construction européenne. En paralysant les politiques budgétaires nationales, notamment par la prétendue « règle d'or » budgétaire qui oblige les Etats membres à limiter leur déficit structurel (hors effets cycliques) à 0.5% du PIB, le TSCG risque de plonger l'Union européenne dans une austérité mortifère [Les Economistes Atterrés, 2012].

La plupart des économistes sont d'accord avec les deux conclusions selon lesquelles, d'une part, le fonctionnement de la zone euro aggrave les déséquilibres et l'hétérogénéité entre les pays membres, et d'autre part, les politiques d'austérité ont dégradé la situation économique et sociale des pays les plus endettés. Toutefois, ces constats communs conduisent à des recommandations et à des orientations opposées quant à l'avenir de la zone euro : éclatement de la zone euro, ou refondation de la construction européenne.

## **2. Sortir de l'euro ?**

L'argument principal des économistes et des acteurs politiques qui réclament la sortie de l'euro est que celle-ci rendrait à nouveau possible une dévaluation de la nouvelle monnaie nationale, ce qui permettrait de rétablir la compétitivité du pays concerné [C. Lapavistas, 2012, J. Sapir, 2012]. Elle redonnerait par ailleurs à la Banque centrale nationale la possibilité d'émettre sa propre monnaie afin de financer autrement le déficit public. Pour les plus optimistes, la sortie de l'euro serait également un moyen de réindustrialiser l'économie, de stimuler la croissance et de réduire le chômage.

En réalité, la sortie de l'euro est une fausse solution dont les conséquences économiques, sociales et politiques risquent d'être désastreuses.

Revenir à la monnaie nationale dans le cas de pays qui enregistrent d'importants déficits extérieurs les soumet immédiatement à la spéculation sur leur monnaie. L'un des avantages de l'appartenance à la zone euro consistait à protéger les pays contre les attaques spéculatives. Ainsi, le déficit de la balance courante de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal avait atteint près de 10% de leur PIB en 2008 et 2009, sans effet sur leur monnaie, l'euro. Par ailleurs, la sortie de l'euro ne résout pas, mais aggrave au contraire, le poids et la charge de la dette dans la mesure où la dette à l'égard des non-résidents sera immédiatement augmentée du taux de dévaluation.

Dans cette perspective, l'introduction du contrôle des capitaux et la restructuration de la dette constituent des préalables à la sortie de l'euro pour tenter d'atténuer ces effets négatifs. Sans

---

<sup>1</sup> D'après deux études détaillées réalisées par les experts d'Attac Autriche sur la Grèce : <http://www.attac.at/bailout>.

ces mesures initiales, les pays qui sortiront de la zone euro se retrouveront dans une situation difficile, avec le risque d'une crise monétaire et bancaire aux effets dévastateurs.

Les effets bénéfiques de la dévaluation sur la compétitivité et l'équilibre extérieur dépendent du comportement des pays concurrents. Il faut en particulier que ces derniers ne dévaluent pas simultanément leur monnaie. Et donc, pour que les effets positifs attendus se réalisent, il est nécessaire que la sortie de l'euro ne concerne qu'un petit nombre de pays, n'effectuant qu'une faible part de leur commerce extérieur entre eux. La sortie de l'euro apparaît comme une solution nationale et non coopérative, dans la mesure où les pays concernés vont chercher à gagner des parts de marché au détriment des pays voisins. Ce qui risque de déboucher sur une guerre des monnaies, chaque pays souhaitant pratiquer des dévaluations compétitives de manière à maintenir en permanence la valeur externe de sa monnaie à un niveau inférieur à celui de ses concurrents.

La question de la compétitivité doit être posée dans toutes ses dimensions. Penser que la manipulation des taux de change est un moyen efficace de résoudre les problèmes de déficit extérieur relève d'une certaine illusion. Car la compétitivité d'un pays résulte au premier chef de facteurs réels, et non monétaires, tels que la spécialisation industrielle, les gains de productivité, l'innovation, etc. Les effets bénéfiques d'une dévaluation seront faibles pour un pays dont la spécialisation n'est pas adaptée à la demande mondiale, ou dont l'appareil productif est peu efficace, ce qui est le cas de plusieurs pays d'Europe du Sud.

Par ailleurs, si la dévaluation améliore la compétitivité-prix des exportations, elle entraîne symétriquement un renchérissement des importations, ce qui engendre une inflation importée qui peut annihiler en grande partie les gains de compétitivité initiaux. Cela peut inciter les pays concernés à mener des dévaluations compétitives à répétition, et à s'engager dans une spirale dévaluation – inflation sans fin. Le principal moyen de limiter cet effet négatif est de mener une politique de contrôle des salaires pour désindexer ceux-ci par rapport à l'inflation, d'une part, et pour peser sur la demande interne (l'absorption) afin de dégager un surplus exportable, d'autre part. C'est pourquoi la plupart des expériences de dévaluation se sont traduites par une austérité accrue retombant largement sur les salariés. Les salariés grecs, portugais ou espagnols doivent-ils subir une nouvelle cure d'austérité ?

### **3. Le problème n'est pas la monnaie unique, mais les politiques néolibérales**

Il convient de ne pas se tromper de diagnostic sur la crise de la zone euro. Celle-ci provient non pas de l'adoption d'une monnaie unique, mais principalement de l'application de principes néolibéraux à la construction européenne. On a vu que la crise de l'euro est liée en grande partie à l'incomplétude de l'union économique et monétaire, qui résulte du choix politique néolibéral de réduire au maximum le poids des politiques publiques dans l'espace européen. Il faut rappeler que les deux piliers de la construction européenne actuelle sont l'Acte unique (1986) qui crée le grand marché intérieur (ou marché unique) européen, et le traité de Maastricht (1992) qui définit les règles de l'Union économique et monétaire. Les traités d'Amsterdam (1997) puis de Lisbonne (2007) consolideront le projet néolibéral européen. L'euro n'a été conçu que comme un instrument destiné à assurer le fonctionnement du marché unique sur la base de prix unifiés par une même unité de compte. Il s'agit d'une conception réductrice et tronquée de la monnaie. Les analyses anthropologiques et

institutionnalistes montrent que la monnaie est bien plus qu'un instrument économique, c'est aussi une institution sociale et politique, ce qui est totalement ignoré par la doxa néolibérale en Europe [M. Aglietta et A. Orlean, 1998]. Ainsi s'explique l'incomplétude de l'euro, monnaie sans fondement politique, sans gouvernement politique démocratique, et sans légitimité sociale.

L'expérience des unions monétaires passées ou actuelles montre que l'existence d'une monnaie unique n'est pas un problème en soi, bien au contraire, à condition que l'unification monétaire aille de pair avec une intégration politique, budgétaire et fiscale. Ainsi, l'union monétaire constituée il y a plus de cent ans par les Etats-Unis n'a pas connu de crise comparable à celle de la zone euro car son architecture est complète (le budget fédéral représente 20% du PIB). L'expérience récente de l'Allemagne, autre Etat fédéral, montre également le rôle positif d'une union monétaire. La réunification des deux Allemagnes en 1990 sur la base d'un deutsche mark unique, grâce à un taux de change de un pour un, a largement contribué au redressement des quatre anciens länder est-allemands, à la suite de transferts publics massifs, financés par le budget de l'Etat fédéral allemand.

#### **4. L'euro instrumentalisé par les élites du capitalisme européen**

Une analyse assez répandue de la crise européenne de la crise de l'euro est fondée sur l'idée que les pays du centre de l'Europe (Allemagne, Autriche, Benelux) exploitent ceux de la périphérie. Selon cette vision, l'euro est utilisé par l'Allemagne et ses proches partenaires pour gagner en compétitivité, et pour exporter dans les pays de la périphérie dont l'appareil de production est moins compétitif. Les surplus allemands sont recyclés en financements à bon marché dans les pays de la périphérie où ils alimentent les bulles financières et immobilières. L'euro est alors considéré comme l'instrument de l'impérialisme allemand dans les pays du Sud. Ces pays doivent donc abandonner l'euro pour se soustraire à cette exploitation impérialiste.

Cette analyse sous-estime le rôle des Etats nationaux qui sont le résultat de relations de classes dans chaque pays. Elle se concentre trop sur les balances des paiements et pas assez sur les facteurs idéologiques et politiques. Une vision alternative met la construction néolibérale européenne au cœur du problème. Avant la création la zone euro, les pays de l'Union européenne avaient mis en œuvre des politiques de libéralisation commerciales et financières qui sont à l'origine de la plupart des problèmes actuels. C'est dans ce contexte que l'euro a été mis en place. Ainsi, le projet européen et l'euro ne sont pas uniquement une stratégie d'exploitation du Sud par le Nord, mais aussi une stratégie conduite par les élites nationales dans chaque pays pour créer un rapport de force favorable au capital et en assurer la reproduction. Ce sont les politiques néolibérales qui ont favorisé l'accumulation des richesses au profit d'une minorité, y compris en Grèce et au Portugal, en organisant une précarisation du travail. Ainsi, l'euro s'inscrit dans une stratégie générale de reproduction du capital, et n'est pas une stratégie propre à la seule Allemagne. Aujourd'hui, les balances commerciales du Portugal et de l'Espagne sont proches de l'équilibre à la suite des plans d'ajustement imposés par la Troïka, mais les politiques d'austérité, d'exploitation du travail et démantèlement de la protection sociale demeurent, et se sont même renforcées. Les systèmes bancaires, abondamment refinancés par la BCE, ne financent pas l'économie réelle mais alimentent les bulles sur les marchés financiers. L'Europe demeure sous l'emprise du

néolibéralisme et de la finance. Il n'y a pas de raisons de considérer que l'abandon de l'euro permettra, en lui-même, de rompre avec ce système économique qui a conduit à la crise.

## **5. Rompre avec les politiques néolibérales**

A la place des politiques d'austérité, les européens ont besoin d'un nouveau projet afin de sortir la zone euro de la crise. Il s'agit d'abord de restructurer les dettes, publiques et privées, dans la plupart des pays de l'Union européenne [D. Plihon, 2011]. Plusieurs solutions ont été avancées. L'une d'entre elles, proposée par le FMI, consiste en une taxation exceptionnelle à un taux de 10% sur l'ensemble des actifs détenus par les ménages et entreprises. La recette de cette taxe serait utilisée pour annuler une partie de la dette privée et publique qui pèse sur les pays européens. L'objectif est d'éviter à tout prix la spirale de la déflation par la dette décrite par Irving Fisher (1933) à propos de la crise des années 1930. Mais la réduction de la dette ne sera pas suffisante. Il importe également de nationaliser le système bancaire pour mettre celui-ci au service de la société. Il convient, en troisième lieu, de mettre fin aux politiques d'ajustement imposées aux pays les plus endettés par les autorités européennes, dont le principal objectif est de rembourser les créanciers, et non de redresser les pays en difficulté.

Ces politiques alternatives impliquent-elles une sortie de la zone euro ? La réponse est négative car celle-ci ne résoudrait pas le problème principal qui est de transformer le système économique néolibéral. Il suffit de considérer l'exemple britannique pour constater qu'il n'y a pas de lien de cause à effet entre la non-appartenance à la zone euro et l'abandon des politiques d'austérité : la livre sterling ne fait pas partie de la zone euro, mais cela n'a pas mis la population britannique à l'abri d'une politique d'austérité parmi les plus brutales en Europe. En réalité, les politiques de dévaluations compétitives qui suivront la sortie de l'euro ne résoudront pas la crise économique actuelle qui dépasse celle de la zone euro. Elles ne feront qu'accroître les tensions entre les pays européens. La sortie de l'euro conduira inévitablement à des politiques non coopératives qui pourraient mettre en danger la stabilité économique et politique de l'Europe. L'Histoire de la construction européenne n'est pas réversible : il n'est pas possible de revenir en 1998, en effaçant d'un trait de plume l'épisode de l'union économique et monétaire. Mettre fin à l'expérience de l'euro aura inévitablement des effets collatéraux importants, tels que le renforcement des politiques non coopératives. De mesures de rétorsion, dans un contexte de guerre économique et monétaire entre pays européens, ne sont pas à exclure, avec des conséquences politiques dangereuses, telles que la montée des nationalismes et de la xénophobie.

## **6. Un nouveau régime de change en Europe ?**

Certains économistes ont proposé des solutions intermédiaires entre la monnaie unique actuelle, et l'abandon pur et simple de l'euro [F. Cripps, V. Duwicquet et J. Mazier, 2013, G. Lafay, 2013]. Dans ce régime monétaire alternatif, les monnaies nationales seraient réintroduites, et coexisteraient avec l'euro qui deviendrait une monnaie commune et serait utilisée dans les relations avec les monnaies des pays tiers. La BCE continuerait d'exister, et serait notamment chargée de gérer la monnaie commune. Mais chaque pays retrouverait sa souveraineté monétaire, pourrait donc mener sa propre politique monétaire et ajuster son taux de change pour défendre sa compétitivité. Ce régime aurait des points communs avec le

système monétaire européen (régime de change avec des marges de fluctuations réduites) qui a fonctionné de 1979 à 1998. Ces propositions, dont il existe plusieurs variantes, apparaissent séduisantes dans leur principe car elles auraient un double avantage. D'une part, elles permettraient de réintroduire de la flexibilité dans les relations monétaires entre pays de l'ex-zone euro. D'autre part, elles maintiendraient une coopération et des règles monétaires communes en Europe. Toutefois, ces propositions se heurtent à plusieurs difficultés importantes. Tout d'abord, la concurrence (et peut-être la guerre) entre les monnaies européennes sera inévitable, dans la mesure où seront à nouveau pratiquées les dévaluations compétitives. Par ailleurs, la spéculation sur les monnaies ne manquera pas de se déchaîner à nouveau, ce qui pourrait conduire à des crises de change telles que celle qui provoqua l'effondrement du SME en 1992-93.

## **7. Une nécessaire refondation de l'Europe**

Les propositions précédentes de changement de régime monétaire ont la même limite fondamentale que la stratégie de sortie de l'euro. Elles ne s'attaquent pas aux racines néolibérales de la construction européenne, dont la principale est l'absence de politiques budgétaires et fiscales communes. La première étape de la refondation doit consister à mettre en place ce pilier manquant qu'est le budget européen. Celui-ci est aujourd'hui réduit au minimum et représente environ 1% du PIB européen. Dans le cadre financier de la période 2013 – 2020, le Conseil européen a même prévu de le faire baisser à 0.95% en 2020 ! Les dépenses pour renforcer la compétitivité et l'innovation représentent 9% du budget européen, soit moins de un pour mille du PIB européen.

Il est donc nécessaire d'augmenter le poids du budget communautaire de 1% à 10% du PIB européen, avec un double objectif : d'une part, financer des transferts publics massifs en direction des pays les plus touchés par la crise, notamment pour favoriser la modernisation de leur appareil productif, et d'autre part, financer des investissements publics dans l'ensemble des pays européens. Ces investissements publics permettraient notamment d'accompagner la transition énergétique (par exemple, doter l'espace européen d'un réseau de ferroutage) dont le montant a été estimé par la Commission européenne à 3% du PIB, soit 350 milliards d'euros par an sur dix ans. Ce nouveau budget européen pourra avoir trois sources de financement : les contributions des Etats membres, la fiscalité européenne (écotaxe et taxe sur les transactions financières), et l'émission d'euro-bonds émis avec la garantie des pays membres.

Les dirigeants européens ont pris conscience de la nécessité d'un budget d'investissement commun, mais leurs propositions ne sont pas à la hauteur des enjeux : le « plan Juncker » annoncé fin 2014, et qui consiste en un programme d'investissement de 310 milliards d'euros sur trois ans, soit environ 100 milliards par an, est insuffisant et n'est pas crédible. En effet, il s'agit d'un tour de passe-passe financier qui consiste à susciter 310 milliards d'investissement privés et publics grâce à 21 milliards d'euros de garanties publiques (apportées par la Commission et le Banque européenne d'investissement), soit un effet de levier peu réaliste de 15.

La mise en place d'une véritable politique budgétaire et fiscale commune est une condition nécessaire, mais non suffisante de la refondation de l'Europe [M. Aglietta, 2014]. Devront

s'ajouter d'autres réformes, dont celles déjà mentionnées, à savoir la restructuration des dettes et la réforme bancaire [Les Economistes Atterrés, 2015]. Cette dernière a fait l'objet d'une avancée avec la création de l'union bancaire européenne à partir de 2014. Mais cette réforme ne remet pas fondamentalement en cause le fonctionnement des grandes banques européennes, qui ont pourtant été au cœur de la crise financière internationale [D. Plihon, 2013]. Tout porte à penser que – sous la pression des lobbys - sera enterrée la principale réforme, qui avait fait l'objet de propositions de la part de la précédente Commission, et qui consiste à séparer les banques de détail et les banques d'investissement. Cette scission des banques est indispensable pour limiter la taille excessive et la capacité de nuisance actuelle des grandes banques [Attac et Basta, 2015].

Il est par ailleurs essentiel que soit modifié le fonctionnement de la Banque centrale européenne. Là aussi, une avancée importante a été réalisée en confiant à cette dernière un rôle de superviseur unique des grandes banques, ainsi qu'une fonction de surveillance macro-prudentielle sur l'ensemble du système financier européen<sup>1</sup>. Mais ce pouvoir accru donné à la BCE implique que celle-ci soit placée sous contrôle démocratique. L'indépendance de la BCE doit être limitée au choix des instruments de régulation, les objectifs étant assignés par les autorités politiques, comme c'est le cas pour la Banque d'Angleterre. De plus, les interventions de la BCE ne peuvent se limiter au refinancement des banques ; la BCE doit également assurer le financement en dernier ressort des Etats, afin d'assurer la stabilité du marché de la dette publique, et d'éviter une nouvelle crise des dettes souveraines dans le futur. Les réformes qui viennent d'être évoquées sont un préalable à la refondation de l'Europe. Si elles n'ont pas lieu, la crise s'approfondira, et l'implosion de la zone euro pourrait en résulter. Ces réformes se heurteront inévitablement à l'opposition des élites politiques et économiques dont les intérêts et le pouvoir seront menacés. Toutefois, deux points d'appui peuvent être utilisés pour créer un rapport de force favorable aux réformes [J.P. Betbeze, C. Bordes, J. Couppey-Soubeyran, D. Plihon, 2011]. C'est tout d'abord le caractère coopératif des mesures prises, c'est-à-dire le fait de proposer des réformes qui profitent à la majorité des pays et des populations d'Europe. C'est là une différence majeure avec les politiques protectionnistes dont font partie les stratégies de sortie de l'euro, dont on a vu le caractère fondamentalement non coopératif. Le deuxième point d'appui est la résistance aux règles européennes néolibérales, contraires à l'intérêt général. Il est essentiel que les citoyens et les mouvements sociaux s'organisent et se coordonnent dans l'espace européen pour organiser cette résistance. Cette volonté de transformation et de résistance s'exprime déjà dans les pays les plus touchés par la crise avec le poids croissant de forces politiques susceptibles de gouverner, telles que Syriza en Grèce et Podemos en Espagne, qui s'opposent à l'Europe néolibérale et à ses politiques d'austérité, mais ne souhaitent pas l'abandon de la monnaie unique. Le refus d'accepter les diktats européens par un ou deux pays peut avoir un impact politique considérable. En effet, compte tenu de l'imbrication des économies européennes, leur politique de résistance peut constituer une menace crédible qui obligera les dirigeants européens à changer de politique.

---

<sup>1</sup> J-P. Betbèze, C. Bordes, J. Couppey-Soubeyran, D. Plihon, « Banques centrales et stabilité financière », Rapport du Conseil d'Analyse Economique, 96, La Documentation Française, 2011.

**Références**

- Aglietta Michel et Orlean André (sous la direction de) (1998), *La monnaie souveraine*, Odile Jacob.
- Aglietta Michel (2014), *Europe – Sortir de la crise et inventer l’avenir*, Michalon.
- Attac et Basta (2015), *Le livre noir des banques*, Les Liens qui Libèrent, février.
- Attac et Copernic (2014), *Que faire de l’Europe ? Désobéir pour reconstruire*, Les Liens qui Libèrent.
- Betbeze J-P., Bordes C., Couppey-Soubeyran J., Plihon D. (2011), « Banques centrales et stabilité financière », *Rapport du Conseil d’Analyse Economique*, 96, La Documentation Française.
- Cripps F., Ruwicquet V. et Mazier J. (2013), « Les scénarios européens », in *L’économie mondiale en 2030 – Ruptures et continuités*, sous la direction de Mazier J., Petit P. et Plihon D., Economica.
- Économistes Atterrés (2012), *L’Europe mal-traitée*, Les liens qui Libèrent.
- Économistes Atterrés (2015), *Nouveau Manifeste – 15 chantiers pour changer l’économie*, Les Liens qui Libèrent.
- Jeong Se-Un, Mazier J., Saadaoui J. (2010), « Exchange rate misalignments at World and European levels: a FEER approach », *Économie Internationale*, 121.
- Lafay Gérard, « Il faut transformer l’euro en monnaie commune », [www.marianne.net/Gerard-Lafay\\_a207651.html](http://www.marianne.net/Gerard-Lafay_a207651.html)
- Lapavistas Costas (2012), “Default and exit from the euro - Greece could begin again”, [mondediplo.com/2012/06/02greece](http://mondediplo.com/2012/06/02greece)
- Plihon Dominique (2011), « Faut-il restructurer les dettes souveraines ? », in *20 ans d’aveuglement – L’Europe au bord du gouffre*, Les économistes atterrés, Les Liens qui Libèrent.
- Plihon Dominique (2013), « Une réforme bancaire qui enchante les banquiers », *Le Monde Diplomatique*, mars.
- Sapir Jacques (2012), *Faut-il sortir de l’euro ?*, Le Seuil.



## **Celui qui contrôle les dettes des nations contrôle le monde entier (Néocolonialisme – le cas de la Grèce)**

**Georges HADJICONSTANTINOU**  
Professeur émérite des Universités, Grèce  
georges.hadjiconstantinou@auth.gr

### **Résumé**

*La crise du capitalisme néolibéral est un fait. Il s'agit de la crise du "conservatisme révolutionnaire", conservatisme qui était systématiquement cultivé pour une période longue, dans les "Think-Tanks" américains et européens. Ce conservatisme exprimait et exprime encore les perceptions monétaristes et néolibérales qui ont imposé au monde l'hégémonie de la finance.*

*La crise actuelle est une crise systémique, une crise de la "pensée unique", une crise de la recette économique et financière imposée par les "évangélistes du marché" et leurs alliés politiques. Ces partisans fanatiques de la globalisation financière néolibérale utopique, essaient à présent de dépasser la crise qu'ils ont provoquée, emprisonnés dans leur mythe néolibéral.*

*La Grèce, le maillon le plus faible de la zone euro, avec ses erreurs et ses faiblesses structurelles, est devenue, de façon provocante pour son peuple, un objet d'expérimentation aux mains de ses créanciers souverains. Elle devient, peu à peu, une colonie d'intérêts économiques organisés étrangers et un protectorat d'intérêts hégémoniques des pays créanciers.*

*La société hellénique résiste consciemment. Et, l'incessante question qui se pose est de savoir jusqu'à quand cette politique du fouet et de la carotte pourrait-elle être appliquée par les souverains dans un pays européen comme la Grèce ayant 10.000 ans d'histoire et de civilisation? Notre siècle est celui de la fin des certitudes et la mutation systémique est "ante portas". L'intérêt individuel doit, finalement, céder sa place à l'intérêt collectif et ceci dans une société de liberté, de démocratie, de solidarité et de dignité.*

### **Mots-clés**

*Grèce, euro, mondialisation, néolibéralisme, pensée unique, dette.*

### **Abstract**

*The crisis of neoliberal capitalism is obvious. It is the crisis of "revolutionary conservatism", conservatism which was systematically cultivated for a long period in the American and European "think tanks". This conservatism expressed and still expresses the monetarist and neoliberal perceptions which imposed to the whole world the hegemony of finance.*

*The present crisis a systemic crisis, a crisis of "unique thought", a crisis of the economic and financial receipt imposed by the "market evangelists" and their politic allies. These fanatic supporters of a utopic financial neoliberalism globalization now try to pass beyond the crisis they have provoked, being prisoners of their neoliberal myth.*

*Greece, the weakest link of the euro zone, with its errors and structural weaknesses, has become, in a provocative way for its people, an experimental object in the hands of its sovereign creditors. She becomes slowly a colony of economic foreign organized interests and a protectorate of the hegemonic interests of creditor countries.*

*The Hellenic society consciously resists. And the unceasing question which is posed is to know until where this policy of whip and carrot could be applied by the sovereigns in a European people having 10.000 years of History and Civilization? Our century is that of the end of certainty ad the systemic*

*mutation is „ante portas”. The individual interest must, finally, leave the way to the collective interest, and that in a society of freedom, democracy, solidarity and dignity.*

## **Key words**

*Greece, euro, globalization, neoliberalism, unique thought, debt.*

## **Classification JEL**

*B22, E52, G18, H53, H63.*

## **1. Les conditions**

C'est dans les années 1989-1990 que l'occasion nouvelle a été offerte. Le « conservatisme révolutionnaire », cultivé systématiquement, pour une longue période, dans les « Think Tanks » américains et européens [Paul Krugman, 2008], en exprimant les perceptions monétaristes et néolibérales, avait jugé que le moment était approprié pour sa contre-attaque et sa revanche définitive contre l'interventionnisme étatique et social Keynésien et ses politiques.

La chute de l'Union Soviétique, la chute du mur de Berlin, les technologies avancées de communication, ainsi que l'envie ardente du système bancaire international et des intérêts financiers pour l'autonomie et la délivrance par les contrôles étatiques, remplissaient toutes les conditions nécessaires favorisant cette contre-attaque [Georges Hadjiconstantinou, 2009].

Un grand nombre de spécialistes du secteur financier privé et des banques ainsi qu'une classe nouvelle de « Yuppies » et de « golden boys » du secteur privé, porteurs tous d'idées monétaristes d'une recette économique néolibérale et fidèles valets de la puissance de la monnaie, ont mis en marche la procédure du changement.

À côté d'eux, un nombre infini de cerveaux pervertis, tous emprisonnés dans un enseignement académique partial, n'ont jamais hésité à comparer la société humaine avec la jungle, fidèles en même temps à la perception d'un droit naturel absolument compatible aux conditions sociales [Alain Minc, 1997, René Passet, 2006 et 2010, Georges Hadjiconstantinou et Georges Dourakis, 2008], ont saisi l'occasion pour faire avancer leurs objectifs économiques et politiques.

Tous ces, politiciens, économistes, banquiers, directeurs d'organismes internationaux, de multinationales, de groupes de capitaux internationaux etc., ont baptisé leur recette économique ambitieuse « mondialisation ». Ils ont, parallèlement, adopté le monétarisme et le néolibéralisme comme pensée économique dominante et ils ont essayé d'imposer partout leur approche comme « pensée unique » [Georges Hadjiconstantinou, 1999].

Ces gens utilisaient une argumentation qui réjouissait l'oreille des hommes insoupçonnés en promettant et en favorisant l'individualisme. Ainsi, ils sont arrivés à imposer, d'une façon méthodique, la recette néolibérale de la « mondialisation » comme une réalité inéluctable.

De cette manière, les marchés financiers et leurs centres, de décisions, les intérêts économiques organisés au niveau mondial et leurs métropoles ainsi que les banques favorisées par la globalisation néolibérale, sont devenus despotes et oppresseurs des sociétés humaines<sup>1</sup>.

Ils ont envahi le terrain politique en établissant un esprit cosmopolite particulier. C'était l'esprit cosmopolite du capital internationalisé qui soutenait l'anti-étatisme, la fixation financière, l'individualisme rationnel et l'authenticité scientifique de sa recette économique néolibérale [Grigoris Zarotiadis, 2012]. Les politiciens bourgeois, partisans d'approches qui idéalisait moralement la fonction des marchés financiers, sont devenus spectateurs d'une dépréciation graduelle du discours politique et d'une dégradation inquiétante des principes fondamentaux de la démocratie parlementaire et de l'humanisme.

Les souverains n'ont pas hésité même devant la guerre et la catastrophe (Yougoslavie, Afghanistan, Irak etc.) à utiliser la violence comme un moyen pour atteindre leur objectif. Ils ont mis en avant, avec fourberie, la sécurité comme bien suprême de la liberté et la consommation comme l'attestation, la plus claire, du bien-être. Et, sans pudeur aucune, ils ont surendetté le monde entier : les états, les sociétés et les ménages. Tout était sacrifié à l'autel de leurs profits, de leur spéculation avide, de leur hégémonie économique, politique et géopolitique et de leur boulimie provocante.

Soumis à la « pensée unique », le monde entier et surtout le monde occidental devenait progressivement conservateur. L'Europe devenait progressivement conservatrice, en dodelinant qu'elle travaillait pour faire avancer cette perception économique baptisée « révolutionnaire ».

Malheureusement, tous étaient absolument emprisonnés dans un dogmatisme économique qui portait ce faux titre de révolutionnaire sans avoir le courage d'affronter directement ses illusions. L'Europe a perdu une part importante de sa tradition humaniste, une part importante de sa solidarité et de sa civilisation d'État Providence. Son personnel politique au pouvoir a joué et joue encore, en majorité, le jeu de la finance en adoptant sans réserve, l'idéologie des « évangélistes du marché » [Kenneth Dixon, 2000], malgré les contrecoups sociaux et politiques éprouvants.

Les femmes et les hommes politiques au pouvoir des États puissants membres de l'Union Européenne, jouent le jeu des intérêts dominants, en favorisant le capital de leurs pays et en restant fanatiquement fidèles à la recette monétariste néolibérale. Ils essaient d'éviter, à tout prix, toute catastrophe du capital et ceci au détriment des sociétés endettées des pays du Sud. Très souvent, ils cachent les problèmes du monde réel et ils gorgent les sociétés de prévisions pleines d'espoir, en étant absolument sûrs de leur propre rationalisme. Ils vivent dans leur monde narcissiste et illusoire, en utilisant l'Euro et la compétitivité de leurs économies comme instrument de domination et comme moyen de forme bizarre, mais bien claire, de colonisation nouvelle. Ils savent, pourtant, que leurs intérêts sont aussi risqués et que la monnaie commune, l'Euro bien aimé, dépend de l'évolution que auront les économies des pays endettés.

---

<sup>1</sup> Georges Hadjiconstantinou, "Ils ont baptisé l'ordre nouveau mondialisation et ses partisans « mondialisateurs » (en grec), article présenté, dans le Tome collectif *Mythes et réalités à l'époque de la mondialisation*, Ed. Patakis, Athènes, 2003.

## **2. La fin des certitudes**

Telles étaient les évolutions dans le monde et telles étaient les conditions dans l'Europe de l'Euro qui berçait d'illusion en croyant qu'elle pourrait continuer sa marche loin des principes fondamentaux des grands visionnaires de l'unification Européenne (J. Monnet, R. Schuman, A. Spinelli, Ch. De Gaulle, C. Adenauer, P.H. Spaak, J. Delors, etc.), et loin de l'idéal de l'Europe des peuples<sup>1</sup>.

Spécialement, après la signature du traité de Maastricht (1992) et l'approbation de la philosophie d'une Europe des marchés et des banques, les partisans de l'idéologie néolibérale persuadés de la justesse de leur choix, ont alimenté leur argumentation avec toujours les mêmes stéréotypes fatigants, réductibles à l'économique et relatifs aux marchés financiers, à la flexibilité du travail, à la concurrence (notion de contenu scientifique et pratique discutable), à l'esprit entrepreneurial, à l'innovation commercialisée, au bon fonctionnement des banques, à la libre circulation incontrôlée des capitaux dans le monde, aux C.D.S., à l'augmentation des profits etc.

Pourtant, on doit comprendre que cette argumentation, contrairement à ce qu'on nous dit, n'a rien à voir avec une quelconque nature des choses. Elle n'exprime qu'un choix idéologique auquel on peut opposer d'autres conceptions fondées sur d'autres valeurs.

Les valeurs, quelles qu'elles soient ne sont pas réductibles à l'économique, encore moins au financier. C'est la démocratie qui est en cause. Déjà, la globalisation financière, proposée par les "évangélistes du marché" déplace doublement la réalité du pouvoir économique. Premièrement, du niveau des nations à celui de la planète, rendant inopérante toute tentative de régulation ou de contrôle par les États. Deuxièmement, de la Sphère publique à celle des intérêts privés dominés par un petit nombre d'acteurs économiques ou financiers. Nous prenons conscience que dans des conditions telles, c'est l'emprise des grands intérêts sur toute la société qui est en cause [René Passet, 1985]. Malgré les rêves, les fantaisies et les fourberies monétaristes néolibéraux, la fin des certitudes est arrivée.

## **3. Subitement, la crise – L'« ennemi – fantôme »**

Soudain, durant les années 2007-2008, le monde est rempli de bulles financières et d'obligations toxiques. Au mois de Septembre de l'année 2008, le monde entier était surpris par la chute de Wall Street, et la faillite de grandes banques privées américaines. L'atmosphère économique et financière devient grise et les horizons de l'espoir se perdent.

La crise économique était déclenchée. Avec elle, la troisième guerre mondiale, guerre économique et financière, cette fois, avait commencé. Cette guerre était différente. L'ennemi était impersonnel. Il était « ennemi fantôme ». Il était et il est encore aujourd'hui caché et

---

<sup>1</sup> Voir le livre de Dimitris Markis, *La création de l'Europe* (en grec), Ed. Kritiki, Athènes, 2000, pp. 25-47. Dans ce livre on trouve une critique de la création de l'Europe fondée sur les approches de l'Institut des Recherches Sociales de Frankfort.

déguisé derrière les fameux fonds de capitaux, dans les comptes bancaires internationaux bien protégés, derrière les entreprises off-shore et les Hedge Funds, aux mains des spéculateurs internationaux (les rapaces), et bien-sûr, dans le milieu revanchiste du capital qui désire et désire toujours la dérégulation, voire même la destruction des relations du travail et de l'État providence, ainsi que la privatisation de la richesse publique [Jean Ziegler, 2004].

L'« ennemi – fantôme » n'est pas seul. Il a ses alliés. Il s'agit du personnel politique au pouvoir, partisan de la recette dominante, maintenant contestée. Pour tous ceux-là, les dominateurs, les adversaires ce sont les peuples, les sociétés humaines, les travailleurs, les employés, les retraités et les classes moyennes qui aujourd'hui sont appelés à payer les déficits.

On pourrait même dire qu'à cette phase nouvelle des évolutions – autrement dit, au moment où des efforts énormes sont déployés pour surmonter la crise – un des points de déclenchement est la crise économique de la Grèce où les classes dominantes se préparent à détruire une société entière. Elles utilisent une économie nationale relativement petite pour déterminer jusqu'à quel point les classes pauvres, elles seules et aucune autre, peuvent être forcées à payer le coût de la crise qui est, de main de maître, transmis au budget de l'État [Karl Heinz Roth, 2012, Georges Hadjiconstantinou et Georges Dourakis, 2008].

De cette manière, les élites dominantes en Grèce et en Europe, les acteurs, principaux de la Troïka, se présentent disposés à risquer, non seulement l'appauvrissement massif, mais l'abatement et le déclin d'une société entière.

Pour l'« ennemi – fantôme », les peuples doivent en plus se sentir coupables de la catastrophe qui accompagne la crise, du système. L'« ennemi – fantôme » et ses alliés savent bien que le sentiment de culpabilité neutralise les réactions et décourage les résistances populaires. Cette neutralité, désirée par les puissants, favorise leur but, leur objectif qui est absolument relatif au salut du capitalisme néolibéral. Leur système ne doit en aucun cas reculer, étant donné que pendant plus de 23 ans des intérêts économiques énormes se sont construits, seulement pour eux. Il s'agit d'intérêts qui ont absorbé la richesse mondiale par le moyen d'un échange inégal, mais aussi d'une répartition des revenus inégale et au contenu inacceptable.

Pour l'« ennemi – fantôme » et ses alliés le système économique doit continuer sa marche financière. Dans un climat de « silence des agneaux », ceux qui ont savouré les excès d'hier auront les perspectives nécessaires de goûter de nouveau aux excès de demain. C'est clair ! C'est la loi de la jungle ! Le fort détruit le faible.

À côté de l'objectif de la continuité de la recette conservatrice en vigueur, les puissants de la zone euro, les pays du nord et du centre européen, les pays créanciers et leurs gouvernements cherchent, parallèlement, l'hégémonie stratégique et géopolitique au détriment de leurs alliés de l'Europe du sud<sup>1</sup>. Ils cherchent maintenant, en pleine crise, une forme nouvelle de colonisation par le moyen de la dette publique et de l'application forcée de réformes, structurelles et de mesures d'austérité aux économies des pays débiteurs (Grèce, Portugal, Espagne, Chypre, Italie etc.). Ils savent très bien que ces mesures conduisent ces pays,

---

<sup>1</sup> Dimitris Markis, *La création de l'Europe, op.cit.*, p. 21 : “Dans le cas de la Grèce, l'intégration européenne fonctionne comme moteur de modernisation, tandis que dans le cas de l'Allemagne, l'intégration fonctionne comme moteur de l'élargissement de l'idée de son hégémonie...”.

économiquement faibles susceptibles de faire faillite à la dépendance, à la poursuite de leur endettement, à la poursuite de leur récession, aux privatisations à tout prix, à la baisse de leurs liquidités, à la vente de leurs ressources naturelles et à une hausse du chômage fulgurante.

Fidèles à leurs propres intérêts de créancier, éloignés de toute politique de solidarité, les puissants imposent, de façon autoritaire, la vente des richesses des pays endettés aux intérêts étrangers. Ils soutiennent de façon hypocrite, le point de vue, considéré comme rationnel et en même temps hégémonique, que toutes ces mesures ignobles pour les peuples sont au service de l'acquit des dettes publiques ou encore de la viabilité de ces dettes. Ils savent très bien que celui qui contrôle les dettes des nations, contrôle le monde entier.

#### **4. La Grèce, objet d'expérimentation**

Les citoyens en Europe, et bien-sûr en Grèce, sont bombardés de néologismes multiples, de provenance anglo-saxonne, comme de provenance anglo-saxonne était également la recette économique dominante. Les technocrates, spécialistes des marchés financiers, des bourses et des banques, ont surgi de partout en revendiquant d'une manière fanatique la connaissance de la vérité, celle-ci provenant de leur enseignement académique exclusif. Ils cherchent, encore aujourd'hui, en pleine crise et en vain, la solution dans les ordinateurs des banques et sur leurs écrans. Ils sont incapables de discerner le monde de l'économie réelle qui s'écroule derrière leurs écrans électroniques, leurs diagrammes, leurs chiffres, leurs pourcentages et leurs calculs logistiques quasi incontestables, mais toujours impitoyables.

À cause de leur exclusivité théorique monolithique et leurs expériences professionnelles du passé, ils n'ont pas pu dépasser leurs modèles idéologiques légitimes par les politiques restrictives de stabilisation. Avec leur logique instrumentaliste et en maniant les pays endettés et surtout la Grèce, objet d'expérimentation, ils ont étranglé les économies nationales avec l'application obligatoire des politiques d'austérité, plus dures encore que celles de la république de Weimar et du Chancelier Heinrich Brüning (1930-1932) [Karl Heinz Roth, 2012].

En Grèce, à l'heure actuelle, le chômage officiel de la population active atteint les 27%. Parmi les jeunes de 18 à 25 ans il est de 60%. Signalons, qu'avant le déclenchement de la crise, printemps 2008, ces pourcentages étaient respectivement de 7,7% et de 22,4%. Cela veut dire que dans l'année 2012, le nombre de chômeurs inscrits officiellement dépasse les 1.300.000, avec 1 personne sur 2, actuellement sans travail, parmi les jeunes.

Les jeunes grecs prennent, malheureusement, pour une fois encore, le chemin de l'émigration. Cette fois l'émigration grecque a une qualité différente de celle du passé (décennie 1960-1970). Il ne s'agit pas d'une émigration de main d'œuvre. Cette fois les jeunes grecs émigrés (garçons et filles) sont scientifiquement qualifiés. Ils sont diplômés des universités grecques ou étrangères, ils ont terminé leurs études post-universitaires, ils ont soutenu leurs Doctorats et ils ont majoritairement acquis une expérience technique et professionnelle. Un pays d'environ 11.000.000 d'habitants, perd subitement sa jeunesse qualifiée, son trésor scientifique et avec lui son espoir pour l'avenir.

Dans le même temps, 260.000 familles d'auto-entrepreneurs, de moyens et de petits entrepreneurs, sont actuellement complètement anéanties et depuis l'année 2010 le nombre de gens sans toit a augmenté de 20% à Athènes et autres grandes villes du pays. Ces chiffres continuent à augmenter de façon impressionnante et dangereuse pour la cohésion sociale. Le nombre de gens qui vivent dans des conditions de pauvreté absolue a triplé en quelques mois, en outre, selon les affirmations de l'église orthodoxe du pays, environ 300.000 personnes sont nourries gratuitement par cette dernière midi et soir.

Dans ces conditions de misère et après les nouvelles mesures d'austérité proposées et imposées (2012-2013) par les créanciers du pays et la fameuse Troïka, la dette publique de la Grèce atteindra dans l'année 2013 185,4% du P.N.B. Cette dette, d'après les spécialistes du F.M.I. (qui maintenant acceptent qu'ils ont fait des fautes dans leurs calculs et dans leurs prévisions) n'est ni viable, ni maniable. La récession économique du pays continue pour une sixième année encore, en atteignant environ les -7%, seulement pour l'année 2012.

Sans sous-estimer les fautes et les exagérations du pays, les excès commis par sa classe économique supérieure et les fautes de ses politiciens qui ont toléré et favorisé pour longtemps le clientélisme politique et la corruption (choses existant également dans les pays puissants de l'Europe et d'ailleurs), il est évident qu'aujourd'hui la Grèce constitue un gage aux mains des créanciers, avec ses ressources naturelles, ses recettes publiques et ses richesses.

Après, une auto-fustigation continue qui a provoqué un sentiment de culpabilité et de dépression entretenu de façon systématique par les chaînes de télévision privées et publiques, le peuple grec soumis à la dette publique de son pays et aux exigences de ses créanciers étrangers, prend peu à peu conscience de la perte de sa souveraineté nationale. Exposé aux exigences des marchés financiers, des usuriers internationaux, des spéculateurs et des joueurs du jeu politique - hégémonique international, le pays est devenu un protectorat des pays créanciers. À côté d'autres pays endettés et débiteurs, comme le Portugal, Chypre et jusqu'à un certain point l'Espagne, l'Irlande et l'Italie, le peuple grec lutte, de nouveau, pour son pays et son destin en comprenant très bien ce que veut dire colonialisme. Avec trois programmes appliqués dans le cadre d'un pacte de stabilité, signé au niveau européen et appelé « mémorandum », la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne et le F.M.I. (Troïka) ont assujéti le pays d'une manière qui, finalement, soulève sérieusement un esprit d'angoisse nationale dans la population. Cette provocation s'agrandit car la population ne voit plus une solution réelle et n'attend plus la fin de ses sacrifices. En plus de la récession économique impressionnante, la Grèce vit en son sein une indignité politique et morale très forte. Sa dignité et sa fierté nationales en sont touchées [Georges Hadjiconstantinou, 2012].

Les choses ne sont pas très différentes dans les autres pays du sud qui souffrent économiquement de la récession et de la crise. Beaucoup plus en 2012 et 2013, années durant lesquelles les problèmes empirent et la crise s'approfondit en Europe, au moment même où les

---

<sup>1</sup> Pour la validité de tous ces chiffres et pourcentages on peut consulter : Karl Heinz Roth, *La Grèce et la Crise* (en grec), *op.cit.*, pp. 64-66 ; Maria Negreponi-Delivanis, *Réformes - L'holocauste des travailleurs en Europe* (en grec), Ed.Livanis, Athènes, 2007, ainsi que Maria Negreponi-Delivanis, *La crise meurtrière et la tragédie grecque* (en grec), Ed. Livanis, Athènes, 2010, pp. 195-210. Ce livre est paru aussi en anglais, *The murderous crisis and the greek tragedy*, P.D.F. for Adobe Digital Editions, 17 June 2012.

approches interprétatives de l'Europe et du F.M.I., pour la politique d'affrontement de la crise, se différencient.

La Grèce qui est depuis le début le maillon faible de la zone euro, donne une interprétation plutôt ambiguë des erreurs et des omissions commises. Cela, parce que l'interprétation des gens ou des intérêts favorisés par les « mémorandums » des créanciers (banques, partis politiques au pouvoir, armateurs, familles riches, intérêts financiers organisés etc.) est tout à fait différente de celle des pauvres. Les forces politiques grecques et les partis politiques qui leur correspondent n'abordent pas la situation de la même façon et leurs lectures du réel diffèrent.

Cette ambiguïté a donné aux « évangélistes du marché » l'occasion de traiter le pays d'une façon expérimentale pour avancer dans leurs jeux spéculatifs. Leurs succès ont été relatifs à cause de la médiocrité économique du pays (le P.N.B. grec constitue environ les 2,5% du P.N.B. de l'U.E.) et de la résistance attentive du peuple grec, en ce qui concerne l'approbation des mesures proposées par les souverains. Ils persistent fanatiquement à poursuivre leurs procédures imposées et soi-disant salutaires pour l'économie du pays, car ils craignent l'effet domino en Europe, dans le cas d'une faillite économique officielle grecque. Ils savent très bien qu'une évolution pareille pourrait mettre en cause leurs intérêts économiques et financiers au niveau européen.

Finalement, il est clair que le rationalisme instrumental règne dans leurs têtes. Ils ne s'inquiètent nullement de l'avenir de la démocratie, de la société constitutionnelle grecque, ni de l'avenir de la législation ouvrière et sociale du pays qui s'annule officiellement avec l'anéantissement du statut des conventions collectives du travail. Ils retiennent les procédures classiques de la catastrophe du capital en les remplaçant par l'exploitation secondaire de tous ceux qui sont déjà victimes d'exploitation dans le cadre des relations du marché de travail capitaliste. [Karl Heinz Roth, 2012]. Ils ne s'inquiètent pas de la dégradation du niveau de vie de la majorité du peuple grec, (50%). Ils ne s'intéressent pas au nombre de suicides qui augmente (plus de 3.200 personnes décédées ces deux dernières années). Ils pensent en termes de punition, emprisonnés dans leur logique d'assainissement fiduciaire, de disparition des déficits budgétaires et de politique économique restrictive en période de récession. La question se pose facilement : Pourquoi ? Cette logique paraît-elle compatible avec l'affrontement des problèmes de la crise et de la récession ? Ne voient-ils pas que leur persistance à obtenir des déficits budgétaires ne devant pas dépasser les 3% du P.N.B. annuel, a conduit à plus de 25 millions de chômeurs en Europe ?

Les réponses à ces questions ne sont bien-sûr pas simples. Elles deviennent encore plus difficiles lorsque les partisans des intérêts des marchés financiers du capitalisme sauvage, ne peuvent pas raisonner en termes de solidarité. Pour eux, les marchés sont des mécanismes sans morale. Ils ont peur de l'inflation, de la politique expansionniste et de la politique de la justice répartitive. Ils ne veulent pas entreprendre une lecture différente du réel. Ils sont persuadés de leur logique et ils vivent dans leur narcissisme sans comprendre que l'évolution systémique n'est pas linéaire mais arborescente et la fin des certitudes est arrivée [René Passet, 1996, Zizis Papadimitriou, 2012, Ilya Prigogine, 2003, Georges Hadjiconstantinou, 1998, Edgar Morin, 1982]. En même temps, ils font des rêves pour un développement économique durable, sans jamais, pourtant, en élucider son orientation et son vrai contenu. C'est dommage ! Le manque d'une politique de répartition du revenu, à côté de la politique pour le développement,



est facilement constaté, comme est facilement constatée d'ailleurs, la confusion théorique entre développement et croissance (growth) [René Passet, 1996].

Actuellement, la Grèce se voit être un grand laboratoire d'expérimentation sociale dans lequel les créanciers et les politiciens, partisans des idées conservatrices de la globalisation néolibérale, essaient de vérifier et de constater, jusqu' à quel point la chute du niveau de vie d'un peuple et le dérèglement des relations du travail, pourraient devenir un statut permanent [Karl Heinz Roth, 2012].

Cette expérimentation affreuse n'est pas dépourvue de plans des souverains qui désirent exploiter les richesses naturelles du pays, déjà hypothéqués dans les pages innombrables des pactes dits stabilisateurs et concernant les conditions obligatoires pour la cession de leurs emprunts coloniaux et la réalisation future de leurs investissements tout aussi coloniaux.

Nous devons signaler, pour finir, que la raison pour laquelle l'Allemagne et ses supporters (Hollande, Finlande, Autriche etc.) jouent le jeu du pouvoir de façon oppressive et exagérée, vient du fait que ce qui est risqué aujourd'hui en Grèce c'est la structure de l' « architecture » de l'Union Européenne entière. Cette « architecture » est principalement, construite par un groupe d'économistes fidèles à l'ordre néolibéral financier qui sont proches de la banque fédérale, allemande [Otmar Issing et al., 2001, Otmar Issing, 2008, Claus Köhler, 1992].

Ce qui est intéressant pour l'Allemagne c'est que après la création de l'Euro, ses élites économiques ont utilisé efficacement la monnaie commune pour avancer, de façon impressionnante, leurs intérêts économiques, tant à l'intérieur de l'Europe, qu'au niveau international<sup>1</sup>. Ces élites ont utilisé et utilisent encore jusqu'à aujourd'hui un modèle qui combine la baisse continue des salaires réels avec la hausse régulière de la productivité du travail, par le moyen de la technologie avancée. Elles ont obtenu d'exploiter le niveau bas du coût unitaire du travail en Allemagne (par rapport aux autres pays européens et bien-sûr la Grèce) pour établir progressivement une forme de dumping salarial vraiment lucratif pour leurs entreprises et leurs exportations<sup>2</sup>. De cette manière, l'Allemagne est devenue l'architecte principal de l'unification européenne, en encourageant, parallèlement, le modèle néolibéral, le plus dur de stabilité financière et d'assainissement budgétaire. On pourrait dire, aujourd'hui, que la cause principale de la déstabilisation de l'Union Européenne, est la politique et les revendications de l'élite économique allemande. Cette politique néolibérale, réalisée par le dumping des salaires et des prix, après la création de l'euro, a déstabilisé et a détruit économiquement les pays faibles ou chétifs de l'Europe.

---

<sup>1</sup> Heiner Flassbeck et Friederike Spiecker, "Die Deutsche Lohnpolitik sprengt die Europäische Währungsunion", *WSI Mitteilungen*, 58 (2005) - 12, pp. 707-713, Heiner Flassbeck, *Zehn Mythen der Krise* - Frankfurt on the Main: Suhrkamp, 2012. Comme ils sont notés dans le livre de Karl Heinz Roth, *La Grèce et la Crise*, (en grec), *op.cit.*, pp. 103-104. Voir aussi Grigoris Zarotiadis, *Néolibéralisme* (en grec), *op. cit.*, pp. 203-215 et Maria Negreponi-Delivanis, *Les chances de l'Euro après les funérailles du Pacte de stabilité* (en grec), Ed. Fondation Delivanis et Ed. Sfakianaki, Thessaloniki, 2004.

<sup>2</sup> D'après Karl Heinz Roth: "...Au début de la crise le coût unitaire du travail en Grèce et aux autres pays de la périphérie européenne était de 30% plus élevé qu'en Allemagne. Après l'application des programmes d'austérité, ce pourcentage a atteint les 35%...", *La Grèce et la Crise* (en grec), *op.cit.*, p. 104.

## Épilogue

Il est évident que d'une part, la crise économique du système capitaliste néolibéral continue et d'autre part le contrôle de la dette des nations provoque un intérêt toujours plus fort et plus grand. Les « ennemis - fantômes » et leurs alliés, les « évangélistes du marché », les spéculateurs internationaux, les partisans du monétarisme néolibéral persistent dans la rigueur de leur « pensée unique ». Ils n'acceptent aucune pensée alternative et ils prolongent dramatiquement la guerre contre la société.

Le peuple grec a fait d'énormes sacrifices. Il est fatigué, désespéré et exaspéré. Tantôt il est traité par ses alliés de « mouton noir », comme un mauvais élève, tantôt, après avoir montré obéissance à ses souverains, il est traité d' « enfant gâté », comme un bon élève. Tantôt le fouet et tantôt la carotte !

Quatre-vingt-deux ans après la crise de 1929-1930, soixante-douze ans après la deuxième guerre mondiale et les combats contre le fascisme, soixante-huit ans après la fin de la résistance contre les nazis, soixante-trois ans après la guerre civile, trente-huit ans après la chute de la dictature des colonels, six ans après le déclenchement de la crise actuelle, le peuple grec affronte les conditions difficiles et inhumaines de la 3e guerre mondiale, guerre économique et financière, parallèlement à ses propres difficultés structurelles, nationales, politiques et morales. Il n'accepte pas les politiques du néocolonialisme, et il sait parfaitement que ceux qui désirent contrôler les dettes des nations, désirent et essaient de contrôler le monde entier.

## Bibliographie

- Dixon Kenneth (2000), *Les Évangélistes du Marché*, traduction grecque, Athènes, Ed. Patakis.
- Flassbeck Heiner et Spiecker Friederike (2005) "Die Deutsche Lohnpolitik sprengt die Europäische Währungsunion", *WSI Mitteilungen*, 58 - 12, pp. 707-713.
- Flassbeck Heiner (2012), *Zehn Mythen der Krise*, Frankfurt on the Main.
- Hadjiconstantinou Georges (1998), *Emprisonnés du paradigme économique mythique* (en grec), Athènes, Ed. Ellinika Grammata, pp. 25-44, 141.
- Hadjiconstantinou Georges (1999), « L'arrogante certitude de la "pensée unique" », Article présenté au 51<sup>e</sup> Congrès International de l' A.I.E.L.F., Marrakech, Juin.
- Hadjiconstantinou Georges (2003), « Ils ont baptisé l'ordre nouveau mondialisation et ses partisans "mondialisateurs" » (en grec), article présenté, dans le Tome collectif : *Mythes et réalités à l'époque de la mondialisation*, Athènes, Ed. Patakis.
- Hadjiconstantinou Georges et Dourakis Georges (2008), « Le caractère anachronique et non-libéral de la modernisation néolibérale » (en grec), article présenté aux Ed. Patakis, Tome collectif : *Approches alternatives du développement*, Athènes, p. 65.
- Hadjiconstantinou Georges (2009), *L'évolution du système économique – D'Adam Smith à la crise de la mondialisation néolibérale*, en grec, Athènes, Ed. Kritiki.
- Hadjiconstantinou Georges (2012), « L'utopie néolibérale s'écroule- La société au-dessus des marchés » (en grec), article présenté dans le journal *Paratiritis*, Komotini, Grèce - 24/5.
- Hadjiconstantinou Georges (2012), « Néocolonialisme - Le cas de la Grèce » (en grec), article présenté dans le journal *Avgi*, Athènes, 15/12.

- Issing Otmar et al. (2001), *Monetary Policy in the Euro Area: Strategy and decision-making in the European Central Bank*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Issing Otmar (2008), *Der Euro-Erlolg – Zukunft*, Munich, Ed. Franz Vahlen.
- Köhler Claus (1992), *Währungspolitische Probleme im integrierten Europa*, Berlin, Ed. Duncker, Humblot.
- Krugman Paul (2008), *The conscience of a Liberal*, traduction grecque, Athènes, Ed. Polis, pp. 20-28.
- Markis Dimitri (2000), *La création de l'Europe* (en grec), Athènes, Ed. Kritiki, pp. 25-47.
- Minc Alain (1997), *La mondialisation heureuse*, Paris, Ed. Plon.
- Morin Edgar (1982), *Science avec Conscience*, Paris, Ed. Fayard.
- Negreponi-Delivanis Maria (2004), *Les chances de l'Euro après les funérailles du Pacte de stabilité* (en grec), Thessaloniki, Ed. Fondation Delivanis et Ed. Sfakianaki.
- Negreponi-Delivanis Maria (2007), *Réformes, L'holocauste des travailleurs en Europe* (en grec), Athènes, Ed. Livanis.
- Negreponi-Delivanis Maria (2010), *La crise meurtrière et la tragédie grecque* (en grec), Athènes, Ed. Livanis, pp. 195-210. Ce livre est paru aussi en anglais, *The murderous crisis and the greek tragedy*, P.D.F. for Adobe Digital Editions, 17 June 2012.
- Papadimitriou Zisis (2012), *À la constellation de l'incertitude* (en grec), Thessaloniki, Ed. Thermaikos.
- Passet René (1985), « Réductionnismes et complexité – De l'ordre des choses à l'ordre des hommes », *Reflets et perspectives de la vie économiques*, N 2/3 Mars, Paris.
- Passet René (1996), *L'économie et le Vivant*, Paris, Ed. Economica.
- Passet René (2006), *L'illusion néolibérale*, traduction grecque, Thessaloniki, Ed. Epikentro, pp. 221-242.
- Passet René (2010), « Les grandes représentations du monde et de l'économie - à travers l'histoire », *Les liens qui Libèrent*, Ed. LLL, Paris, pp. 382-432.
- Prigogine Ilya (2003), *La fin de la certitude*, traduction grecque, 2<sup>e</sup> Ed. Athènes, Katoptro.
- Roth Karl Heinz (2012), *La Grèce et la Crise*, traduction grecque, Thessaloniki, Ed. Nisides.
- Zarotiadis Grigoris (2012), (en grec), Athènes, Ed. Gutenberg.
- Ziegler Jean (2004), *Les Nouveaux Maîtres du Monde et ceux qui leur résistent*, traduction grecque, Athènes, Ed. Synchronoi Orizontes.



## **S'occuper du désastre de l'euro<sup>1</sup>**

**Costas LAPAVITSAS**

*Professeur des Universités, Grèce*  
costaslapavitsas@gmail.com

**Mots-clés**

*pays périphériques, sortie de l'euro, politique néolibérale, taux de change, dette.*

**Key word**

*peripheral countries, exit from the euro, neoliberal policy, exchange rate, debt.*

**Classification JEL**

*B22, E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

L'union économique et monétaire européenne a une nature complexe depuis sa création. D'une part, cette alliance formelle avait pour objectif de créer une devise internationale de réserve, afin de concurrencer le dollar des États-Unis. D'autre part, cette alliance formelle entendait créer un standard monétaire domestique, en l'occurrence la monnaie nationale d'un ensemble de 18 États souverains.

Il en a résulté une faiblesse structurelle, inhérente à la nature même de l'union économique et monétaire européenne. On observe en effet une contradiction entre le rôle international et le rôle domestique de l'euro. Afin de rendre compatibles ces deux rôles, les transformations qui seraient requises sont hautement improbables, en raison des conditions sociales, politiques et institutionnelles qui prévalent en Europe.

On peut ainsi comparer les indices de coûts unitaires du travail dans les pays européens depuis l'année 1999, prise comme base 100. En 2012, l'indice restait inférieur à 110 en Allemagne. En revanche, il dépassait 130 dans l'ensemble des pays d'Europe du Sud, et il s'en approchait dans le cas de la France.

On peut également remarquer, depuis l'introduction de la monnaie unique en 1999, une profonde divergence des balances d'opérations courantes entre les pays membres de la zone euro. Avant cette date, les balances étaient faiblement déficitaires pour tous les pays, à l'exception d'un petit excédent pour la France, représentant + 2 % de son Produit Intérieur Brut. Depuis lors, un fort excédent est apparu en Allemagne, dépassant + 7,5 % de son PIB en 2007, et se maintenant ensuite aux alentours de + 6 %. Simultanément, les déficits se sont creusés en Europe du Sud (Grèce, Portugal, Espagne et Italie), jusqu'à - 7 % de leur PIB en 2008, avant de remonter à - 2% en 2012, cependant que le solde français s'est détérioré régulièrement, jusqu'au même niveau de - 2 % en 2012.

---

<sup>1</sup> Texte rédigé en français à partir de la communication présentée en *PowerPoint*.

Vis-à-vis de la périphérie, la politique de l'Union Européenne a eu trois composantes :

- une stabilisation, en imposant l'austérité budgétaire ;
- des réformes structurelles, censées engendrer la croissance par la réduction des salaires, la privatisation et la libéralisation ;
- des prêts privés pour remplacer les flux officiels.

Cette politique a provoqué un véritable désastre :

- l'effondrement de la demande, la montée du chômage, la destruction de la capacité productive ;
- le rétrécissement du crédit domestique privé, l'aggravation de la dette ;
- l'absence de toute perspective de croissance, d'immenses coûts sociaux, de graves tensions sociales.

La persistance de la crise atteint la compétitivité des économies du cœur de la zone euro. La dette s'accumule partout. La liquidité de la Banque Centrale Européenne est déclinante. Le crédit des banques est en chute, cependant que l'on observe une fragmentation des systèmes bancaires nationaux.

Lorsque l'on compare les indices de prix depuis 1999, on observe de profondes divergences de compétitivité entre les économies. Par rapport à un objectif de 1,9 % d'inflation par an, l'indice de prix devrait atteindre 128 en 2012. Or celui de l'Allemagne est resté stable, autour de 100 jusqu'en 2008, et il n'est encore que de 110 en 2012. Tandis que celui de la France a suivi continuellement la même courbe que celle prévue pour l'objectif d'inflation, les indices atteints en 2009 se sont élevés à plus de 135 en Espagne et en Grèce, à plus de 130 en Italie, avant de chuter et de rejoindre l'objectif en fin de période.

Dans l'ensemble de la zone euro, l'endettement s'est accru continuellement, passant de moins de 30.000 milliards d'euros en 1999 à plus de 60.000 milliards au premier trimestre 2013. Il représente ainsi plus de 7 fois le PIB de la zone. Les deux tiers sont imputables aux sociétés financières mais, au cours des dernières années, l'accroissement le plus fort a été celui de la dette publique, qui représente désormais plus de 10.000 milliards d'euros.

La liquidité procurée par la Banque Centrale Européenne, après avoir beaucoup progressé de 2008 à 2012, est actuellement en forte chute. Les prêts accordés par les banques stagnent depuis 2009, cependant qu'ils deviennent plus domestiques, la part de ceux-ci représentant maintenant plus de 77 %. Cette « renationalisation » est encore plus vraie en ce qui concerne la détention de titres.

Désormais, les pays périphériques ont le choix entre deux options :

- une stagnation à long terme ;
- une sortie de la zone euro, soit contestée soit coopérative.

Une sortie contestée résulterait probablement d'un changement politique. La cause immédiate serait le service de la dette et les politiques structurelles liées à ce service. La mise en défaut sur la dette conduirait rapidement à la réintroduction de la monnaie nationale. Trois problèmes majeurs risqueraient lors d'apparaître :

- la circulation de la monnaie ;

- une crise bancaire ;
- la crise du taux de change et l'impossibilité de fournir les marchés.

En ce qui concerne la circulation monétaire, l'introduction de la monnaie nationale prend un certain temps, et l'on risque d'avoir une circulation parallèle. Pour les banques, il est nécessaire de ré-instituer la Banque centrale, en faisant défaut sur la dette vis-à-vis de la Banque Centrale Européenne, et de nationaliser les banques locales, avec le risque de créer une mauvaise banque.

Pour le taux de change, la dévaluation joue un rôle critique pour le redressement, et le problème majeur serait celui de l'effondrement du taux de change. Il serait nécessaire de contrôler immédiatement les capitaux et d'instituer des contrôles administratifs pendant une certaine période sur les marchés-clés (énergie, alimentation, santé).

La sortie de l'euro est néanmoins une opportunité. Les pays périphériques nécessitent une profonde restructuration, permettant de retrouver la croissance et de faire face à la montée de l'inégalité. Il est clair qu'une sortie coopérative rendrait beaucoup plus aisée la transition. L'alternative est trop déprimante pour que l'on puisse l'envisager.

Est-ce une alternative réaliste ? La solution optimale serait d'instituer la sortie de l'euro comme une option pour les pays périphériques, l'union monétaire étant réservée aux pays du cœur de l'Union européenne. Il faudrait en même temps gérer les taux de change, instituer des contrôles des banques et des mouvements de capitaux, tout en abandonnant la politique néolibérale.





## Le Nœud gordien de la dette<sup>1</sup>

**Nikos IGLESSIS**

Journaliste Economiste, Grèce

nicosiglessis@gmail.com

### **Résumé**

La dette publique de la Grèce s'élève à 322,4 milliards d'euros ou à 180% du PIB. Cette dette énorme ne peut pas être remboursée. Remboursée et non devenir viable. Lorsque les créiteurs parlent de la viabilité de la dette, ils veulent dire que le pays peut servir sa dette, c'est-à-dire qu'il peut payer, chaque année, les taux et les annuités en réempruntant sur marchés (recyclage de la dette). Les créiteurs en tout genre ne veulent pas de la réduction de la dette et encore moins de son remboursement, ils veulent que la Grèce ait sur les dos une dette vertigineuse pour pomper la sève économique du pays et surtout en avoir le contrôle géopolitique. Un nouveau gouvernement grec devra avec un projet, bien étudié dans chacun de ses détails, s'engager dans les actions suivantes. Premièrement : Faire sortir le pays de l'état de l'euro-mark et mettre en circulation sa monnaie nationale, la Nouvelle Drachme, a une parité de un pour un, c'est-à-dire une Nouvelle Drachme pour un euro. Deuxièmement : Condamner unilatéralement les Accords de Prêt, arrêter de payer les annuités et demander un renégociation complète avec tous les créiteurs.

### **Mots-clés**

Grèce, viabilité de la dette ligne de crédit de précaution, ESM, annuités, contrôle géopolitique, BCE, Nouvelle Drachme, monnaie nationale, Accords de Prêt, ELA.

### **Abstract**

Greece's public debt amounts to €322.4 billion or 180% of the GDP. This is an enormous debt that cannot be paid off: paid off - not become viable. When creditors talk about viability of the debt they mean that the country should be able to service it, in other words be able to pay, every year, interests and annuities through re-borrowing from the markets (debt recycling). Creditors of all sorts do not wish reduction of the debt or, far less, settlement of the debt; they wish Greece to continue to be burdened with a massive debt so that they can drain every sap of the country but mainly to be able to control the country geopolitically.

A new Greek government, based on a carefully thought-out plan, should proceed to the following actions. First: relieve the country from the shackles of the euro-mark and set in circulation its own national currency, with an exchange rate of one-to-one, i.e one New Drachma to one euro. Second: Denounce unilaterally the Loan Agreements, stop paying annuities and request a comprehensive re-negotiation with all the creditors.

### **Key words**

Greece, debt viability, precautionary credit line, ESM, annuities, geopolitical control, ECB, New Drachma, national currency, Loan Agreements, ELA.

---

<sup>1</sup> Une version plus courte du présent texte a été publiée dans le journal dominical « To Honi », le 23-11-2014 et intitulée « Une fois sortie, les chaînes de la dette sauteront ».

## *Classification JEL*

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

La coalition gouvernementale Samaras-Venizélos est en « pourparlers » avec les patrons de l'UE afin d'assurer un sauvetage provisoire, jusqu'aux prochaines élections, dit « ligne de crédit de précaution ». L'un et l'autre se moquent, une fois de plus, du peuple grec soutenant que le pays est en train de sortir définitivement de la politique des mémorandums. Leur problème est qu'à la fin de 2014, l'argent de l'UE et du deuxième Accord de Prêt sera épuisé (depuis 2010, le pays a emprunté au total 221 milliards d'euros) et l'année prochaine, la Grèce doit sortir sur les marchés pour combler le trou financier et celui du financement, c'est-à-dire le paiement des annuités des prêts qu'elle a contractés jusqu'à aujourd'hui.

Comme à la seule annonce de son intention de sortir sur les marchés, la coalition gouvernementale s'est cassé les dents sur la montée en flèche des spreads, elle veut que l'UE et le FMI lui garantissent que si l'argent dont elle a besoin n'est pas accordé ou est accordé à un taux élevé, elle empruntera alors de nouveau au mécanisme d'assistance financière ESM (programme ECCL) aux termes – réformes disent-ils – similaires à ceux du mémorandum.

*Incroyable mais vrai : ce sont les mêmes partis politiques et les mêmes hommes politiques qui, huit ans après la création de l'euro, ont provoqué la faillite de la Grèce en empruntant sur les marchés, et veulent maintenant la sauver, la rendre régulière – normale disent-ils –, en empruntant encore sur les marchés.*

La dette publique de la Grèce (dette de l'administration centrale) s'élève à 322,4 milliards d'euros (1-7-2014) ou à 180 % du PIB lequel, de 231 milliards en 2009 est descendu à 179 milliards à la fin juin 2014. En quatre ans et demi de politique des mémorandums, le PIB a donc baissé de 22,5 %.

## **1. La viabilité de la dette**

Cette dette énorme ne peut pas être remboursée. Remboursée et non devenir viable. Lorsque les créanciers-oppresseurs de la Grèce et les dévastateurs locaux tenants des mémorandums parlent de la viabilité de la dette, ils veulent dire que le pays peut servir sa dette, c'est-à-dire qu'il peut payer, chaque année, les taux et les annuités en réempruntant sur marchés (recyclage de la dette). Les créditeurs en tout genre ne veulent pas de la réduction de la dette et encore moins de son remboursement, ils ne veulent pas récupérer leur argent, comme le croient certains naïfs. Ce qu'ils veulent, c'est que *la Grèce ait sur le dos une dette vertigineuse pour en payer chaque année les annuités*. Le IV<sup>e</sup> Reich, le FMI, les banques et les fonds de toutes sortes espèrent de cette façon *pomper la sève économique du pays et surtout en avoir le contrôle géopolitique*.

Il est significatif qu'entre 2001 et 2014, la dette a augmenté de 107 % (de 155,8 à 322,4 milliards d'euros), et le PIB de seulement 37 % (de 131 à 179,2 milliards d'euros).

Le business de la dette éternelle est un business très rentable du capital financier international, en quête d'espace pour « parquer » des centaines de trillions qui ont fiévreusement besoin d'être placés quelque part. Pourquoi, se demande-t-on, les fameux marchés ont-ils un pactole qu'ils doivent prêter à certains et les États une montagne de dettes et doivent emprunter ? Viabilité de la dette signifie viabilité de l'asservissement du peuple et viabilité de la Grèce colonisée. Déjà dans l'Antiquité, Ménandre avait dit : « Les dettes réduisent l'homme libre en esclavage ».

## **2. Deux crimes**

En 2001, environ 75 % de l'ensemble de la Dette Publique étaient en drachmes – la monnaie nationale en vigueur à cette époque-là – et les 25 % restant en devises. *En une nuit, la totalité de la dette est passée de la drachme à l'euro.* L'euro, au 1<sup>er</sup> janvier 2002, est devenu la nouvelle monnaie de la Grèce, mais pas sa nouvelle monnaie nationale, puisque le pays ne peut pas émettre d'euros comme il le faisait avec les drachmes. Le droit souverain d'émettre de la monnaie-papier par les autorités grecques est passé à la BCE. *C'est ainsi qu'en 2001, 36 trillions de drachmes sont devenus 105 milliards d'euros en 2002, que la dette intérieure est devenue une dette en devises et que la totalité de la dette publique a cessé d'être contrôlée par une autorité d'émission nationale.*

Qu'aurait-il pu se passer après qu'en 2002 les drachmes ont cessé d'exister ? Les accords de transition auraient dû prévoir que pour la part de la dette qui jusqu'en 2001 était en monnaie nationale, ou du moins pour un grand pourcentage de celle-ci, les États membres de la zone euro puissent émettre des euros, soit eux-mêmes, soit par le biais de la BCE. L'émission des euros se serait alors fait selon le rythme de maturation (date d'expiration) des obligations de chaque pays majorés des intérêts courus.

Les effets d'un tel choix, qui semblent parfaitement invraisemblables dans la pensée économique prévalente, auraient été une baisse importante de la Dette Publique, d'une année à l'autre, tandis que l'émission limitée de nouvelles obligations d'État aurait amené les investisseurs à trouver d'autres options, comme les actions et l'achat d'obligations d'entreprise, offrant ainsi aux entreprises une abondance de liquidités pour leurs investissements productifs. Parallèlement, le système bancaire aurait demandé une politique de restriction des liquidités. Les conséquences sur l'inflation auraient été fortement limitées car les capitaux n'auraient pas été dirigés sur la consommation mais sur des investissements d'un autre ordre. Cela a été démontré par l'assouplissement quantitatif (QE) de la FED américaine, qui a accru les liquidités d'environ 4 trillions de dollars ces cinq dernières années, de la BoJ japonaise qui les a accrues de 800 milliards de dollars ces derniers mois et par le programme d'achat de titres (SMP) de la BCE laquelle, entre mai 2010 et septembre 2012, a acheté des obligations italiennes, espagnoles, grecques, portugaises et irlandaises d'une valeur de 219,5 milliards d'euros (dont 57 milliards étaient des obligations grecques).

Bien entendu, cette option n'a pas été retenue puisque le capital financier international ne veut pas que la dette de l'État baisse, celle-ci étant, comme nous l'avons dit plus haut, un business très rentable. Ceux qui ont signé la transformation de la dette de la drachme à l'euro ont commis le premier crime économique que le peuple grec continue de payer.

En avril 2010, une grande part de la dette (85 %) consistait en obligations grecques qui relevaient alors du droit grec et n'avaient comme seule garantie que la solvabilité de l'État grec. Avec le premier Accord de Prêt et plus tard avec le deuxième Accord de Prêt, le pays a commencé à emprunter aux États membres de la zone euro, puis à travers le EFSF et le FMI afin de payer les détenteurs privés de ses obligations. *Ainsi, la dette envers le secteur privé (banques, fonds, etc.) s'est-elle progressivement transformée en dette entre États, hypothéquée et régie par le droit anglais*, pour sauver les banques européennes détentrices d'obligations grecques et assurer la stabilité de l'euro. Aujourd'hui, plus des 2/3 du total de la dette proviennent des deux Accords de Prêt. C'est cela, le deuxième crime.

Pour paraphraser une déclaration de Henry Ford datant des années 1930, nous pouvons dire que si les Grecs comprenaient, pour un instant seulement, ce qui s'est passé avec la dette, il y aurait une révolution avant demain matin.

### **3. Que pouvons-nous faire ?**

La libération de la Grèce et le rétablissement de sa souveraineté nationale passent par la solution du Nœud Gordien de la dette et cette solution ne peut être différente de celle que donna Alexandre le Grand avec son épée tranchant le Nœud de Phrygie en 334 avant J.C.

Un nouveau gouvernement grec devra, contrairement aux gouvernements de ces dernières années collaborateurs et entièrement voués aux puissances étrangères, avec un projet bien étudié dans chacun de ses détails, s'engager dans les actions suivantes :

#### **3.1. La nouvelle drachme**

*Premièrement* : Faire sortir le pays de l'étau de l'euro-mark et mettre en circulation sa monnaie nationale, la Nouvelle Drachme. *L'introduction de la monnaie nationale peut et doit se faire avec une parité de un pour un, c'est-à-dire une Nouvelle Drachme pour un euro*. Salaires, pensions, prêts, dépôts et prix des biens de consommation se transformeront en drachmes avec une parité d'un pour un (par exemple, un salaire de 800 euros deviendra un salaire de 800 drachmes, un prêt de 100 000 euros deviendra un prêt de 100 000 drachmes, etc.). *Ainsi, il n'y aura pas de pressions inflationnistes avec l'introduction de la monnaie nationale*. Sur décision gouvernementale cette parité restera stable, pas seulement pendant la période transitoire de stabilisation de l'économie (3-5 ans) mais même après. *La Nouvelle Drachme n'a pas besoin d'être dévaluée parce que la balance des paiements extérieurs est presque équilibrée*. La dévaluation intérieure, qui est en application depuis quatre ans et demi à travers la baisse des salaires, des pensions et des revenus, a réduit la consommation et les importations. Le déficit de la balance des paiements extérieurs, de 18,1 milliards en 2009 s'est réduit d'à peine 412 millions en 2013. Lorsqu'il n'y a pas de déficit significatif de la balance, une dévaluation de la monnaie nationale n'est pas nécessaire. L'introduction de la drachme devra s'accompagner de mesures telles que :

- a. La nationalisation de la Banque de Grèce qui retrouvera le privilège d'émission des billets.
- b. La mise en place de comités gouvernementaux avec des équipes dans toutes les banques du pays pour contrôler que la politique monétaire soit bien respectée.
- c. L'interdiction de la libre circulation des capitaux.

- d. L'interdiction de sortir des drachmes du pays pour que la monnaie nationale ne fasse pas l'objet d'une dévaluation spéculative.
- e. Tous les échanges à l'intérieur du pays se feront exclusivement en drachmes.

L'introduction de la monnaie nationale permettra de financer un grand programme d'investissements productifs publics et privés.

*La sortie de l'euro et l'introduction de la Nouvelle Drachme doivent être le résultat d'un choix national et se faire avant toute tentative d'ajustement de la Dette Publique, pour empêcher les créanciers de menacer le pays de couper les liquidités au système bancaire (à travers le dispositif ELA mis en place par la BCE) ce qui aurait des effets dramatiques sur l'économie, comme cela a été le cas à Chypre en mars 2013.*

### **3.2. La Dette**

*Deuxièmement* : Condamner unilatéralement les Accords de Prêt, arrêter de payer les annuités et demander une renégociation complète avec tous les créanciers. Après la condamnation des Accords de Prêt, les négociations du nouveau gouvernement grec avec tous ses créanciers devront être basées sur cinq axes :

1. Une commission parlementaire, encadrée d'experts en la matière (juristes, économistes, etc.) sera chargée du contrôle logistique de la dette et déterminera quelle part de celle-ci est insupportable et odieuse et devra donc être effacée et quelle part ne devra pas l'être. La décision de la commission sera votée par le plénum de l'Assemblée nationale.
2. Le premier Accord de Prêt de 2010 n'est pas valable parce qu'en tant que Pacte International conclu avec d'autres pays (de la zone euro) il aurait dû être voté par le Parlement grec ; cela n'a pas été le cas, puisqu'il a été signé seulement par le gouvernement d'alors et le gouverneur de la Banque de Grèce. Le deuxième Accord de Prêt non plus n'a pas été voté par l'Assemblée, il a été validé seulement comme projet d'accord. Par conséquent, les créanciers, s'ils veulent recourir à une cour de justice internationale, ne peuvent s'appuyer sur aucun accord valide.
3. La part de la dette reconnue par la Grèce sera remboursée dès que l'Allemagne lui aura réglé l'emprunt d'occupation et les réparations de guerre ou bien la somme due pourra être compensée par les prêts que l'Allemagne a consentis à la Grèce ces dernières années sous forme d'Accords de Prêt.
4. La part de la dette reconnue sera remboursée en pourcentage (5 ou 10 % par exemple) de l'augmentation annuelle du PIB (clause de croissance) ou mieux encore, en pourcentage de l'augmentation des exportations (clause d'exportation).
5. La totalité de la dette qui sera reconnue par le côté grec sera changée en drachmes et sera remboursée en drachmes. La dette actuelle est dans sa quasi-totalité en euros, c'est-à-dire en actuelle monnaie « nationale » de la Grèce. *Lorsque le pays passera à la drachme, alors sa dette devra passer aussi à la nouvelle monnaie nationale (la Nouvelle Drachme) comme cela a eu lieu en 2001, quand la dette d'alors est passée de la drachme à l'euro.* Dans un tel cas et comme la drachme ne sera pas librement négociable à l'étranger, elle ne pourra pas être changée, la seule solution par conséquent qu'auront les créanciers sera de rapatrier les drachmes en Grèce. Une loi sera ensuite votée prévoyant que l'importation de drachmes ne sera autorisée que pour la réalisation d'investissements productifs et non pour l'achat d'éléments de richesse.

Tout cela, les Grecs doivent le faire non pas simplement pour affronter la crise humanitaire et améliorer leur niveau de vie, mais aussi pour survivre en tant que nation. La Grèce est entrée dans une période de profonde décadence, les conditions économiques qui lui sont imposées provoquent une désagrégation de sa capacité productive, sa population diminue et la jeunesse formée émigre. *Les Accords de Prêt ne sont pas un plan économique qui a échoué, ils sont un outil de guerre utilisé pour conquérir le pays et en faire un espace économique, une colonie moderne contrôlée par les chaînes de la dette.*

Pour finir, je voudrais rappeler une phrase de Josef Ackermann, PDG de la Deutsche Bank pendant une décennie, tirée d'une récente interview à un journal grec : « Pour chaque emprunteur imprudent, il y a un imbécile ou un créancier cupide ». Il est temps que l'imbécile ou le créancier cupide paie ce qu'il a à payer.

## Quelle solution pour la Grèce ?

Gérard LAFAY

Université Panthéon-Assas Paris II, France  
glafay@noos.fr

### Résumé

La situation présente de la Grèce tient évidemment aux politiques erronées des divers gouvernements nationaux qui se sont succédés au fil du temps, qu'ils soient de droite ou de gauche. Mais elle résulte principalement de l'application conjointe de deux idéologies pernicieuses, d'une part l'europhisme, d'autre part, l'ultralibéralisme. La seule solution efficace serait d'instaurer une nouvelle drachme tout en l'accompagnant par une politique appropriée.

### Mots-clés

Grèce, drachme, euro, ultralibéralisme, financiarisation, dette, libre-échange.

### Abstract

The present situation of Greece is due to the erroneous policies of diverse national governments which have succeeded during several years, either from the right or from the left wing. But it mainly comes from the joint application of two pernicious ideologies, europeism on one hand, ultraliberalism on the other. The only efficient solution would be to found a new drachma, going with an appropriate policy.

### Key words

Greece, drachma, euro, ultraliberalism, finance, debt, free-trade.

### Classification JEL

E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.

Aujourd'hui, l'économie grecque souffre d'un double endettement qui a atteint une ampleur exorbitante, tant pour la dette brute des administrations publiques (177 % du PIB) que pour la dette extérieure nette (143 % du PIB). Or le pays est soumis, depuis le début de la décennie, à une thérapie de choc, dictée par la Troïka des bureaucraties internationales, dont le résultat a été d'effondrer le niveau de la production et d'engendrer une explosion du chômage [Maria Negreponi-Delvanis, 2014]. À l'évidence, le remède a été pire que le mal : ces médecins ont été comparables à ceux qui, du temps de Molière, le dramaturge français du XVII<sup>ème</sup> siècle, préconisaient une saignée pour soigner une grave maladie. Seule l'instauration d'une nouvelle drachme permettra de combattre les méfaits des idéologies actuellement dominantes.

## 1. Les méfaits de l'europhisme

Au lieu de renforcer la nécessaire cohésion européenne, la mise en œuvre de la monnaie unique, l'euro, représente l'exemple le plus typique d'une construction artificielle rêvée par

les bureaucrates européistes. On s'imaginait qu'il suffisait d'instituer une seule monnaie à l'intérieur d'un groupe de pays européens pour que l'on observe une convergence rapide des comportements et des structures productives. Cette perspective idyllique devait engendrer *ipso facto* une accélération de la croissance et une diminution du chômage. En cas de difficultés, par la persistance de déséquilibres entre les régions riches et les régions pauvres, il devait suffire d'organiser une fuite en avant vers une intégration de plus en plus poussée, afin d'opérer soit des transferts budgétaires, soit des transferts de population.

En fait, il n'en a rien été. Non seulement le continent européen est devenu le maillon faible de la croissance mondiale, montré du doigt dans toutes les instances internationales, mais les divergences structurelles entre nos nations se sont largement amplifiées depuis cette date. Le taux de change réel de l'euro, plus élevé que ceux de la plupart de nos partenaires extra-européens, a aggravé la concurrence internationale, créant dans la grande majorité des pays de l'Union Européenne une aggravation des déficits budgétaires et extérieurs ainsi qu'une montée continue du chômage, notamment pour les jeunes [Jean-Pierre Vesperini, 2013].

### ***1.1. Les facteurs d'échec de l'euro***

Trois facteurs expliquent une telle évolution. C'est d'abord le fait que les rythmes d'inflation des pays, qui avaient très temporairement été contraints pour permettre le passage à l'euro, ont retrouvé leurs divergences structurelles de comportement, caractérisant chacune des économies. Visiblement, la Banque Centrale Européenne a échoué dans sa tentative d'instituer un rythme uniforme d'inflation entre tous les pays de la zone euro, alors que les comportements restaient structurellement divergents. En outre, l'existence même de la monnaie unique a accentué les divergences dans la mesure où, pendant longtemps, tous les pays ont bénéficié d'un même taux d'intérêt nominal pour leurs emprunts, l'existence de l'euro paraissant irréversible. Pour des rythmes d'inflation supérieurs à ce taux, les pays les plus inflationnistes ont, *ipso facto*, obtenu des taux d'intérêt réels négatifs. Ce mécanisme a alimenté de graves bulles spéculatives, immobilière en Espagne, financière en Irlande.

Le deuxième facteur tient à la politique singulière de l'Allemagne, principale puissance industrielle du vieux continent. Le gouvernement de Gerhard Schröder voulut, à juste titre, corriger la dégradation observée dans les années 1990, consécutive à l'effort de réunification, et il lança un "Agenda 2010". Malencontreusement, il est allé trop loin dans cette voie. Alors que l'économie allemande était appelée à jouer un rôle positif d'entraînement dans l'ensemble de la zone euro, il s'est lancé dans une politique de quasi-stagnation salariale. Cette pratique, de type mercantiliste, faisait reposer l'essentiel de la croissance allemande sur l'excédent commercial, obtenu pour une bonne part au détriment de ses partenaires de la zone euro, et non pas sur sa demande intérieure. De la sorte, le gouvernement allemand est devenu le principal responsable de l'échec de la monnaie unique européenne, devenu patent aujourd'hui.

Le troisième facteur réside dans l'évolution du taux de change de l'euro vis-à-vis du reste du monde, caractérisée par sa variation par rapport au dollar des États-Unis. Partant, lors de sa création au 1er janvier 1999, d'un taux voisin de 1,18 \$, l'euro a d'abord bénéficié, dans une première phase, d'une remontée de la monnaie américaine. Il est ainsi tombé au plus bas à 0,8252 \$ le 26 octobre 2000. Nous nous étions alors réjouis d'une telle situation, le taux de croissance de la zone s'étant élevé à 3,9 % sans que l'on enregistre une quelconque dérive



inflationniste. C'était l'époque où, en France, le gouvernement Jospin croyait y voir l'effet de sa politique et s'était lancé dans des initiatives hasardeuses telles que les 35 heures.

La baisse de l'euro en termes réels a été très bénéfique pour la croissance des économies européennes. Contrairement aux idées reçues, son effet ne s'est pas exercé par le commerce extérieur, puisque l'excédent commercial de la zone a reculé de 149,8 à 52,7 milliards de dollars entre 1997 et 2000. Plus simplement, c'est la baisse du coût relatif des productions européennes qui a joué sur la demande intérieure de ces économies, selon l'effet désormais habituel de la mondialisation [Gérard Lafay, 2006]. Toutefois, une telle baisse de l'euro était contraire aux intentions de la Banque Centrale Européenne, qui souhaitait une "monnaie forte" sur le plan externe afin de construire une devise internationale de réserve.

Les hausses successives de taux d'intérêt de la BCE s'expliquent alors par sa politique désastreuse visant à enrayer la chute de l'euro, à une époque où la Réserve fédérale américaine avait ses propres raisons d'élever les taux américains. Entre l'automne 1999 et l'automne 2000, la BCE a donc monté à sept reprises ses taux d'intérêt directeurs, portant le principal d'entre eux à 4,75%. Depuis le printemps 2001, les taux d'intérêt européens à court terme ont fini par repasser au-dessus des taux américains, qu'ils suivent désormais avec retard dans le sens de la baisse. Cette pratique a été aggravée, à partir de 2003, par le remplacement de Wim Duisenberg par Jean-Claude Trichet à la tête de la BCE. De la sorte, le taux de change réel de l'euro est devenu chroniquement surévalué. En 2013, le niveau moyen des prix de l'ensemble de la zone était ainsi supérieur de 31 % à celui de l'ensemble du monde, après avoir été jusqu'à 42 % en 2009.

### ***1.2. Un échec irrémédiable***

Visiblement, l'euro est un échec cuisant, qui s'avère irrémédiable. Les remèdes mis en œuvre pour lutter contre cette situation se sont révélés inefficaces les uns après les autres. Il s'agit d'abord des mesures d'austérité budgétaire, qui sont souvent nécessaires pour lutter contre la dérive des comptes publics. Cependant, elles ne peuvent porter leurs fruits que dans un contexte de croissance. Celle-ci étant rendue impossible dans la plupart des pays membres de la zone euro, en raison du niveau trop élevé du taux de change réel, elles ne font qu'aggraver le ralentissement de la croissance, creusant encore davantage le déficit public. La Grèce est l'exemple emblématique de cette politique erronée où, pour revenir à un solde budgétaire moins déficitaire en 2014, il a fallu sabrer toutes les dépenses sociales et baisser le Produit Intérieur de 26 % depuis 2008.

Il s'agit ensuite de remplacer, dans différents pays, la dévaluation monétaire - rendue impossible par l'existence-même de la monnaie unique - par une dévaluation interne. Dans une économie ouverte à la concurrence, il est naturellement nécessaire de donner la priorité à la compétitivité. Mais cette exigence sert de prétexte pour imposer une baisse drastique des salaires et prestations sociales. La correction visée est de 20 à 25%, une orientation profondément réactionnaire, jamais connue depuis les années trente. Cette méthode a déjà été appliquée sur une grande échelle en Grèce. Les résultats sont clairs : le seul aspect apparemment positif en est le redressement du commerce extérieur à partir de 2013, mais au prix d'un appauvrissement dramatique de la population, d'un effondrement de la production et d'une envolée du chômage qui dépasse maintenant 27 %.

Le troisième remède consiste à faire financer, de façon permanente, les régions les plus pauvres par les régions les plus riches. Cette péréquation budgétaire repose sur la solidarité des citoyens, et elle existe à l'intérieur de chaque nation. C'est d'ailleurs en son nom que les Allemands de l'Ouest ont consenti de gros efforts pour mettre à niveau leurs compatriotes de l'ancienne République Démocratique Allemande. Jusqu'à présent, de timides mesures ont été prises dans ce sens pour faire financer des pays d'Europe du Sud par l'économie la plus forte et la plus riche de l'ensemble, en l'occurrence l'Allemagne. Mais l'Europe actuelle étant loin d'être une nation, cette forme de solidarité est inconcevable sur une grande échelle. Selon de nombreux économistes, l'effort à consentir devrait représenter au moins 10 % du Produit Intérieur Brut de l'ensemble de l'Union. Consultés, les peuples européens n'accepteront pas cette solution. À moins que les bureaucrates de Bruxelles n'essaient de passer en force, au nom de l'intégration, par un putsch anti-démocratique.

Le dernier remède est celui déjà mis en œuvre par Mario Draghi, le Président actuel de la Banque Centrale Européenne. Si celui-ci cherche à tout prix à sauver l'euro, se révélant plus perspicace que son prédécesseur Jean-Claude Trichet, ses solutions sont tout aussi inefficaces. En effet, dans une situation qui combine une déflation des biens et services courants avec une inflation des actifs boursiers et immobiliers, des taux d'intérêt quasi-nuls ne parviennent pas à surmonter les contradictions de la politique monétaire. Quant à la tentation de faire du *Quantitative Easing* à la mode américaine, en rachetant très largement des titres publics, elle serait d'autant plus dangereuse qu'elle risquerait d'accélérer l'arrivée d'une crise financière mondiale qui se déclencherait tôt ou tard.

## **2. Les méfaits de l'ultralibéralisme**

L'économie internationale a commencé à être déstabilisée dans les années 1970 par le flottement généralisé des taux de change, provoquant d'amples variations au lieu de la stabilité espérée. C'est d'ailleurs dans ce but que l'on a voulu organiser une zone de stabilité monétaire en Europe. Puis, sous l'influence de l'idéologie ultralibérale, le système capitaliste a perdu sa boussole, mouvement accéléré par la dérégulation, notamment l'abrogation du *Glass-Steagall Act* en 1999. Ceci se manifeste tant par le libre-échange intégral que par la financiarisation de l'économie [Gérard Lafay, 2011].

### **2.1. Le libre-échange intégral**

L'Union Européenne était, au départ, une zone ouverte au commerce, mais bénéficiant d'une préférence commerciale. Au fur et à mesure des négociations commerciales, menées dans le cadre du GATT puis de l'OMC, elle s'est diluée dans un libre-échange intégral. La main d'œuvre européenne subit ainsi de plein fouet une concurrence venue de pays à bas salaires qui pratiquent un *dumping* monétaire, social et/ou environnemental. Elle est d'autant plus pénalisée que les pays de la zone euro sont handicapés par une monnaie trop chère, largement surévaluée. En outre, la Commission de Bruxelles pratique un libre-échange naïf, alors que la plupart de nos partenaires extra-européens n'hésitent pas à se protéger de multiples façons lorsque leurs intérêts vitaux sont en jeu.

Cette mise en concurrence mondiale des salariés explique qu'ils ne bénéficient plus des gains de productivité auxquels ils ont contribué, comme à l'époque du régime "fordiste". Car cette

dérive vers une mondialisation ultralibérale exige des taux de rentabilité de plus en plus élevés, qui ne peuvent être atteints que par une stagnation ou une baisse des salaires. Ce phénomène est déjà en œuvre depuis de nombreuses années aux États-Unis, où les salaires des classes moyennes sont restés stables depuis vingt-cinq ans, et où le maintien de la consommation des ménages n'a pu être atteint que par une montée de leur endettement, qui s'est ajouté à celui de l'État. C'est le chemin vers lequel s'oriente clairement l'ensemble de l'Union européenne, au nom d'un "assouplissement du marché du travail". Non seulement le pouvoir d'achat des salariés stagne, mais il tend à reculer partout, en particulier dans les pays comme la Grèce, qui servent de cobayes à la Troïka dans l'expérimentation ultralibérale.

Il faut dire que tout le monde n'est pas perdant dans cette évolution. Les inégalités de revenus tendent en effet à s'accroître de façon spectaculaire à l'intérieur des économies, pour le plus grand profit d'une oligarchie mondialiste. S'il faut reconnaître que la population peut bénéficier partiellement de la baisse de prix des produits importés en provenance des pays à bas salaires, à condition bien sûr qu'elle ait un emploi, les principaux bénéficiaires sont ceux qui profitent de la commercialisation (les grandes surfaces) ou qui tirent des revenus de l'investissement direct hors d'Europe. Il ne faut pas s'étonner, dès lors, que cette oligarchie soit la plus acharnée à amplifier le libre-échange et à maintenir artificiellement en vie l'euro.

## ***2.2. La financiarisation de l'économie***

Au lieu d'être au service de l'économie réelle, en permettant de financer les investissements productifs, la finance internationale s'est lancée dans une course à de prétendues innovations en imaginant une multitude de produits financiers et de dérivés plus complexes les uns que les autres. Leur but n'est pas d'améliorer le fonctionnement de l'économie réelle, mais de trouver les moyens les plus astucieux de pratiquer la spéculation.

On a remplacé ainsi les vrais entrepreneurs, créateurs de richesses réelles découlant de l'activité productive, par des aventuriers des marchés financiers, créateurs de richesses virtuelles, jonglant sur les marchés avec les taux de change, les taux d'intérêt, les actions, les obligations, les matières premières et toutes sortes d'actifs financiers. Toutefois, cette perversion du régime capitaliste ne peut pas durer éternellement. Comme en 1929, comme en 2007, tous les éléments d'une nouvelle crise systémique sont aujourd'hui réunis : les liquidités monétaires sont surabondantes, la dette publique et privée est à un niveau historique, la régulation de la finance a pris un retard considérable [Jean-Michel Naulot, 2013].

En février 1929, huit mois avant l'effondrement du système financier, la *Federal Reserve Bank of New York*, saisie d'effroi devant les erreurs qu'elle venait de commettre, écrivait dans son rapport annuel : "De nombreuses années d'expérience ont montré que les augmentations de crédit au-delà des besoins de l'économie conduisent normalement à des résultats malheureux, à des excès spéculatifs, à des hausses de prix, à des bulles qui se terminent dans la dépression". Depuis 2008, la création de liquidités par la banque centrale américaine a été sans commune mesure avec l'économie réelle. Ces liquidités se sont investies massivement dans la spéculation, provoquant une hausse spectaculaire des marchés alors même que la croissance mondiale a été réduite de moitié depuis la crise. La bulle ne demande qu'à éclater.

La dette publique a fait un bond spectaculaire dans la plupart des pays du monde, principalement en raison de la crise financière de 2008. Mais la dette privée, celle des

ménages et des entreprises, est également à un niveau record dans de nombreux pays, souvent dans ceux qui sont réputés vertueux pour la gestion de leur dette publique. En 1929 comme en 2007, la dette privée seule était à l'origine de la crise. Aujourd'hui, la situation globale d'endettement, publique et privée, est inédite.

Enfin, comme en 1929 et en 2007, la finance internationale est très peu régulée. Le G20 de Londres, les 1 et 2 avril 2009, avait courageusement lancé un programme de réformes pour réduire l'hypertrophie de la finance. Au fil des années, l'effort de régulation s'est amoindri, tant aux États-Unis qu'en Europe. Des compromis ont été signés mais ils reflètent davantage l'influence des *lobbies* que le désir d'éviter à tout prix une nouvelle crise. La finance de l'ombre, c'est-à-dire pas ou peu régulée, se développe au lieu de se réduire. Les fonds spéculatifs et les marchés de dérivés ont des encours supérieurs à ceux qui existaient avant la crise. Les banques elles-mêmes ont toujours le droit de spéculer. L'innovation financière est plus active que jamais, par exemple avec le *trading* à haute fréquence, quasi inexistant avant 2007, qui représente désormais la moitié des transactions sur les marchés actions.

C'est pourquoi les observateurs compétents estiment que les nouvelles bulles spéculatives, qui se sont graduellement gonflées, vont fatalement éclater. Une nouvelle crise financière mondiale va se déclencher tôt ou tard. Non seulement l'euro ne va pas protéger l'Europe mais celle-ci risque fort d'en être la première victime, compte tenu de la situation désastreuse dans laquelle elle se trouve d'ores et déjà.

### **3. L'établissement d'une nouvelle drachme**

Face à la crise financière qui va fatalement se déclencher tôt ou tard, le démantèlement de l'euro s'impose. Néanmoins, il est toujours préférable de ne pas attendre une crise pour préparer une réforme indispensable. En toute hypothèse, le démantèlement de l'euro ne doit pas conduire à l'abandon de la construction européenne ; il doit permettre au contraire de revenir à sa raison d'être, celle d'instaurer une zone de préférence commerciale et de stabilité monétaire. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer que l'établissement d'une nouvelle drachme est une condition nécessaire, mais non pas suffisante, pour assurer le redressement de la Grèce.

#### **3.1. Une condition nécessaire au redressement de la Grèce**

L'établissement d'une nouvelle drachme signifie que l'on va remplacer l'euro par cette monnaie nationale, disposant de l'ensemble de ses prérogatives. Il s'agit de convertir en cette nouvelle monnaie l'ensemble des prix et salaires intérieurs comme des avoirs bancaires, sur la base de un euro pour une unité monétaire nationale, ce qui aurait l'avantage de ne perturber en rien les habitudes des ménages et des entreprises, à la différence de ce qui s'est passé lors de la mise en place de l'euro.

Le grand avantage de cette solution est de permettre d'opérer une "dévaluation monétaire", et non pas une "dévaluation interne" comme dans la fausse solution imposée par la Troïka. De la sorte, l'économie grecque pourrait redevenir compétitive par les prix vis-à-vis du reste du monde. La dévaluation aurait par conséquent l'effet de permettre un rééquilibrage normal du

commerce extérieur, et non pas un rééquilibrage artificiel comme celui qui est actuellement obtenu par l'effondrement de la demande intérieure.

L'effet d'une telle dévaluation monétaire sur le commerce extérieur n'est pas immédiat, car il dépend des délais de réaction et des élasticités du commerce extérieur. Mais il convient d'y ajouter l'effet, tout aussi puissant aujourd'hui, de la variation du taux de change réel sur les conditions de l'investissement. En effet, dans une économie mondialisée, la dévaluation rend plus rentable l'investissement productif sur le territoire national, tant pour les entreprises locales que pour les entreprises étrangères [Gérard Lafay, 2004, et Benjamin de Prost, 2012]. C'est déjà ce phénomène qui avait expliqué l'effet favorable, noté plus haut, de la baisse de l'euro dans les premières années de sa création.

### ***3.2. L'insertion dans un plan d'ensemble***

Si, pour la Grèce, une sortie isolée de la zone euro n'est pas la solution optimale, elle n'en demeure pas moins une mesure possible. Elle conduirait sans doute à un démantèlement d'ensemble de cette zone qui, de toute façon, va intervenir fatalement, au plus tard à l'occasion de la future crise financière mondiale. Il faudra alors créer un nouveau système monétaire, géré par un Institut monétaire européen, comportant une unité de compte européenne, égale à la moyenne pondérée des unités monétaires nationales [Gérard Lafay *et al.*, 2011].

Il conviendrait d'afficher d'emblée les parités souhaitables des différentes monnaies nationales vis-à-vis de cette unité de compte européenne, calculées de façon à limiter la spéculation, restaurer la compétitivité de tous les États, assurer des échanges équilibrés entre eux et résorber du chômage. Il faudrait veiller à ce que les taux de change réels des monnaies nationales soient ensuite stabilisés, à l'intérieur d'une marge de fluctuation à déterminer. Il faudrait en même temps définir d'un commun accord la façon dont seront traités les problèmes de l'endettement public et privé. L'endettement public de la Grèce, comme celui des autres pays, devra être converti dans sa nouvelle monnaie nationale, étant porté dans des conditions raisonnables par sa Banque centrale et non plus par la finance internationale.

La création d'une nouvelle drachme doit, pour être efficace, s'insérer dans un plan d'ensemble. À côté du contexte européen, il convient donc d'indiquer les conditions de succès de l'opération sur le plan de la gestion intérieure de l'économie grecque. Car la création d'une nouvelle drachme ne signifie pas le retour au laxisme et à la gabegie antérieure, elle implique des efforts courageux pour redresser un pays sinistré par la Troïka, comme lorsqu'il faut sortir d'une guerre. Il faudra sortir de l'ultralibéralisme et contrôler temporairement le système bancaire et les mouvements de capitaux.

Si la dévaluation monétaire doit être brutale, ce sont des mesures équilibrées qu'il faudra mettre en place afin de faire de vraies réformes structurelles, en évitant une augmentation excessive des prix. Toute dévaluation monétaire nominale engendrant dans l'immédiat des effets inflationnistes, par la hausse des prix des produits importés, il faut en effet éviter la course des prix et des salaires afin de garder une large dévaluation réelle. Il sera ensuite possible, très rapidement, de relever graduellement le pouvoir d'achat de la population. Cette opération devra donc être effectuée selon l'exemple donné par la France lors de la dévaluation

de 1958, dont la réussite a résulté d'une action cohérente, soutenue par l'opinion publique et appuyée par un gouvernement fort.

### **Références**

Lafay Gérard (2004), "Une théorie du change réel dans une économie mondialisée", *Revue d'économie politique*, n° 114 (6), novembre-décembre.

Lafay Gérard (2<sup>ème</sup> édition en 2006), *Initiation à l'économie internationale*, Paris, Economica.

Lafay Gérard (2011), *12 clés pour sortir de la crise*, Paris, L'Harmattan.

Lafay Gérard *et al.* (2011), "Pour un démontage concerté de l'euro", article d'un collectif de douze économistes, *Le Monde*, 24 au 26 décembre.

Naulot Jean-Michel (2013), *Crise financière, pourquoi les gouvernements ne font rien ?*, Paris, Le Seuil.

Negreponti-Delivanis Maria (2014), *L'assassinat économique de la Grèce, et le dernier recours la drachme*, Paris, L'Harmattan.

Prost Benjamin de (2012), *Les deux formes d'IDE et l'investissement productif: l'impact du taux de change réel*, Thèse à l'Université Panthéon-Assas Paris II.

Vesperini Jean-Pierre (2013), *L'euro*, Paris, Dalloz.

## La Grèce toujours dans l'impasse – Peut-elle en sortir ?

**Maria NEGREPONTI-DELIVANIS**

Université Macédonienne de Thessalonique, Grèce  
delimar@uom.gr

### **Résumé**

*Il est d'abord question des positions des deux professeurs Français invités à la journée-conférence du 12.11.2014, D. PLIHON et G. LAFAY. Le premier estime que les problèmes de la zone euro peuvent être résolus par les économies elles-mêmes par la désobéissance aux politiques d'austérité et en luttant pour les changer, tout en restant dans la zone euro. Le second, lui, est pour le retour de toutes les économies de la zone euro à leur monnaie nationale, et non de la Grèce seulement. M. NEGREPONTI-DELIVANIS, en revanche, est convaincue que l'intransigeance de l'Allemagne ne permet pas d'être optimiste et d'espérer un changement de la politique d'austérité en Europe. Quant à l'argument en principe solide favorable à l'abandon général de l'euro par tous ses États membres, M. N-D croit qu'il ne sert pas la Grèce, justement parce que celle-ci ne peut se permettre le luxe d'attendre, puisque sa destruction est sur le point de s'achever, contrairement à ce que laissent entendre les déclarations totalement irréalistes sur les success stories. C'est ainsi qu'est soutenu comme étant la seule solution au drame vécu par la Grèce, son retour immédiat à la monnaie nationale. Cette option, bien que hautement risquée, offre une chance de survivre et de se développer à ce pays moribond, l'éloignant de la teneur criminelle des mémorandums qui sont sur le point de l'achever.*

### **Mots-clés**

*Grèce, drachme, euro, néolibéralisme, dette.*

### **Abstract**

*Initially, there is a reference to the positions of the two French professors invited to the workshop of 12.12.2014, ie D.PLIHON and G.LAFAY. The first believes that the problems faced by the Eurozone can be solved by the disobedience of the individual economies to the austerity policies, and through struggles to change them, while still remaining within the Eurozone. On the contrary, the second one believes in the return of all the Eurozone economies to their national currencies, and not only in the case of Greece. MND, by contrast, is convinced that the German intransigence does not justify optimism as to the possibility of changing the austerity policy in Europe. And as to the first sound argument for the general abandonment of the euro by all Member States, MND believes that such a decision will not serve Greece, because it just does not have the luxury of waiting, as the destruction is completed, despite the totally unrealistic success story statements. Thus, it is supported that the only solution to the Greek tragedy is the immediate return of Greece to its national currency. Although this is a high-risk option, it nevertheless offers the moribund Greece a hope for survival and growth, distancing it from the criminal memoranda that represent her certain doom.*

### **Key words**

*Greece, drachma, euro, neoliberalism, debt.*

### **Classification JEL**

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

Nous venons de suivre les excellentes interventions de nos deux invités Français, qui portaient essentiellement sur l'impasse dans laquelle se trouve la Grèce, enfermée dans la zone euro. Les solutions qu'ils proposent constituent une base de réflexion et de discussion. Ces propositions, même si elles sont en apparence contradictoires, coïncident dans leurs éléments de base. Les deux intervenants sont clairement pro-européens. Tous les deux veulent que la Grèce reste dans l'UE. Tous les deux observent des failles graves dans l'euro, et s'accordent sur le fait que cela ne peut pas continuer ainsi. Cependant, Dominique PLIHON se montre optimiste, estimant qu'un changement dans la politique macroéconomique européenne et la *démocratisation* de la zone euro pourraient assurer la viabilité de la monnaie unique. Et il semble convaincu que ce changement est imminent. En revanche, Gérard LAFAY se positionne en faveur d'un retour de toutes les économies membres de la zone euro à leur monnaie nationale et de la création d'un nouveau système monétaire européen, qui favoriserait le développement et la croissance de l'UE et assurerait la convergence et non plus la divergence entre les économies européennes.

Plus particulièrement, dans le cas de la Grèce, rappelons que Gérard LAFAY propose un retour à la drachme -- à noter que 9 économistes nobélisés partagent également cette position. Il s'empresse néanmoins dans le même temps d'avertir qu'il serait préférable que tous les autres États membres quittent la zone euro en même temps que la Grèce, qu'elle ne soit pas un cas isolé. Le plan proposé par Gérard LAFAY, et qui est connu comme le Manifeste, sera discuté lors d'un symposium du mouvement POMONE à Paris le 6 mars, où je suis invitée à prendre la parole. D'autre part, Dominique PLIHON propose que tous les pays de la zone euro, y compris bien sûr la Grèce, restent dans l'euro, tout en désobéissant de façon organisée aux ordres des dignitaires étrangers de la politique macro-économique, afin que l'Europe se libère de ce néolibéralisme dévastateur.

Mes positions, associées à celles de nos invités, seront d'abord présentées en trois parties<sup>1</sup>. Dans la première, je parlerai de la situation tragique dans laquelle se trouve la Grèce, si bien que toute solution, s'il y en a une, doit être adoptée sans tarder, car les délais ont largement été dépassés. En effet, le coup de grâce a été donné avec la mise en vente de l'ensemble des richesses publique et privée, au tiers de leur valeur objective. Tout en étant d'accord avec les deux solutions proposées, je crains qu'elles ne soient pas assez immédiates pour répondre aux exigences du cas spécial de la Grèce. Notamment la désobéissance proposée par Dominique PLIHON, mais aussi par ATTAC et le parti radical de gauche SYRIZA et que j'ai personnellement toujours défendue aussi, laquelle serait en butte à deux difficultés selon moi.

Premièrement, la position intransigeante de l'Allemagne, qui refuse de discuter ne serait-ce que sur un allègement de la politique d'austérité. Deuxièmement, à mon avis, l'euro dans sa forme actuelle entretient ses problèmes "congénitaux" et ne sert pas l'Europe. Mais, même la sortie collective de l'euro proposée par Gérard LAFAY, et qui constitue en théorie une solution merveilleuse, se heurte actuellement à un niveau faible d'adhésion entre les peuples de l'Europe.

---

<sup>1</sup> Intervention à la journée-conférence de Thessalonique.



Dans la deuxième partie, je tenterai de donner quelques explications sur l'absurdité absolue des proclamations officielles, où la destruction de la Grèce apparaît, sans la moindre gêne, comme une « success story », aussi bien de la part du gouvernement grec que des dignitaires de la zone euro. Et enfin, dans la troisième partie, je me pencherai sur certaines évolutions en Grèce et dans l'UE qui permettront peut-être de trancher le nœud gordien de la Grèce et de l'Europe.

## **1. La destruction de la Grèce**

Le lieu ne me permet pas de développer ce sujet douloureux qui du reste est peut-être superflu, puisque l'évolution des choses en apporte chaque jour la preuve tangible. Permettez-moi de renvoyer les personnes qui s'y intéressent à mes quatre livres qui développent longuement le cas de la Grèce, et dont le dernier vient de sortir en France, publié aux éditions L'Harmattan<sup>1</sup>.

La réalité est que les deux mémorandums ont eu comme conséquence l'effondrement total de l'économie et de la société grecques, mais aussi la destruction des chances de relance pour 3-4 décennies. Je rappellerai simplement quelques chiffres qui exhalent un parfum de décomposition :

- Le PIB de la Grèce est passé de 233 milliards d'euros en 2008 à 182,1 en 2013. Aucun pays au monde n'a enregistré une telle baisse catastrophique de son PIB en temps de paix. Ensuite, comme on pouvait s'y attendre, la dette publique qui s'élevait à 120 % du PIB en 2009 – elle était donc viable – s'est envolée à 177 % en 2014, et bien sûr, n'est pas viable. Les investissements, de 56 milliards d'euros en 2008 ont chuté à 23,6 milliards d'euros. Les dépôts des Grecs dans les banques, de 244,2 milliards d'euros à la fin de 2008 se sont effondrés à 169,9 milliards d'euros à la fin du mois d'août 2013.
- Le taux officiel de chômage a grimpé à 27 %, et 33 % à Thessalonique, tandis que chez les jeunes il est de l'ordre de 62 %. La demande s'est effondrée et la Grèce est entrée dans les profondeurs de la déflation, avec un niveau moyen des prix de - 0,2 %. Le pouvoir d'achat des travailleurs qui touchent le salaire minimum est tombé au niveau de 1980. 850 000 travailleurs ne sont pas payés depuis plus de 8 mois. 433 474 personnes travaillent moins de huit heures par jour pour un salaire mensuel moyen de 445 euros. 90 % des chômeurs n'ont pas accès aux indemnités de chômage. La moitié des Grecs, à savoir 6,3 millions de personnes, vivent en dessous du seuil de pauvreté qui, pour 2013, a été fixé à 432 euros par personne. Le revenu médian des ménages, de 44 581 euros en 2008 a dégringolé à 30 400 euros. La consommation des ménages a baissé de 37,12 milliards d'euros et la consommation publique de 11 milliards d'euros au cours de cette période critique de quatre ans. Et avec tout cela, la Grèce n'a pas encore légiféré sur un revenu minimum obligatoire.

---

<sup>1</sup> *La crise meurtrière et la tragédie grecque*, Éditions de l'Institut Delivanis et Livanis, Athènes 2010 (en anglais en version électronique diffusée par Amazon) ; *Contre les mémorandums*, Éditions de l'Institut Delivanis et Cornilia Sfakianakis, Thessalonique 2010 ; *Toute la vérité sur la dette et le déficit et comment s'en sortir*, Éditions de l'Institut Delivanis et Ianos, Athènes 2010, réédité en 2012 ; *L'assassinat économique de la Grèce et le dernier recours: la drachme*, Éditions de L'Harmattan, Paris 2014.

- 150 000 personnes, surtout jeunes et bien formées, cherchent un emploi à l'étranger, depuis ces quatre dernières années. En un an à peine (2013-2014), la population grecque a enregistré une diminution de 18 000 personnes.
- Depuis le début de la crise, 230 000 commerces ont fermé, et juste dans le centre d'Athènes, un commerce sur trois a mis la clé sous la porte.
- En dépit de l'augmentation inconsidérée du poids fiscal, les recettes du budget ont coulé : 32,7 milliards d'euros en 2013, contre 34 milliards pour les trois trimestres équivalents en 2012. Et cela parce qu'avec les mesures génocidaires du mémorandum les revenus déclarés en 2013 avaient subi une perte de 12,3 % par rapport à 2012. Les taxes confirmées ont chuté de 47 %. Sur les 2,8 millions de ménages grecs, 2,3 ont des dettes fiscales qu'ils sont dans l'impossibilité de payer.

Je ne vais pas vous ennuyer avec d'autres chiffres. Je suppose que les éléments ci-dessus suffisent par eux-mêmes à déduire que les mémorandums ont ruiné la Grèce, laquelle aura besoin de nombreuses décennies pour retrouver son niveau de 2009. Et pendant ce temps, il lui faudra une croissance stable et constante de l'ordre de 3,5-4%.

## **2. On nous félicite pour nous être ainsi appauvris**

On peut donc difficilement, à première vue, s'expliquer le fait que cette débâcle économique de la Grèce soit systématiquement présentée, par les responsables politiques grecs et étrangers, comme une « success story ». C'est avec satisfaction que notre gouvernement accepte les félicitations de Mme Merkel, de M. Schäuble, et de nombreux autres fonctionnaires... pour les « prouesses accomplies ». Et ceci malgré le fait qu'au début de 2014, le chef macro-économiste du FMI, Olivier Blanchard, éminemment compétent en la matière, a plaidé haut et fort que le plan pour la Grèce était mauvais, puisqu'il avait aggravé la récession jusqu'à 200 % par rapport à ce qui avait été prévu. Que pouvait-on logiquement attendre d'un tel aveu ? Que l'autorité compétente grecque réagisse vivement, ce qui serait naturel, et qu'elle demande expressément que soit réparé ce désastre. Or, nos responsables politiques ont déclaré n'avoir « trouvé aucune erreur dans le plan grec », tandis que nos partenaires européens nous ont rappelé, avec encore plus de sévérité, que notre tâche est d'avancer avec constance et plus vite dans les « réformes ».

Mais en quoi consistent ces réformes ? Premièrement, en une libéralisation totale du marché du travail, c'est-à-dire en l'abandonnant à la loi de la jungle, et en un asservissement des travailleurs. Deuxièmement, en une attaque frontale du secteur public, y compris bien entendu de l'Etat-providence, par l'élimination d'hôpitaux, d'universités, par des coupes budgétaires asphyxiantes pour les services d'intérêt général et par des licenciements massifs de fonctionnaires. Et je rappelle que toutes les études établies sur cette question situent la taille du secteur public grec dans la moyenne européenne. Cependant, parce que l'objectif paranoïaque de minimiser le secteur public est présenté dans les médias comme la condition *sine qua non* à notre salut, une part importante de nos concitoyens s'est tournée contre le secteur public... ignorant qu'une économie ne peut fonctionner correctement sans secteur public. Et je continue avec les fameuses réformes. Le troisième groupe de ces réformes,

émanation de la disparition jugée nécessaire du secteur public, concerne les privatisations. Une course sans fin pour tout brader à 1/3 de la valeur.

Or, dans le même temps, nous avons constaté quelques originalités. Le FMI, dans son dernier rapport écrit : « L'équilibre budgétaire qui a été réalisé en Grèce est une performance impressionnante sans précédent à l'échelle internationale, ce qui prouve la détermination du gouvernement ». Et cette mention honorable concerne, bien sûr, l'excédent primaire, atteint au moyen de la baisse vertigineuse des revenus – et non de leur hausse –, et qui se reflète notamment dans les 5000 suicides, dans la montée en flèche du nombre des sans-abri et de ceux qui cherchent de quoi manger dans les poubelles, dans les hordes de chômeurs et de nouveaux pauvres, les enfants au ventre vide qui s'évanouissent à l'école, et dans l'augmentation dangereuse du nombre de fœtus éliminés avant la naissance. C'est précisément pour ces atrocités, qui sont l'œuvre de la troïka, que nous recevons des félicitations. Et pas seulement. Or, en 2009, lorsque notre économie fonctionnait à peu près normalement, certains jugèrent que nous devions "quitter les marchés", et maintenant, avec une économie complètement ravagée, nous assurons que nous pouvons y retourner!

Quelles explications peut-on trouver à ces choix irrationnels et à l'attitude impitoyable de l'Europe envers un petit peuple qui ne nie pas sa responsabilité même si une grande partie de celle-ci est due à la coexistence, sous un même toit, d'économies aux structures très différentes ? Certes, il y avait des moyens plus cléments mais surtout plus efficaces pour faire rembourser ses dettes à la Grèce, sans passer par la destruction, mais ces moyens ont été rejetés en bloc, sans même avoir été examinés.

La punition infligée à la Grèce pour s'être endettée, notion très chère à l'esprit allemand, est la première explication. En effet, on nous l'a maintes fois répété, nous devons saigner et servir d'exemple à ne pas suivre pour les autres pays indisciplinés, particulièrement ceux du sud de l'Europe. Mais il ne s'agit pas seulement de cela, loin s'en faut. Car la Grèce a été choisie comme précieux animal de laboratoire. Précieux, car elle s'est soumise, sans chercher à réagir ou à négocier son sort face au besoin frénétique des fanatiques néolibéraux de montrer que leurs idées complètement irréalistes et dangereuses atteignent leur objectif, ne serait-ce qu'une seule fois, avec la Grèce. Et faire de celle-ci un pont vers les autres économies de l'UE. Voilà pourquoi le fiasco monumental des mémorandums est baptisé « success story ». Et voilà pourquoi ils persistent dans cette politique d'austérité inhumaine et imposent un troisième mémorandum.

Une guerre sans merci a commencé, qui s'en prend au secteur public, mais surtout à l'État-providence. Contre l'intervention de l'État, qui fait soi-disant obstacle aux activités des « mains invisibles », de ceux qui soi-disant assurent le bon fonctionnement des marchés. Contre les chômeurs, considérés comme responsables de leur sort, parce qu'ils refusent soi-disant de travailler pour les salaires prévalant sur le marché du travail, etc... la liste est sans fin. La troïka est le moyen de faire régner un néolibéralisme pur et dur en Europe, absolument indifférent à la vie humaine.

### **3. Reste-t-il un espoir pour la Grèce?**

À mon avis, il n'y a aucun espoir tant que nous continuerons à rester inertes en attendant la fin et en nous laissant bercer par d'improbables « success stories » à propos de croissance en route et de sortie des mémorandums. Aucun espoir.

De l'espoir, il y en a si nous réagissons. Pour commencer, une colère généralisée gronde en Europe contre cette politique suicidaire qui y est imposée et la condamne à un état de récession permanente et à des tendances déflationnistes. Cependant, l'assainissement ne semble pas imminent. Malheureusement, la France, qui aurait dû normalement prendre les rênes de la réaction, sachant qu'elle est déjà en danger immédiat, n'est pas encore prête à devenir le leader. Par contre, entretenir, ne serait-ce qu'en apparence, ses bonnes relations avec l'Allemagne semble pour l'heure la plus importante de ses préoccupations, plus importante que de prendre la tête de la croisade pour sauver l'Europe, et elle-même par la même occasion. Ainsi, la France espère-t-elle bénéficier d'un traitement spécial de la part de l'Allemagne.

Par espoir, j'entends aussi la très possible recrudescence de la crise, qui en fait perdure depuis 2007, et qui a de nombreux foyers. Le *Financial Times* a prévu la dissolution de cette Europe monétaire ratée en août 2013, tandis que tout montre que depuis lors, l'Europe ne cherche qu'à gagner du temps et amplifie les dégâts. À ce propos, l'Europe se repose entre autres choses sur une poudrière de plusieurs mégatonnes, à savoir celle des banques obscures qui, selon des estimations, gèrent 75 trillions de dollars, sans qu'aucune règle ne les freine. La Grèce, toutefois, ne peut plus attendre des autres un ultime et incertain salut. Elle n'en a plus le temps, et le troisième mémorandum, qui ne sera pas ainsi nommé mais en sera tout de même un, l'achèvera de façon certaine.

La seule chance de salut encore possible est, je pense, la drachme, à laquelle nous aurions dû recourir dès 2010, lorsque nous avions des chances de nous en sortir de façon plus favorable. Je suis bien sûr d'accord avec l'analyse des risques d'une telle entreprise faite par Dominique PLIHON, et aussi avec celle faite par Gérard LAFAY, qui nous conseille avec raison une sortie de la zone euro non isolée.

Or, toutes les issues possibles sont bouchées. Même les gisements trouvés dans notre pays dit-on, ont été bradés. Voilà pourquoi je pense que nous devons faire le grand saut, en espérant qu'il ne sera pas fatal et qu'après un certain temps, de huit mois à un an et demi, nous commencerons à voir un rayon de lumière dans ce long tunnel.

Pour finir, je tiens à souligner que le principal avantage du retour à la drachme n'est pas, à mon avis, l'augmentation de la compétitivité dans la continuité d'une dévaluation externe. Celle-ci viendra plus tard, si tout va bien. Car, de quel genre de compétitivité peut-on parler face à une économie dévastée, dont le levier de développement a toujours été la demande interne et non l'ouverture au commerce extérieur ? Je m'entends au contraire à une croissance rapide, grâce à une liquidité en suffisance. Grâce à un certain degré d'inflation qui aurait de fortes chances de rester sous contrôle en raison du taux de chômage élevé. Grâce à des investissements publics qui à leur tour encourageraient les investissements privés et grâce à la

stimulation de la demande interne – avec une restriction bien entendu des importations – qui viendra d'une généreuse redistribution des revenus en faveur des plus pauvres.

Seul un gouvernement qui mettrait les intérêts des Grecs au-dessus de ceux des créanciers pourrait permettre cela. L'inflation contrôlée allégerait le poids de la dette, laquelle serait payée pour la partie qui n'est pas honteuse – 59 % de la dette grecque a été créée par des taux d'intérêt trop élevés qui dépassent la dette principale – et à la partie restante – s'il en reste – une fois que l'Allemagne aurait payé les dettes astronomiques du prêt d'occupation et de destruction causée par les Nazis en Grèce au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

#### 4. Un référendum pourrait-il sauver la Grèce moribonde de la troïka?

Depuis quelques temps, alors que la Grèce est traînée à toute allure et dans un vacarme assourdissant vers le stade ultime de sa ruine, une question me vient à l'esprit, toujours la même, qui aurait dû être réglée depuis longtemps mais est restée sans réponse jusqu'à aujourd'hui. La réponse, bien qu'évidente, du moins pour l'écrasante majorité de la population grecque, semble devoir être officialisée de façon à avoir un rôle de premier plan dans le processus de sauvetage du pays.

Je pense que cette réponse tant désirée, si elle était appuyée par un référendum, mettrait un terme à la lutte entre les émissaires de la troïka et le gouvernement qui, chaque fois qu'il faut payer nos créanciers, ravive désormais ouvertement le *théâtre de l'absurde*. Le *versement*, censé nous faire éviter la faillite – bien que celle-ci soit bien une réalité puisque notre dette n'est pas viable – est toujours donné, mais seulement après que le gouvernement, notre représentant à tous, qu'on le veuille ou non, s'est laissé rabaisser.

Plus précisément, nos gouvernants attendent leur tour, des heures durant, font les petits élèves face à la troïka, et là se font remonter les bretelles, se font injurier et accuser par ses sous-fifres, sous prétexte que pendant tout ce temps, « ils n'ont pas accompli leurs devoirs de façon satisfaisante ». Nos dignitaires, la tête dévotement baissée, n'osent pas répondre, reconnaissant ainsi leurs torts. Ils les implorant néanmoins de toutes leurs forces, d'avoir pitié cette fois encore, c'est-à-dire de recevoir leur *versement*. Dans le même temps, dans un état de misère totale, ces gouvernementaux qui représentent la Grèce, promettent que oui, à l'avenir ils seront plus obéissants, ils se soumettront davantage aux diktats des émissaires de la troïka, plus responsables eux, et plus efficaces... il suffit que le *versement* soit donné.

Mais de quoi s'agit-il exactement ? Quels sont ces devoirs dont nos dirigeants ne se sont pas complètement acquittés et qu'ils sont appelés à le faire, et comment promettent-ils de corriger à l'avenir ?

Les principaux devoirs du gouvernement grec face à la troïka sont clairs, particulièrement simples et peu nombreux. Il leur faut tout d'abord, à nos responsables en charge du pays, accélérer la marche et maximaliser les licenciements, de façon à atteindre les *normes de productivité*. Il s'agit de licenciements aveugles, c'est-à-dire que les émissaires de la troïka se fichent complètement de savoir qui sera licencié et de quels services du secteur public. Il suffit que chaque mois, le nombre des « défenestrés » corresponde exactement à ce qui a été arrêté, et pas un de moins. Concernant le secteur privé, là le procédé diffère légèrement, au sens où

l'objectif de la maximisation des licenciements est atteint par la suppression de toutes les mesures de protection des travailleurs, mais aussi par des interventions qui changent les lois sur les syndicats. Avec ces méthodes, d'autres objectifs sont aussi automatiquement atteints, tels que le travail dominical sans que personne n'y voie d'objection, les embauches à temps partiel qui dans les faits se transforment en plein temps sans augmentation de salaire, la signature par les travailleurs attestant qu'ils ont reçu leur treizième mois, mais qu'ils sont contraints de... retourner, et bien d'autres encore.

Dans l'affolement, nos dirigeants doivent aller de l'avant aussi vite que possible, car ils ont déjà pris soi-disant beaucoup de retard, avec des réductions de salaires et retraites plus grandes, ainsi que la suppression des augmentations prévues après trois ans de services. Les émissaires de la troïka jugent en effet ces augmentations inutiles : le salaire initial à l'embauche sera le même le jour où le travailleur sera licencié du service.

Un autre domaine de taille, dont les dirigeants Grecs promettent d'augmenter la productivité et d'atteindre les *normes fixées*, c'est le bradage de la Grèce. Le retard, sur cette question aussi, est inexcusable selon les émissaires de la troïka. Le gouvernement grec a l'obligation de *tout brader*, et la troïka se fiche pas mal si les prix de vente chutent jusqu'à un dixième de la valeur réelle. Et puis aussi, les émissaires de la troïka exigent l'accélération de toutes sortes de mesures au moyen desquelles la santé publique ne sera plus qu'un vieux souvenir, et le plus vite sera le mieux. Les résultats obtenus jusqu'à présent, qui laissent chaque jour quelques 2000 malades privés de soins dans les services publics de santé, sont insuffisants, selon la troïka. *Toutes proportions gardées bien sûr, les normes, la productivité des licenciements, l'appauvrissement des travailleurs etc., m'amènent souvent à penser à d'autres normes et besoins de résultats toujours plus importants et rapides : aux camps de la mort de la deuxième Guerre Mondiale.*

Entre une chose et l'autre, en cinq ans de crise de la dette, il est établi que l'économie grecque a perdu en 2013 douze années de sa « vie », retournant aux conditions de 2001. Voici :

	2013	2008	Baisse en milliards d'euros
PIB	182,1	233,3	51,2
Par tête	12,354	17,374	5,020
Cons. des ménages	128,63	165,75	37,12
Cons. publique	31,34	42,34	11
Investissements	23,6	56,0	32,4
Exportations	53	56,2	3,2

Source: ELSTAT.

Et je voudrais ajouter à cela le taux de chômage réel qui, dès lors que l'on tient compte de ceux qui travaillent quelques heures à peine par semaine tout en étant considérés comme ayant un emploi, avoisine les 34 % (Confédération Générale des Travailleurs Grecs).

Voilà, en résumé, les résultats, dans tous les domaines importants, de la politique de la troïka en Grèce. Une véritable catastrophe biblique. Et même en admettant que la *fameuse croissance* reprendra en 2015 – chose que la quasi-totalité des analystes un tant soit peu

sérieux ont peine à croire –, il faudra des dizaines d’années pour que l’économie grecque retrouve son niveau de 2008.

Je reviens donc à cette question que je considère cruciale, aujourd’hui plus que jamais, et qui doit absolument être posée au peuple grec sous la forme d’un référendum :

**5. Pensez-vous que les mesures imposées par la troïka sont faites pour sauver notre pays ?**

Et autant que je peux préjuger la réponse pour le moment hypothétique du peuple grec, je dirais, sans bien sûr en avoir les preuves – que le pourcentage des grands naïfs et de ceux qui ont manifestement un intérêt spécifique ou obscur, ne peut dépasser 7 à 10 %.

Avec une telle majorité écrasante de « non » à cette question, la poursuite de la politique des mémorandums, tant les anciens que le nouveau qui arrive, serait un *oxymore*, *irait à l’encontre de la logique la plus élémentaire*. Il faudrait par conséquent que soient absolument trouvées et sans perdre de temps, d’autres voies pour combattre la crise et en sortir.

Mais même l’argument récurrent selon lequel « toute autre solution sera pire » ne suffirait plus, étant donné que rien ne peut être plus menaçant, pour un peuple, ou pour une Nation, que la mise en place forcée d’un plan de sacrifices inhumains qui, loin de viser à son sauvetage, le pousse à la catastrophe.

Alors que les élections locales et régionales et européennes approchent, il serait souhaitable qu’un nouveau parti politique apparaisse, qui s’engagerait à accepter le résultat de cette question. Une réponse qui, bien évidemment, n’aurait pas été précédée des célèbres procédés de lavages de cerveau. Cette réponse serait déterminante et déclencherait une évolution de la situation très rapide, naturellement vers une direction totalement opposée à celle de la soumission criminelle aux mémorandums. Le pourcentage de cette réponse, serait je pense, automatiquement lié ensuite au pourcentage désastreux des partisans de l’euro dans presque tous les Etats membre de la zone euro.

Quelles évolutions s’ensuivraient-elles ? De façon disjonctive :

- Le sentiment démocratique se réveillerait, et n’autoriserait pas la poursuite de politiques, en Europe, qui recueillent un taux d’assentiment inférieur à 50 %. Et peut-être qu’une telle évolution obligerait l’Europe à changer radicalement sa politique macroéconomique.
- Le rythme de la dissolution de la zone euro et de l’Union Européenne s’accélérerait.
- Les peuples opprimés de l’Europe des mémorandums et de l’austérité se soulèveraient et réclameraient un autre traitement.

12.11.2014.





## Violence et trucage en vue du résultat des élections

**Maria NEGREPONTI-DELIVANIS**

Université Macédonienne de Thessalonique, Grèce  
delimar@uom.gr

### **Résumé**

*Cet article décrit les méthodes inacceptables suivies en Grèce, d'abord pour éviter les élections anticipées, mais aussi pour terroriser les électeurs dès lors que les 180 voix nécessaires pour l'élection du Président de la République n'ont pas été obtenues. Durant 24 heures, l'infatigable majorité des médias grecs, en accord avec les décideurs politiques de l'UE et la presse étrangère, informaient les Grecs que si le résultat des élections n'était pas compatible avec les souhaits du gouvernement et des créanciers, les banques allaient se vider de leurs dépôts, les investisseurs potentiels allaient fuir, l'étranger allait cesser de prêter au pays qui ferait faillite, il n'y aurait pas d'argent pour les salaires et les pensions, il n'y aurait pas de liquidités dans l'économie, nous allions subir la même chose qu'à Chypre, les banques allaient fermer et les gens auraient faim, nous serions exclus de la zone euro, par le fameux Grexit. Et il n'est pas exagéré d'en déduire que ces procédés savamment orchestrés visent en fait à truquer de force le résultat des élections, ce qui aurait normalement dû déclencher une avalanche de réactions, à commencer bien sûr par celles du gouvernement, mais aussi provoquer l'intervention de la Justice. L'article suggère également l'abstention collective des partis de l'opposition lors de l'élection du Président de la République, en réaction, principalement adressée à l'étranger, aux tentatives manifestes d'influencer le résultat des élections du 25.01.2015.*

### **Mots-clés**

*Grèce, élections, violence, fraude, terrorisme.*

### **Abstract**

*This article describes the unacceptable approaches followed in Greece, primarily to avoid early elections, and then to terrorize voters, when the collection of the necessary 180 votes to elect the President of Democracy proved impossible. For 24 hours, the tireless majority of SMEs, in concordance with EU policy makers and the foreign press were informing the Greeks that if their vote was not consistent with the wishes of the Government and their lenders', they would be robbed of their bank savings, all potential investors would flee, the external lending of the country would be cut-off and the latter would go bankrupt, there would be no money for salaries and pensions, there would be no liquidity in the economy, there would be a repetition of what happened in Cyprus, the banks would close and the people would famish, we would be thrown out of the Eurozone through the famous Grexit. It is not an exaggeration to conclude that these orchestrated approaches essentially aim at an electoral fraud, which would normally lead to a social uproar, starting by the Government and cause the intervention of Justice. The article also suggests the collective abstinence of the opposition from electing a President of Democracy, in order to provoke the reaction, mainly from abroad, for the overt attempts to influence the election result of 25/01/2015.*

### **Key words**

*Greece, elections, violence, fraud, terrorism.*

### *Classification JEL*

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

La nouvelle crise en Grèce présente de nombreux aspects opaques autant que difficiles à comprendre. À la perspective des prochaines élections, une panique incontrôlable s'est emparée du gouvernement et des créanciers, et il est clair que dans le pays et à l'étranger, ils unissent leurs forces pour les écarter par tous les moyens. Le danger dont ils se sentent menacés semble si terrifiant qu'il justifie l'adoption d'une série de plans catégoriquement hostiles à la tenue d'élections libres et à la démocratie. Il s'agit d'une forme grossière d'intervention que l'on peut interpréter plus largement comme la suppression des élections libres, l'emploi de la terreur à l'encontre des électeurs, la tentative brutale de changer leurs préférences telles qu'enregistrées dans les fréquents sondages, et plus que tout, la diabolisation du principal parti de l'opposition pour l'empêcher d'accéder au pouvoir. *C'est une entreprise avant tout violente de trucage du résultat des élections, trucage qui aurait dû normalement soulever une vague de réactions, à commencer par celle du gouvernement, et occasionner l'intervention de la Justice.* Or, le gouvernement non seulement ne semble pas gêné par ces interventions extérieures inadmissibles et extrêmement humiliantes qui suppriment toute trace d'indépendance nationale, mais en plus il approuve les voix extérieures qui veulent imposer – bien évidemment, pas pour la première fois – des « dirigeants implantés ». Avec une franche satisfaction qui annihile chaque Grec, nos dignitaires rabâchent et dépassent les jugements honteux des étrangers par rapport à qui nous donne ou ne nous donne pas le droit de voter, résumant bien sûr et forcément que si nous n'obéissons pas, « les prouesses de ces dernières cinq années et plus allaient partir en fumée ». J'ai beau chercher ces « prouesses » dans l'infini cimetière qu'est devenue la Grèce, je ne les trouve pas et ceci, pour la simple raison que de prouesses, il n'y en a pas ! Cela va de soi et n'est un secret pour personne que nos créanciers en appellent constamment à la nécessité des « réformes » sans pour autant en déterminer le contenu, qu'ils nous félicitent pour celles qui ont été réalisées mais toujours insuffisantes et qu'ils nous encouragent à continuer. De leur côté, ils ont toutes les raisons d'être contents que lesdites « réformes » aient été faites et aussi de désirer qu'elles soient approfondies. Il s'agit de changements dramatiques, notamment dans le domaine du marché du travail, qui ont énormément appauvri une part écrasante de la population. Dans une économie qui a perdu 30 % de son PIB, dont la dette qui s'élevait à 120 % du PIB, donc viable, a atteint 177 % du PIB et est donc naturellement non viable, dont le revenu est retourné à son niveau de 1980, dont la quasi-totalité des travailleurs sont asservis et appauvris et dont la classe moyenne est en train d'être détruite, il faut un sacré courage pour parler de « prouesses ». *En dépit de cette douloureuse réalité, le Premier ministre a récemment déclaré, entre autres choses, qu'il faudra que les élections soient évitées pour ne pas anéantir les « réformes courageuses » et faire marche arrière.* Concernant le long débat sur la viabilité ou non de notre dette, ceux qui ont une certaine connaissance, ne serait-ce que rudimentaire, de la macroéconomie savent bien que la nôtre ne l'est pas. Cela signifie également que nous serons pour toujours sous une sorte de memorandum, puisqu'il a été officiellement décidé que le pays restera sous contrôle jusqu'à ce qu'il rembourse 75 % de la dette. Et tandis que le FMI a déclaré depuis quelque temps que la dette grecque n'est pas viable et doit être restructurée, l'UE garde le silence sur cette question et ne nie pas officiellement la viabilité de notre dette, alors que notre gouvernement l'évoque souvent. Comment expliquer cela ? Simplement par le fait que l'UE ne veut pas assumer les conséquences de sa gestion de la dette grecque. Et, bien

sûr, cela arrange à bien des égards que la Grèce, avec tout ce dont elle dispose et avec ce qu'on en attend, soit totalement sous contrôle étranger. Les économistes néanmoins, aussi bien autour qu'au sein du gouvernement, devraient être plus rigoureux dans les annonces qu'ils font officiellement au gouvernement sur la nature de la dette, pour que le pays ne fasse pas l'objet de dénigrement à l'étranger. En effet, il y a des règles claires et strictes sur la question de la dette pour empêcher qu'elle ne soit dite viable selon le bon vouloir de chacun alors qu'elle est désespérément et irrévocablement non viable. Et il est drôle en outre, que soient catalogués d'ennemis de la patrie, à l'intérieur ou à l'extérieur du camp du Syriza (parti de la gauche radicale), ceux qui soutiennent l'évidence même, à savoir que la dette, qui représente 177 % du PIB, n'est pas viable.

Mais essayons de décrypter cet état de septicémie avancée, qui apparaît comme une nouvelle crise et qui vient s'ajouter à la situation chronique sans issue du pays. *Tout d'abord, il est clair que le gouvernement et les créanciers s'efforcent bec et ongles d'éviter les élections.* Je trouve donc inquiétant que la plupart de ce que soutient le Premier ministre et son état-major, non seulement ne correspond tout simplement pas à la réalité, mais en plus est très souvent contradictoire et, pire encore, est dénué de toute continuité et conséquence. Les réactions enflammées du gouvernement sont, comme il convient, focalisées sur les élections, avec l'argument béton que « l'écrasante majorité de la population ne veut pas des élections » comme le montrent les sondages de ces derniers mois. Cette observation est juste, mais une autre l'est également, qui provient de la même source, à savoir les sondages, d'où il ressort que la majorité toujours de la population ne veut pas de l'actuel gouvernement. L'idéal donc, pour les dignitaires grecs et étrangers semble être la suppression du droit de vote à tous les Grecs, du moins tant que le Syriza se présente comme le successeur certain au pouvoir. *Partenaires européens et gouvernement s'emploient systématiquement à terroriser la population, décrivant à longueur de journée en le noircissant ce que l'avenir nous réserve si le Syriza vient à prendre la tête du gouvernement : les banques vont se vider de leurs comptes, les investisseurs potentiels partir à toutes jambes, il n'y aura pas d'argent pour payer les salaires et les retraites, il n'y aura pas de liquidités dans l'économie, les déboires de Chypre vont se répéter, les banques vont fermer et les gens auront faim, nous serons virés de la zone euro, c'est le fameux Grexit. Dans cette course de relais, le témoin du terrorisme exercé sur la population passe d'un dignitaire à l'autre, en Grèce ou à l'étranger, et à ce qu'il semble, ils se sont distribués entre eux la matière des allocutions de sorte à éviter autant que possible les recouvrements. En vue de cette inacceptable entreprise de détournement des préférences politiques des citoyens, ce qui m'inquiète sérieusement, c'est si le niveau intellectuel de ces derniers est si bas que le lavage de cerveau – pourtant tristement naïf et simpliste – y trouve un terrain fertile. Et malheureusement, je crains que la réponse vers laquelle je tends est qu'au cas où les menaces, bien qu'infondées, se répètent sans aucune trêve, et si en même temps, les dignitaires étrangers se mobilisent pour les envoyer par volées, alors oui, il est possible que même les plus « futés » se laissent prendre au piège.*

Bien que l'intérêt du gouvernement et des centres étrangers européens convergent vers cette campagne méprisable de chantage à la terreur et à la désorientation de l'opinion publique en Grèce, leurs objectifs ne sont pas les mêmes. *Le gouvernement adopte ces méthodes antidémocratiques tout simplement pour ne pas perdre le pouvoir, tandis que pour nos partenaires, le prix de la victoire est la prise de possession de la Grèce tout entière.*

Cette imbrication logique semble néanmoins être rompue par une question à laquelle il est difficile de répondre, et qui est la suivante : *Puisque ce que veulent les dirigeants grecs et de l'étranger, c'est empêcher les élections, pourquoi alors les avoir provoquées ?* Car, même si c'est un détail qui se perd dans l'imbroglie de la nouvelle crise, la réalité est que les élections n'ont pas été provoquées par le Syriza, mais par un conflit subit et injustifié, du moins en apparence, entre le gouvernement et la troïka. Injustifié en ce sens que les relations entre le gouvernement et troïka étaient tout à fait harmonieuses tout au long de ces cinq années tragiques, tandis que toutes les inspirations inhumaines et barbares des créanciers consistaient en des diktats non négociables imposés à nos dirigeants. C'est bien ce conflit, même s'il est de velours, qui a entraîné, comme cela s'est avéré, les élections. *La raison de la rupture de cette relation idyllique entre le gouvernement et la troïka sont les nouvelles mesures, plus sauvages et plus douloureuses que toutes les précédentes que nos créanciers ont subitement décidé d'enclencher.* Le gouvernement a pris conscience qu'il lui serait impossible de faire passer par l'Assemblée ces nouvelles mesures sanguinaires. Plus précisément, parce que le gouvernement avait annoncé à maintes reprises la supposée fin des mesures douloureuses et des mémorandums, et avait promis des allègements qu'il doit maintenant oublier. Avec ces nouvelles mesures, d'après ce qui ressort du rapport envoyé aux assemblées nationales des États membres de la zone euro, les créanciers de la Grèce demandent à celle-ci de mettre un frein sur la délivrance de nouvelles pensions, de couper une nouvelle fois dans les dépenses de santé, que l'État emprunte auprès des entreprises et organismes d'État (DEKO) et des banques et d'autres mesures s'élevant à 1,8 milliards d'euros pour 2015. Il est clair que ces mesures finiront d'achever l'économie et la société grecques, et pourtant la troïka, dénuée de toute sensibilité, même face à ses complices, exigeait par le chantage que ces mesures soient prises sans tarder. J'ajoute que le pire est que même ces nouvelles mesures se relèveront aussi tragiquement inefficaces que toutes les précédentes, puisqu'elles suivent la même mauvaise recette d'austérité asphyxiante. *Ainsi a-t-il estimé que la seule façon de faire passer ces mesures était des élections anticipées, mais seulement comme une menace, puisque ces dernières devaient coûte que coûte être évitées, grâce à l'élection du Président de la République.* C'est la raison pour laquelle il fallait adopter des moyens drastiques et délibérés, manifestement dans l'idée que « la fin justifie les moyens ». Dans cette logique, même le président de la Commission s'est mobilisé, n'hésitant pas à nous faire savoir ses préférences pour les personnalités qu'il désire voir gouverner la colonie-Hellas. Et il a ajouté, comme ça tout simplement, que son désir est de continuer d'être en relation avec ses amis et non avec des « partis politiques extrémistes » ! Et même le gouverneur de la Banque de Grèce et ex-Ministre des finances s'est mobilisé, procédant à une allocution de la catastrophe au cas où le Président de la République n'était pas élu.

*Le poids des calomnies et avilissements auxquels est soumise la population est devenu insupportable, puisque tous les moyens sont bons pour faire savoir à cette dernière que si elle vote en fonction de ses préférences politiques, les conséquences pour son pays seront catastrophiques. Et c'est pour cela qu'elle ne doit pas déclarer ses préférences, mais accepter sans se plaindre celles qui lui seront imposées par ceux, Grecs et étrangers, qui « savent mieux qu'elle » ce dont elle a besoin. Je pense avec frayeur que finalement ce syndrome de Napoléon, qui a récemment été imputé à madame Merkel, n'affecte pas qu'elle.*

Pour être élu, le Président de la République doit obtenir des députés, comme on le sait, 180 voix favorables lesquelles n'existent pas, mais d'indescriptibles pressions sont actuellement

exercées pour les trouver. « Ils devront rendre compte de leurs crimes s'ils ne votent pas... même devant Saint Pierre »... laissent entendre nos responsables politiques.

À l'heure où sont écrites ces lignes, l'issue de ce nouveau drame est incertaine et il semble peu probable qu'en dépit des pressions et du chantage, l'Assemblée parvienne à élire le président. Néanmoins, je pense ces derniers jours que le Syriza, en tant que principal parti d'opposition, mais aussi d'autres partis de l'opposition tels que le KKE (parti communiste), l'ANEL (parti conservateur anti-mémorandums), la DIMAR (parti de gauche issu du Syriza) etc., devraient s'engager dans une condamnation internationale rigoureuse, en présentant toutes les preuves accablantes de ces faits intolérables et indiscutablement antidémocratiques. Une condamnation de ce type pourrait, compte tenu de la flagrance des pressions, jouer en faveur de la Grèce. Et puis, si l'opposition tout entière décidait de n'assister à aucun des trois votes pour l'élection du président de la République, parce qu'elle jugerait non seulement que le processus relève de la farce mais peut également donner lieu à de possibles poursuites pénales, cela constituerait un événement impressionnant, avec de nombreuses retombées positives. Une telle démarche permettrait probablement de réveiller nos partenaires européens, et les pousserait peut-être enfin à se demander où va le rêve européen, vu tous ces faits intolérables, et ce qu'ils devraient faire sans perdre de temps pour éviter qu'il ne meure. *Autrement, je suis convaincue que si elle ne retrouve pas immédiatement son droit à un régime digne de la part aussi bien de ceux qui la gouvernent que de ses partenaires et créanciers, la Grèce ne peut survivre. L'heure est donc venue de nous unir, indépendamment des partis politiques, et de crier haut et fort que nous ne sommes la colonie de personne, et que nous rembourserons notre dette lorsque celle-ci cessera d'être insupportable et odieuse. D'exiger des termes humainement supportables et non plus sanguinaires comme c'est actuellement le cas.*

16/12/2014.



## Le cycle du désastre de la Grèce s'achève

**Maria NEGREPONTI-DELIVANIS**

Université Macédonienne de Thessalonique, Grèce  
delimar@uom.gr

### **Résumé**

*Cet article aborde brièvement les indices de destruction de l'économie grecque qui en confirment l'effondrement complet, par rapport à leur niveau d'avant la crise (pour une analyse plus approfondie, le lecteur est renvoyé au dernier livre de M. N-D intitulé *L'assassinat économique de la Grèce et le Dernier Recours: la drachme*, publié aux éditions L'Harmattan). Le durcissement récent de l'attitude de la troïka en Grèce peut s'expliquer par les malheureuses initiatives que le gouvernement a prises sans son accord, victime des mythes qu'il a lui-même créés sur les success stories. Il dénonce également le fait que pendant six années de suite, des mesures inhumaines et complètement inefficaces dictées par la troïka ont été docilement, et sans le moindre effort de négociation, exécutées en Grèce. L'excédent primaire est également vivement critiqué et bien qu'il soit annoncé triomphalement par le gouvernement, son existence est plus que douteuse et rencontre également une forte opposition sur la façon cruelle dont il a été atteint (s'il a été atteint), et son maintien dans le temps est considéré comme incertain. La tentative de bradage général de la Grèce est également condamnée, tandis que la négociation immédiate de la dette par le futur gouvernement et, en cas d'échec des négociations, la sortie de la zone euro, sont présentées comme la seule solution.*

### **Mots-clés**

*Grèce, drachme, euro, néolibéralisme, dette.*

### **Abstract**

*In this article, there is a brief reference to the destruction indicators of the Greek economy (for a more extensive analysis the reader is referred to the last book by MN-D under the title of "L'assassinat économique de la Grèce et le dernier recours: la drachme", published by L'Harmattan) proving the complete collapse of the economy, compared to their level before the crisis. The recent toughening of the troika's behavior in Greece may be explained by the unfortunate initiatives of the Greek Government, which fell victim to its own success story myths, by the fact that it dared to undertake initiatives without the approval of the troika. The article also condemns the meek and with not the least effort towards negotiation execution of all the inhuman and totally ineffective measures imposed to Greece by the troika, for six consecutive years. There is also a strong criticism concerning the primary surplus, whose existence is very doubtful, in spite of the triumphant announcements by the Government. There is a strong opposition in the country concerning the cruel way in which it was acquired (if it was acquired) and an uncertainty as to the possibility for its continued growth. The article finally condemns the attempt at a general sell-off of Greece, and suggests as the only solution, the direct negotiation of the debt on the part of a new government and the exit from the Eurozone in the event of failure of negotiations.*

### **Key words**

*Greece, drachma, euro, neoliberalism, debt.*

### **Classification JEL**

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

## **Introduction**

Pendant le laps de temps qui s'est écoulé entre le 12 novembre 2014 (date de la journée-conférence organisée par la Fondation Delivanis) et aujourd'hui, une avalanche d'événements à couper le souffle s'est produite. Si aucune force ne vient s'y opposer, c'est bien le cycle du désastre de notre pays qui s'achève, et cela pour des dizaines d'années. Comme le 11 septembre 2014 est sorti mon nouveau livre intitulé *L'assassinat économique de la Grèce et le dernier recours: la drachme*, publié par les éditions L'Harmattan, où l'on peut trouver nombre d'informations concernant la Grèce, et que le présent Cahier du CEDIMES contient de multiples contributions de Français et de Grecs aux échanges de paroles sur la Grèce, je ne vais m'intéresser, dans le présent article, qu'aux événements plus récents qui, si aucune réaction ne vient s'interposer, posent la pierre tombale de nos espoirs.

*Profitant de l'occasion, je voudrais remercier le directeur du CEDIMES, le professeur Claude Albagli, à qui nous devons l'idée de consacrer ce numéro des Cahiers du CEDIMES aux problèmes épineux de l'économie grecque, et le professeur Gérard Lafay, qui s'est proposé spontanément d'en prendre en charge l'édition, en assurant ainsi la qualité.*

### **1. Le nouveau visage de la Grèce**

Les récents aspects du drame vécu par la Grèce dont il sera question dans cet ouvrage concernent exclusivement ce nouveau visage dévoilé par la troïka et que jusqu'ici, nous ne connaissions pas vraiment. Un visage dénué de toute pitié mais qui pratique un chantage ostentatoire, qui abaisse sans aucune compassion le gouvernement, et qui augmente les doses et la durée des mesures d'appauvrissement du peuple grec, parfaitement indifférent à leurs conséquences tragiques. *La situation économique du pays est bien pire qu'elle ne l'était en 2009, alors on se demande à quoi ont bien pu servir les sacrifices cruels de ces cinq dernières années imposés à la population.*

Il faut, bien sûr, reconnaître que l'occasion à cette nouvelle recrudescence des mesures qui dépassent en sauvagerie les précédentes, a été donnée au gouvernement grec. *Aussi incroyable que cela paraisse, il semble que les dirigeants grecs aient été victimes d'histoires qu'eux-mêmes ont fabriquées et qui se répètent sans cesse ces derniers temps, concernant des success stories, la viabilité de la dette, la croissance rapide, la fin des mémorandums et la sortie de la Grèce sur les marchés.*

Bien qu'il n'y ait rien de vrai dans cette campagne de triomphe inacceptable et superficielle, étant donné que l'économie grecque et la société ont été complètement détruites par les mémorandums, et qui plus est pour des dizaines et des dizaines d'années, le fait est que même les dignitaires étrangers rabâchaient ces histoires. *Or, dans le cas de ces derniers, c'est évidemment dans le dualisme du contenu de la « stabilisation économique » que l'explication devra être cherchée.* Autrement dit, les déclarations sans cesse répétées à propos du rétablissement de la « stabilité » n'ont pas trait aux grandeurs de l'économie grecque réelle, comme le PIB, le volume de l'emploi, le rythme de développement et de croissance, le taux



des investissements – publics et privés –, la demande active, les importations et les exportations.

Le naufrage général des grandeurs de base, sans exception, de l'économie grecque qui, naturellement, entraîne l'appauvrissement cumulatif et de longue durée de la population, n'inquiète pas plus qu'il n'intéresse les émissaires de la troïka et leurs chefs. Par contre, cette « stabilisation » leur permet à eux tous de pomper à tous les niveaux et pour longtemps encore les richesses publiques et privées du pays : réductions répétées des salaires et des pensions, impôts qui dépassent déjà les revenus dont ils proviennent, démantèlement progressif de l'État-providence, de la santé publique et de l'enseignement public, dislocation de l'administration publique, retour violent du marché du travail à un environnement moyenâgeux, excédents primaires inhumainement élevés en vue d'assurer presque gratuitement et sans résistances une main-d'œuvre asservie. Exigence d'un excédent primaire annuel énorme avec des sacrifices innombrables pesant sur le niveau de vie des Grecs, de toute évidence pas pour aller dans le sens d'une croissance du pays, mais pour aller tel quel dans les poches des créanciers. Destruction sauvage de l'unique branche encore rentable, le tourisme, avec une TVA doublée dans les services touristiques. Impatience effrénée des émissaires de la troïka et de leurs chefs qui veulent que la Grèce soit bradée dans les plus brefs délais, à un prix dérisoire comparé à sa valeur objective. Pratiquement une île grecque pour le prix d'un appartement à Londres.

*Bien que la destruction de la Grèce par les plans d'austérité soit indéniable et se passe de preuves, il suffit de recourir aux chiffres froids pour voir que lorsque les responsables politiques Grecs alléguaient le contraire, ils satisfaisaient parfaitement la part obscure des instigateurs des mémorandums. Et ceci parce que l'utilisation de la Grèce comme animal de laboratoire était l'ultime espoir des fervents néolibéraux qui veulent prouver le bien-fondé de leurs idées en général vouées à l'échec. À cause de ce fanatisme, l'économie grecque de 2014 se retrouve au niveau qu'elle avait en 1980, et l'ensemble de l'Europe, après six ans de développement anémique, se voit déjà menacé par l'épouvantail de la déflation. Je voudrais ajouter aussi à ce point que tous les gouvernants Grecs, lorsqu'ils se montraient convaincus que la destruction totale du pays est une *success story*, reconnaissaient aussi indirectement que « les mémorandums étaient bénéfiques à la Grèce »... que ceux-ci ont amené des « réformes » qui devaient absolument être faites (y compris manifestement celle qui consistait à abandonner à la loi de la jungle le marché du travail). Et aussi incroyable que cela puisse paraître, tant du côté de la Grèce que de celui du reste de l'Europe, l'excédent primaire, aussi indiscernable que contesté, a été accueilli triomphalement, et volontairement oubliée sa composition sanguinaire que sont les milliers de suicides, d'avortements, d'enfants évanouissant de faim à l'école, etc. Et pourtant, oui, le triomphe était bien là.*

*On peut donc affirmer que les relations entre le gouvernement grec et la troïka étaient chaleureuses, tandis que les deux parties exécutaient d'une manière absolument parfaite leur rôle : d'un côté, les nôtres assuraient celui de la sujétion et de l'obéissance à tout, libres de toute inquiétude et préoccupations, et de l'autre, les émissaires de la troïka celui des conquérants, qui concédaient pourtant une place particulière aux dignitaires Grecs. C'est ainsi que la réalisation des promesses qu'ils avaient fait aboutissait à une admiration réciproque et même à une autosatisfaction pour le travail accompli qui « plaît tant à Dieu ».*

## **2. Les erreurs des gouvernements grecs**

Or, cette relation idyllique entre le gouvernement grec et la troïka a été gravement ébranlée à la fin du mois de novembre 2014, lorsque le côté grec osa annoncer de façon officielle des décisions visant à combattre la dette, sans avoir au préalable pris soin d'en demander l'autorisation aux émissaires de la troïka. Cette initiative avait naturellement été motivée par la conviction que « l'économie grecque se porte à merveille ». *Et ce fut alors la preuve, effrayante, que la troïka avait une conception toute différente de la réalité grecque.* En effet, lorsque la troïka comprit que le gouvernement non seulement s'en prenait sérieusement au contenu des histoires qu'elle laissait systématiquement s'ébruiter, mais qu'en plus il s'en servait pour prendre des décisions concernant des changements radicaux du *statu quo* de la Grèce, c'est-à-dire de sa condition générale d'asservissement à la dette, elle est devenue folle de rage.

Le cadre sur lequel il semble que nos dirigeants se soient basés (naïvement, comme cela s'est avéré), autour d'une supposée reconnaissance de leurs sacrifices, autour d'une supposée admiration de leurs « prouesses », autour d'une supposée maturation de la troïka, du besoin d'un allègement sur le long terme de la dette, tout cela a été renversé en une nuit. La troïka était furieuse, et c'est ainsi que les sous-fifres avec le soutien absolu de leurs grands chefs ne daignèrent pas, pendant plusieurs jours, répondre aux *vassaux qui avaient osé relever la tête face à leurs suzerains, se délectant ainsi de leur terreur.* Et, lorsque les émissaires de la troïka décidèrent enfin de rompre cet outrageant silence, leur réponse fut un mitrillage assourdissant de nouveaux diktats, absurdes, exténuants et sanguinaires, à la place des déclarations du Premier ministre grec disant que... « le plus difficile est passé », que la Grèce jouit de l'admiration des étrangers car... « le rythme de croissance du pays est plus rapide que celui des autres » !

*Les émissaires de la troïka ne sont manifestement pas satisfaits des indicibles sacrifices demandés à la population, de son appauvrissement abyssal, de la destruction totale de l'économie et de la société. Ils voulaient encore du sang, ils voulaient une soumission encore plus grande, ils voulaient que le pays soit vendu à un rythme encore plus rapide. Et, bien sûr, il était hors de question de sortir des mémorandums, hors de question que le pays mis à mal pense s'éloigner du FMI, qu'il s'imagine refuser de prendre de nouvelles mesures, plus douloureuses que les précédentes, plus efficaces pour la réalisation de la « solution finale ».*

Il va de soi que je ne me situe pas du côté de la troïka qui hélas exécute les directives de « nos partenaires européens », lesquels je crains qu'ils ont décidé de laisser la Grèce en dehors de la liste des économies européennes indépendantes pour très longtemps. Tandis que je rédige ce texte, il serait insensé de ma part d'ignorer certains aspects importants qui expliquent comment nous sommes arrivés à ce point ultime du discrédit international complet et de ne pas interpréter les raisons de l'enhardissement de la troïka.

### **A. La première erreur**

Il est maintenant « trop tard pour pleurer » et bien trop tard pour penser à notre « dignité nationale » blessée. Et ceci car on ne peut pas exiger de nos créanciers qu'ils nous prennent en

compte lorsque notre propre gouvernement, depuis plus de cinq ans, n'a pas osé émettre un seul NON aux avilissements répétés, n'a pas eu le courage de réfuter – malgré les nombreux arguments dont nous disposions – les mesures criminelles qui nous étaient imposées. Par contre, c'est presque à genoux que les nôtres se sont accordés, pas simplement à exécuter tous les aspects paranoïaques et criminels et toute cette barbarie contenue dans les plans misérables du mémorandum, mais ils ont aussi affiché un zèle démesuré, faisant surgir un certain nombre de conséquences tragiques : notons, entre autres, l'enthousiasme face à l'excédent primaire sanguinaire, atteint par le biais d'un PIB effondré. *Même si ce programme, dont la conception est malsaine et l'application inhumaine, n'avait dès le début aucune chance de réussir, les responsables politiques grecs n'ont pas hésité à (voir ci-dessous de 1 à 6) :*

1. Se tourner contre l'ensemble des travailleurs, qu'ils ont brutalement privé du droit à une vie digne. Aussi bien matériellement, en imposant un niveau des salaires avilissants, que qualitativement, en tolérant un environnement de travail détérioré, et des conditions de travail serviles dans le secteur privé tout autant que public.

2. Nos « hommes » n'ont pas hésité non plus à accepter de procéder à des milliers de licenciements « gratuits » de fonctionnaires publics, non parce que le secteur public grec était trop grand, puisque l'ensemble des études sur ce sujet le classe dans la moyenne européenne, mais parce que les émissaires de la troïka se trouvent être fortement allergiques à tout ce qui sent le public. Et comme choisir quels employés devaient être licenciés était difficile et absurde, c'est une attaque généralisée contre l'ensemble des travailleurs du public qui a été fabriquée, lesquels ont été accusés d'être... tire-au-flanc, corrompus, incapables, etc. Un État donc, incapable de protéger ne serait-ce que de façon élémentaire ses citoyens. Un État qui s'est identifié, sans aucune résistance, à ses oppresseurs. Et finalement... la montagne a accouché d'une souris puisque les efforts désespérés faits pour prouver ces accusations ont permis de dénicher... à peine 15 (quinze) employés de la fonction publique. Or, les organes exécutifs grecs des diktats de la troïka ne se rendent pas compte que la mise au pilori du secteur public d'un pays revient à honnir leur propre patrie !

3. *Ils n'ont pas hésité à épuiser complètement et sans hésitation la classe la plus basse, les bas-salaires et les petites retraites qui n'ont littéralement pas de quoi vivre et se tournent par milliers vers les ordures pour trouver à manger. À faire disparaître ensuite la classe moyenne, en imposant des impôts d'une nature peu orthodoxe, plus élevés que le revenu. L'entreprise, bien sûr, n'aura été qu'un coup d'épée dans l'eau, puisque les recettes de l'État sont à peu près au même niveau que celui de 2009, pour un revenu, par contre, ayant baissé de plus de 30 %. Et nos dirigeants, au lieu de s'opposer aux inspirations absurdes de la troïka qui a désorganisé le pays, et au lieu d'essayer de démontrer la nature paranoïaque et criminelle des mesures qu'elle leur impose, le cœur léger, se sont efforcés de convaincre la population que « les mesures sont pour son bien », que « c'est la seule solution », que « la lumière commence à luire au fond du tunnel ».*

Peut-être parce qu'ils avaient signé ces mesures honteuses ? Peut-être parce qu'ils croyaient vraiment à leur efficacité, malgré l'avalanche de réactions qu'ils avaient provoquées à l'étranger ? Ou simplement pour rester le plus longtemps possible au pouvoir quel qu'en soit le prix ?

*Cependant, au lieu d'une « sortie des mémorandums », c'est déjà un mémorandum à durée indéterminée qui arrive. Il s'agit plus exactement d'un mémorandum qui – même désigné sous une autre appellation – continuera jusqu'à ce que 75 % de notre dette soit remboursés. Étant donné que la dette grecque est non viable (en dépit du fait que certains Grecs et étrangers se montrent furieux et... s'acharnent à la sauver), si la viabilité de la dette est la résultante d'un désir similaire, le contrôle oppressant des crédateurs et l'exigence de nouvelles mesures meurtrières ne vont certainement pas finir de sitôt. Selon une stratégie invariable, cette fois encore les responsables politiques affirment à la population qu'il n'y aura pas de « nouvelles mesures douloureuses ». Or, selon une stratégie invariable, il est évident qu'il y en aura d'autres, qui se succéderont les unes après les autres. Les créanciers, pour justifier ce nouveau déluge de mesures, soutiennent que « selon leurs estimations le trou financier pour 2015 est de 2 425 milliards d'euros, dont 1 773 milliards concernent le budget et 652 milliards le système de la sécurité sociale. Il est possible que la troïka ait fait des erreurs d'estimations, et ce ne serait pas la première fois. Habitué du reste à ne jamais être contredits mais plutôt à être acquiescés tacitement, ils se sont montrés fâchés contre le Ministre Grec de l'économie qui... s'est risqué à faire remarquer que « leurs estimations sont erronées ».*

Voici, donc, ce qui va nous tomber dessus comme... « non mesures » selon notre gouvernement, alors que le pays est littéralement ravagé par les effets des mesures précédentes, et avec 82 % de la population déclarant être confrontés à une difficulté financière » :

- retrait de la réduction de 30 % de la cotisation de solidarité annoncé par le Premier ministre lui-même, et qu'il est déjà forcé de « reprendre » ;
- nouvelle taxe sur les produits de luxe, augmentation des taxes sur les cigarettes et l'alcool à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- augmentation de la TVA pour les hôtels, de 6,5 % à 13 % (ce qui va faire disparaître le seul secteur encore debout, le tourisme) ;
- gel des retraites jusqu'en 2017, qui ont déjà subi une baisse de 40 % ;
- coupe dans les retraites complémentaires ;
- changements importants dans le système de la sécurité sociale avec l'augmentation du nombre minimum des points qui donnent droit à la retraite, retenue d'un pourcentage de plus de 25 % sur les salaires et retraites de plus de 1500 euros en cas de dettes envers l'État, mais aussi retraite à 360 euros pour ceux qui ont cotisé 20 ans.
- suppression de toutes les exonérations fiscales.

4. Ils n'ont pas hésité renoncer à tout sérieux élémentaire, afin de soutenir l'« orthodoxie » des mesures et leurs... « résultats favorables ». Nombre de cas témoignent, en ces cinq dures années, de l'existence d'une sorte d'accord tacite entre le gouvernement et la troïka concernant l'annonce de réussites là où on ne constate que des échecs. Je vais relater l'exemple le plus représentatif et le plus récent d'altération volontaire de la réalité. Il s'agit précisément du problème de la « viabilité » ou « non viabilité » de la dette grecque. Je sais, bien évidemment, qu'annoncer la vérité, dans ce cas précis, revient presque à trahir ce qu'il y a de plus sacré. On nous assure (le plus sérieusement du monde et sans que soit émis la moindre réserve) que la dette de la Grèce est... viable. Les créanciers savent parfaitement qu'une dette égale à 177 % du PIB ne peut en aucun cas être considérée comme viable, mais ils gardent le silence, car s'ils reconnaissent la réalité, ils devront aussi automatiquement admettre le besoin de l'alléger et de la restructurer pour la rendre viable !

Il n'est pas besoin d'avoir de sérieuses connaissances en économie pour comprendre que la dette grecque, pour atteindre en 2020 (comme l'a fixé le FMI) 120 % du PIB (qui est l'indice de viabilité d'une dette), exige exhaustivement un rythme annuel de croissance pour la période 2015-2024 égal à 4,5 % au moins. Alors, peut-on sérieusement affirmer que la Grèce, dont la partie la plus importante de sa base productive a été détruite, viendra à bout de cette épreuve, qui plus est au sein d'une Europe déjà minée par la dévaluation ? D'où viendra ce miracle inouï ? Peut-être des investissements étrangers « massifs » qui, dans le cas de la Grèce, consistent en l'acquisition pour trois fois rien de l'ensemble des richesses et des sources de richesses impitoyablement bradées ? Et pourtant, les mythes perdurent.

5. Ils n'ont pas hésité à chercher et promouvoir les soi-disant réussites d'un plan dont l'instigateur lui-même, Olivier Blanchard, a été contraint d'avouer que c'était une erreur. Une erreur manifeste, puisque le plan, avec une exactitude mathématique, n'a fait qu'alimenter et augmenter la dette plus rapidement que le PIB. *Le seul espoir de viabilité de la dette de la Grèce serait une augmentation accélérée de l'économie emmurée par le plan d'austérité démesurément néolibéral et asphyxiant dicté par la troïka.*

6. Ils n'ont pas hésité à se niveler avec la troïka au point que la Grèce a voté l'abstention lors du vote d'un texte proposé par les 77 économies émergentes et la Chine, le 9 septembre 2014 en séance plénière des Nations unies. Il s'agissait de créer un mécanisme de restructuration des dettes publiques d'économies en faillite. Le projet a reçu 121 voix pour, 11 contre et 41 abstentions. La Grèce n'a pas eu le courage de voter en faveur d'un texte qui la concernait en tout premier lieu et qui aurait pu la sauver à temps !

### ***B. La deuxième erreur***

Et je passe à la deuxième erreur meurtrière de nos dirigeants commise pendant ces cinq difficiles années. Ceci, naturellement, est en lien direct avec la précédente qui réside dans l'attitude globalement servile de nos responsables politiques. Il s'agit de l'absence totale de pourparlers et l'obsolescence de nos nombreux et très sérieux arguments. Très sommairement, je relate les réparations de guerre allemandes, qui auraient dû être réclamées dès le début de la crise de la dette, et qui devraient être au centre de nos pourparlers avec les créanciers, le caractère clairement onéreux et odieux de notre dette, les nombreux actes anticonstitutionnels qui l'entourent, le contenu gravement erroné du supposé plan de stabilisation de la troïka dont l'échec a été annoncé publiquement même par le chef macro économiste du FMI Olivier Blanchard et qui en Grèce a causé une crise humanitaire, le caractère hautement malsain du fonctionnement de l'euro qui se retourne essentiellement contre le sud de l'Europe etc., etc.

### **3. L'aggravation de la crise grecque a un fort caractère antidémocratique**

La nouvelle crise en Grèce présente de nombreux aspects opaques autant que difficiles à comprendre. À la perspective des prochaines élections, une panique incontrôlable s'est emparée du gouvernement et des créanciers, et il est clair que dans le pays et à l'étranger, ils unissent leurs forces pour les écarter par tous les moyens. Le danger dont ils se sentent menacés semble si terrifiant qu'il justifie l'adoption d'une série de plans catégoriquement hostiles à la tenue d'élections libres et à la démocratie. Il s'agit d'une forme grossière d'intervention que l'on peut interpréter plus largement comme la suppression des élections

libres, l'emploi de la terreur à l'encontre des électeurs, de la tentative brutale de changer leurs préférences telles qu'enregistrées dans les fréquents sondages, et plus que tout, la diabolisation du principal parti de l'opposition pour l'empêcher d'accéder au pouvoir.

*C'est une entreprise avant tout violente de trucage du résultat des élections, trucage qui aurait dû normalement soulever une vague de réactions, à commencer par celle du gouvernement, et occasionner l'intervention de la Justice. Or, le gouvernement non seulement ne semble pas gêné par ces interventions extérieures inadmissibles et extrêmement humiliantes qui suppriment toute trace d'indépendance nationale, mais en plus il approuve les voix extérieures qui veulent imposer (bien évidemment, pas pour la première fois) des « dirigeants implantés ». Avec une franche satisfaction qui annihile chaque Grec, nos dignitaires rabâchent et dépassent les crises honteuses des étrangers par rapport à qui nous donne ou ne nous donne pas le droit de voter, résumant bien sûr et forcément, que si nous n'obéissons pas, « les prouesses de ces dernières cinq années et plus allaient partir en fumée ». J'ai beau chercher ces « prouesses » dans l'infini cimetière qu'est devenue la Grèce, je ne les trouve pas et ceci, pour la simple raison que de prouesses, il n'y en a pas ! Cela va de soi et n'est un secret pour personne que nos créanciers en appellent constamment à la nécessité des « réformes » sans pour autant en déterminer le contenu, qu'ils nous félicitent pour celles qui ont été réalisées mais toujours insuffisantes et qu'ils nous encouragent à continuer. De leur côté, ils ont toutes les raisons d'être contents que lesdites « réformes » aient été faites et aussi de désirer qu'elles soient approfondies. Il s'agit de changements dramatiques, notamment dans le domaine du marché du travail, qui ont énormément appauvri une part écrasante de la population. Dans une économie qui a perdu 30 % de son PIB, dont la dette qui s'élevait à 120 % du PIB, donc viable, a atteint 177 % du PIB et est donc naturellement non viable, dont le revenu est retourné à son niveau de 1980, dont la quasi-totalité des travailleurs sont asservis et appauvris et dont la classe moyenne est en train d'être détruite, il faut un sacré courage pour parler de « prouesses ». En dépit de cette douloureuse réalité, le Premier ministre a récemment déclaré, entre autres choses, qu'il faudra que les élections soient évitées pour ne pas anéantir les « réformes courageuses » et faire marche arrière.*

Mais essayons de décrypter cet état de septicémie avancée, qui apparaît comme une nouvelle crise et qui vient s'ajouter à la situation chronique sans issue du pays. *Tout d'abord, il est clair que le gouvernement et les créanciers s'efforcent bec et ongles d'éviter les élections. Je trouve donc inquiétant que la plupart de ce que soutient le Premier ministre et son état-major, non seulement ne correspond tout simplement pas à la réalité, mais en plus est très souvent contradictoire et, pire encore, est dénuée de toute continuité et conséquence. Les réactions enflammées du gouvernement sont, comme il convient, focalisées sur les élections, avec l'argument béton que « l'écrasante majorité de la population ne veut pas des élections » comme le montrent les sondages de ces derniers mois. Cette observation est juste, mais une autre l'est également, qui provient de la même source, à savoir les sondages, d'où il ressort que la majorité toujours de la population ne veut pas de l'actuel gouvernement. L'idéal donc, pour les dignitaires grecs et étrangers semble être la suppression du droit de vote à tous les Grecs, du moins tant que le Syriza (parti de la gauche) se présente comme le successeur certain au pouvoir.*

*Partenaires européens et gouvernement s'emploient systématiquement à terroriser la population, décrivant à longueur de journée en le noircissant ce que l'avenir nous réserve si le Syriza vient à prendre la tête du gouvernement : les banques vont se vider de leurs comptes,*

*les investisseurs potentiels partir à toutes jambes, il n'y aura pas d'argent pour payer les salaires et les retraites, il n'y aura pas de liquidités dans l'économie, les déboires de Chypre vont se répéter, les banques vont fermer et les gens auront faim, nous serons virés de la zone euro, c'est le fameux Grexit. Dans cette course de relais, le témoin du terrorisme exercé sur la population passe d'un dignitaire à l'autre, en Grèce ou à l'étranger, et à ce qu'il semble, ils se sont distribués entre eux la matière des allocutions de sorte à éviter autant que possible les recouvrements. En vue de cette inacceptable entreprise de détournement des préférences politiques des citoyens, ce qui m'inquiète sérieusement, c'est si le niveau intellectuel de ces derniers est si bas que le lavage de cerveau – pourtant tristement naïf et simpliste – y trouve un terrain fertile. Et malheureusement, je crains que la réponse vers laquelle je tends est qu'au cas où les menaces, bien qu'infondées, se répètent sans aucune trêve, et si en même temps, les dignitaires étrangers se mobilisent pour les envoyer par volées, alors oui, il est possible que même les plus « futés » se laissent prendre au piège.*

Bien que l'intérêt du gouvernement et des centres étrangers européens convergent vers cette campagne méprisable de chantage à la terreur et à la désorientation de l'opinion publique en Grèce, leurs objectifs ne sont pas les mêmes. *Le gouvernement adopte ces méthodes antidémocratiques tout simplement pour ne pas perdre le pouvoir, tandis que pour nos partenaires, le prix de la victoire est la prise de possession de la Grèce tout entière.*

Cette imbrication logique semble néanmoins être rompue par une question à laquelle il est difficile de répondre, et qui est la suivante : *Puisque ce que veulent les dirigeants grecs et de l'étranger, c'est empêcher les élections, pourquoi alors les avoir provoquées ?* Car, même si c'est un détail qui se perd dans l'imbroglio de la nouvelle crise, la réalité est que les élections n'ont pas été provoquées par le Syriza, mais par un conflit subit et injustifié, du moins en apparence, entre le gouvernement et la troïka. Injustifié en ce sens que les relations entre le gouvernement et troïka étaient tout à fait harmonieuses tout au long de ces cinq années tragiques, tandis que toutes les inspirations inhumaines et barbares des créanciers consistaient en des diktats non négociables imposés à nos dirigeants. C'est bien ce conflit, même s'il est de velours, qui a entraîné, comme cela s'est avéré, les élections.

*La raison de la rupture de cette relation idyllique entre le gouvernement et la troïka sont les nouvelles mesures, plus sauvages et plus douloureuses que toutes les précédentes que nos créanciers ont subitement décidé d'enclencher.* Le gouvernement a pris conscience qu'il lui serait impossible de faire passer par l'Assemblée ces nouvelles mesures sanguinaires. Plus précisément, parce que le gouvernement avait annoncé à maintes reprises la supposée fin des mesures douloureuses et des mémorandums, et avait promis des allègements qu'il doit maintenant oublier. *Ainsi a-t-il estimé que la seule façon de faire passer ces mesures était des élections anticipées, mais seulement comme une menace, puisque ces dernières devaient coûter ce qu'il faut éviter, grâce à l'élection du Président de la République.*

C'est la raison pour laquelle il fallait adopter des moyens drastiques et délibérés, manifestement dans l'idée que « la fin justifie les moyens ». Dans cette logique, même le président de la Commission s'est mobilisé, n'hésitant pas à nous faire savoir ses préférences concernant les personnalités qu'il désire voir gouverner la colonie-Hellas. Et il a ajouté, comme ça tout simplement, que son désir est de continuer d'être en relation avec ses amis et non avec des « partis politiques extrémistes » ! Et même le gouverneur de la Banque de Grèce

et ex-Ministre des finances s'est mobilisé, procédant à une allocution de la catastrophe au cas où le Président de la République n'était pas élu.

*Le poids des calomnies et avilissements auxquels est soumise la population est devenu insupportable, puisque tous les moyens sont bons pour faire savoir à cette dernière que si elle vote en fonction de ses préférences politiques, les conséquences pour son pays seront catastrophiques. Et c'est pour cela qu'elle ne doit pas déclarer ses préférences, mais accepter sans se plaindre celles qui lui seront imposées par ceux, Grecs et étrangers, qui « savent mieux qu'elle » ce dont elle a besoin. Je pense avec frayeur que finalement ce syndrome de Napoléon, qui a récemment été imputé à madame Merkel, n'affecte pas qu'elle.*

Pour être élu, le Président de la République doit obtenir des députés, comme on le sait, 180 voix favorables lesquelles n'existent pas, mais d'indescriptibles pressions sont actuellement exercées pour les trouver. « Ils devront rendre compte de leurs crimes s'ils ne votent pas... même devant Saint Pierre »... laissent entendre nos responsables politiques.

*À l'heure où sont écrites ces lignes (18.12.2014), l'issue de ce nouveau drame est incertaine et il semble peu probable qu'en dépit des pressions et du chantage, l'Assemblée parvienne à élire le président. Néanmoins, je pense ces derniers jours que le Syriza, en tant que principal parti d'opposition, mais aussi d'autres partis de l'opposition tels que le KKE (parti communiste), l'ANEL (parti conservateur anti-mémorandums), la DIMAR (parti de gauche issu du Syriza) etc., devraient s'engager dans une condamnation internationale rigoureuse, en présentant toutes les preuves accablantes de ces faits intolérables et indiscutablement antidémocratiques. Une condamnation de ce type pourrait, compte tenu de la flagrante des pressions, jouer en faveur de la Grèce. Et puis, si l'opposition tout entière décidait de n'assister à aucun des trois votes pour l'élection du président de la République, parce qu'elle jugerait non seulement que le processus relève de la farce mais peut également donner lieu à de possibles poursuites pénales, cela constituerait un événement impressionnant, avec de nombreuses retombées positives. Une telle démarche permettrait probablement de réveiller nos partenaires européens, et les pousserait peut-être enfin à se demander où va le rêve européen, vu tous ces faits intolérables, et ce qu'ils devraient faire sans perdre de temps pour éviter qu'il ne meure. Autrement, je suis convaincue que si elle ne retrouve pas immédiatement son droit à un régime digne de la part aussi bien de ceux qui la gouvernent que de ses partenaires et créanciers, la Grèce ne peut survivre. L'heure est donc venue de nous unir, indépendamment des partis politiques, et de crier haut et fort que nous ne sommes la colonie de personne, et que nous rembourserons notre dette lorsque celle-ci cessera d'être insupportable et odieuse. D'exiger des termes humainement supportables et non plus sanguinaires comme c'est actuellement le cas.*

### **Conclusion**

*Depuis le début de l'époque des mémorandums, il était on ne peut plus clair que la Grèce devait chercher secours en dehors de la zone euro. J'ai soutenu cette position dès 2010 dans de nombreux articles, introductions à des congrès internationaux et des livres relatifs à la dette. La résolution du conflit avec la troïka (et les créanciers) était et continue d'être le dernier espoir de sauver le pays, bien que son efficacité se soit entre-temps fortement atténuée, compte tenu du fait que son asservissement constant autorise ses créanciers à prendre toutes*



les mesures nécessaires (parmi lesquelles la subordination de n'importe quel différend au droit anglais) de sorte à limiter au maximum le danger d'un tel conflit pour eux. Et déjà, s'agissant de l'opinion publique grecque sur la question de la sortie de la zone euro, tout montre que l'efficacité de la campagne d'intimidation menée par les dirigeants Grecs et étrangers brandissant la menace des monstres apocalyptiques qui sont supposés suivre le retour à la monnaie nationale s'est considérablement réduite.

En effet, en vue de l'impasse dans laquelle se trouve le pays et sa disparition consécutive à l'intransigeance de la troïka et aux nouvelles mesures sanguinaires, de plus en plus de Grecs parlent du conflit comme étant la seule solution pour le pays. Bien sûr, il faut déterminer le contenu de ce conflit. Tout comme au début de la crise, il se passe maintenant exactement la même chose, à savoir que le conflit devra résider dans une condamnation de tous les contrats, de toutes les promesses faites par les précédents gouvernements, de tous les mémorandums et leur contenu. Les ruines de l'économie grecque témoigneront hélas en faveur de la Grèce. La question ne sera pas le non-paiement de la dette. La dette doit assurément être payée, mais elle le sera dans des termes qui soient humains, qui ne détruisent pas l'économie et la société pour des décennies. La dette doit être payée par le biais de la croissance et non par la contraction. Les créanciers, qui pour la plupart sont des États et non des privés, prendront ce que nous leur devons, disons au bout de 30-40 ans, chose qui devra être mise au cœur des négociations en tenant compte de la crise humanitaire provoquée par le refus des créanciers de prolonger le délai de paiement.

Ce que signifie une dette honteuse, qui remonte à la façon dont la dette a été créée (si celle-ci a profité à certaines classes privilégiées et pas à l'ensemble de la population, si elle est due pour une grande part à des activités illégales, dessous-de-table etc., si elle a été gonflée par des taux d'intérêt exagérés qui dépassaient la dette principale, si d'autres économies en ont profité à long terme en la provoquant et en l'entretenant, et ainsi de suite), avec quoi elle peut être calculée, si cela est possible, quelle a été la contribution probable de l'application d'un système supranational à sa création et tant d'autres aspects. La Grèce dispose d'arguments solides et nombreux pour se libérer du carcan de la troïka et s'acquitter de sa dette sur la durée. La récente réaction, dans le sud de l'Europe, contre l'austérité mais aussi contre les effets négatifs du maintien de la monnaie unique, rend service à la Grèce. Ce conflit, néanmoins, avec tout ce qu'il induit et ses dangers, devra être géré par un nouveau gouvernement qui n'aura pas accepté les mémorandums destructeurs et que l'on attend pour sortir de l'impasse.

Pour finir, je voudrais souligner le fait que je ne représente ni n'appartiens à aucun parti politique. Je crois cependant qu'un changement de gouvernement immédiat est nécessaire, qui garantisse une négociation et non l'acceptation sans discussions de plans et mesures exterminatrices du pays. J'ajoute également que le problème de la Grèce est un véritable nœud gordien, et c'est la raison pour laquelle il ne m'est pas possible de verser dans la certitude que la négociation s'accomplira avec le nouveau gouvernement. Si ce n'est pas le cas, alors, le seul espoir de la Grèce réside dans un changement radical de politique de l'UE et de la zone euro, la question restant à savoir quand et s'il se produira jamais.

*18.12.2014.*



## À la recherche de notre dignité nationale perdue

Maria NEGREPONTI-DELIVANIS

Université Macédonienne de Thessalonique, Grèce

delimar@uom.gr

### Résumé

*Cet article porte directement sur les élections législatives du 25.01.2015 et souligne le fait qu'elles permettent surtout d'espérer que les Grecs retrouveront leur dignité nationale perdue. Du nouveau gouvernement qui sortira vraisemblablement de ces élections, on attend une nouvelle politique économique qui ne sera pas basée sur l'annonce de success stories inexistantes et ne permettra pas à la troïka d'imposer des mesures dont on sait à l'avance qu'elles sont mauvaises et inefficaces, ni à la presse étrangère d'humilier et de dénigrer le peuple grec. M. N.-D. signale la récente reprise de la menace sur le Grexit qui vise à influencer de façon malsaine et antidémocratique les électeurs Grecs et montre en même temps la panique qui s'est emparée des partenaires européens à l'idée de ce qui peut arriver en cas de changement de politique à l'égard des créanciers de la Grèce. En effet, une part habile de la presse étrangère est utilisée pour la campagne visant à terroriser les Grecs avec la catastrophe apocalyptique qui les attend s'ils osent voter pour un autre parti que celui du gouvernement. Et cette campagne est allée jusqu'à mettre en péril la liquidité de l'économie grecque. Par conséquent, une nouvelle situation en Grèce capable de rendre à son peuple sa dignité nationale pourrait s'avérer miraculeuse.*

### Mots-clés

*Grèce, drachme, euro, néolibéralisme, dette.*

### Abstract

*This article refers directly to the parliamentary elections of 25.01.2015 and underlines that what is primarily expected of these is the return of the lost national dignity of the Greeks. The new government which will most likely emerge from these elections, will be expected to apply a new economic policy that is not based on the announcement of non-existent success stories, and will not allow the troika to impose measures which are known in advance to be wrong and ineffective, nor will it permit the foreign press to humiliate and degrade the Greek people. MND refers to the recent revival of the threat concerning a GREXIT, which aims at influencing the Greek voters in an unholy and undemocratic manner and simultaneously indicates the panic that has taken over its European partners, about what can happen due to the changing policy towards Greece's lenders. Indeed, a large portion of the foreign press has undertaken a campaign to terrorize the Greeks in relation to the Armageddon waiting for them if they dare to vote for another party apart from the one already in power. And this campaign went so far as to endanger even the liquidity of the Greek economy. Therefore, a new situation in Greece capable of ensuring the people their lost national dignity could be miraculous.*

### Key words

*Greece, drachma, euro, neoliberalism, debt.*

### Classification JEL

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

Tout au long de ces six dernières années, la Grèce a été cruellement éprouvée en tant que cobaye dont les néolibéraux fanatiques de la planète espéraient l'ultime justification de leurs activités. C'est-à-dire qu'ils croyaient naïvement que leur modèle d'austérité, qui est un échec complet partout où il a été appliqué, finirait par avoir quelques résultats positifs en Grèce. Or, leurs espoirs, comme on aurait dû s'en douter dès le début, se sont avérés vains cette fois encore, et au lieu du triomphe attendu, la Grèce s'est effondrée et sa population appauvrie. La destruction d'une part importante de la base productive de l'économie semble irrémédiable, avec pour résultat un PIB en recul de 30 % et plus par rapport à son niveau d'avant la crise, et un retour du niveau de vie de ses citoyens à celui de 1980. Le chômage officiel a atteint le taux vertigineux de 27 % tandis que son taux réel dépasse les 30 % de la population active, un commerce sur trois a mis la clé sous la porte et la population s'est à tout point de vue complètement appauvrie.

Les tenants impénitents des mémorandums, qui ont intégré cette politique macroéconomique inhumaine, s'efforcent de démontrer des réussites là où tout n'est que ruines, et osent faire valoir comme prouesse un excédent primaire équivoque et sanguinaire, provenant – tenez-vous bien – d'un revenu coulé et non en hausse, comme cela devrait être. Pourtant, ce qu'il faut de toute urgence, c'est un changement radical de politique, lequel amènerait un changement de politique économique, autrement dit l'abandon de l'austérité. Je rappelle que cette austérité asphyxiante imposée à la Grèce, en plus de sa forme cruelle, s'est avérée parfaitement inefficace : la dette, de 120 % du PIB a augmenté, précisément à cause des mémorandums, pour atteindre 177 %, et de viable qu'elle était en 2009, elle est clairement devenue non viable en 2014.

Contre ce changement et pour le maintien de l'environnement génocidaire des mémorandums, ciel et terre ont été remués, non seulement en Grèce mais aussi à l'étranger. La presse européenne et internationale consacre de nouveau ses *Unes* à la Grèce et à la catastrophe totale sensée s'abattre sur elle si, enfin, elle ose changer de cadre politique. Cet intérêt, de toute évidence, n'est pas uniquement centré sur la Grèce, mais exprime plutôt l'état de panique du système face à ce qui peut arriver dans la zone euro au cas où le GREXIT devienne inéluctable. Et, justement, la reprise de ce débat qui s'était nettement éloigné ces derniers mois, peut être vue comme un baromètre du risque de démantèlement de l'euro, qui s'est réduit sans pour autant disparaître, par le possible retrait de la Grèce. Et j'ajouterais que la flambée de réactions contre la politique d'austérité, dans presque tout le sud de l'Europe, prouve exactement le contraire : à savoir que le danger de l'effet DOMINO existe toujours.

*Les élections législatives grecques, qui décideront du changement ou de la continuité dans la même politique sans issue, se tiendront le 25 janvier 2015.*

Et d'ici là, il ne fait aucun doute que vont s'intensifier les menaces contre le changement et s'enflammer les descriptions des dangers auxquels le pays et sa population sont supposés s'exposer si celle-ci ose voter pour le changement. Un syndrome napoléonien, dirais-je, l'expression de la politique de la voie unique qui est celle de l'actuel gouvernement, lequel apparaît comme le seul garant de la stabilité et du progrès, tandis que les six années de sa politique ne peuvent se prévaloir que de destructions. Le monde se montre embarrassé et a peur, car la campagne en faveur d'un non-changement persiste dans la certitude de la venue

d'une nouvelle situation pire que l'actuelle. Et bien qu'il soit difficile d'imaginer une aggravation de l'enfer régnant, une partie de la population, celle qui a encore un travail, qui n'a pas perdu sa maison, qui peut encore couvrir ses besoins de base, est terrorisée.

Le besoin de changement est maintenant impérieux, et j'ajouterais encore que c'est une question de vie ou de mort pour la Grèce de 2015 qui a tout perdu en l'espace de ces six dernières tragiques années. Et bien qu'il ne soit nullement certain que ce changement arrive, et bien que même s'il venait, le nouveau gouvernement aurait à affronter une situation extrêmement difficile, surtout si la guerre de dénigrement continue, je vais me limiter ici à une seule et unique performance qu'il devra absolument réaliser, et dont j'espère qu'il sera à la hauteur.

Je pense plus précisément à l'effort qu'il doit faire pour rendre aux Grecs la dignité nationale qui leur a été prise d'une façon brutale et barbare par de nombreux et divers moyens. Et il est superflu de rappeler le fait qu'une nation peut survivre pendant longtemps en dépit des privations et des épreuves, mais est vouée à disparaître si elle doit vivre sans fierté nationale, sans croire aux aptitudes de sa race, sans dignité. Et, pour son malheur, ce défaut constitue la conséquence la plus dramatique des mémorandums et de l'acceptation servile de leur contenu par les gouvernements grecs. Ceux-ci ont accepté sans se plaindre, et qui plus est, avec des efforts visibles pour les appliquer fidèlement, les diktats si ahurissants, si méprisants, si problématiques de la troïka comme, pour n'en citer que quelques-uns, le licenciement injustifié de milliers d'employés de la fonction publique qui, en bloc et sans aucune preuve, ont été accusés d'inaptitude, de corruption et d'imposture, comme la transformation du marché du travail en jungle, comme l'expulsion de chez eux de tous ceux qui ne peuvent régler leurs dettes, comme la destruction progressive de l'État-providence etc., etc.

Ce sont ces gouvernements qui ont laissé un peuple entier sans défense face aux accusations qui le disaient paresseux, récusable et presque incapable, sans alléguer aucun des nombreux arguments fondés pour expliquer comment nous en sommes arrivés là, nous et le reste de l'Europe du sud. Sans parler de la dette de l'Allemagne envers la Grèce et dont le montant dépasse celui que la Grèce doit aux banques. Sans oser parler des aspects opaques d'une dette honteuse, insupportable et odieuse. Ne voulant avoir aucun rapport et surtout ne voulant pas s'empresse d'exploiter en faveur de leur patrie l'ERREUR du plan de sauvetage de la Grèce que le chef macro-économiste du FMI Olivier Blanchard et d'autres économistes distingués ont avoué avoir faite au début de 2013. Sans essayer d'utiliser le GREXIT comme une arme, mais plutôt en le retournant contre leur pays, se mettant du côté de ses créanciers. Sans avoir non plus conçu avec la rigueur nécessaire, un plan de sortie de l'euro, qui analyse pas à pas ce qui doit être fait pour en limiter les effets néfastes et garantir les chances de succès.

Il y a de cela quelques dizaines d'années, j'ai suivi en tant que doctorante à la L.E.S., un cours exceptionnel de W. ROSTOW à l'université d'Oxford, où il démontrait qu'historiquement, un grand nombre d'économies développées se sont engagées dans un développement agressif après avoir subi des attaques contre leur dignité nationale par l'étranger. J'espère que le peuple grec, qui semble faible, terrorisé, indécis et surtout méprisé, pourra s'en sortir et accomplir de grandes choses, si les futurs dirigeants parviennent à lui rendre sa dignité nationale perdue. À compter de là, je pense que le changement, quel qu'il soit, doit se mettre en marche car il est la condition *sine qua non* à tout le reste, aussi bien les épreuves difficiles que celles porteuses d'espoir. Le peuple grec a prouvé à maintes reprises par le passé qu'il

peut renaître de ses cendres. S'il a des chefs qui l'inspirent et le sortent de l'obscurité pour le conduire vers la lumière. Qui se montrent confiants envers ses capacités, et promeuvent les moments glorieux de son histoire. Qui imposent des politiques plus justes de répartition du revenu au lieu de renforcer les inégalités de toutes sortes.

Je ne sais pas si et dans quelle mesure une nouvelle situation politique permettra de réaliser tout ce dont a besoin notre peuple pour renaître. En revanche, ce que je crois, c'est que ce changement est absolument nécessaire, ne serait-ce que parce qu'il amène avec lui l'espoir d'une amélioration qui malheureusement a cruellement manqué tout au long de ces six dernières années. Et c'est pour cela que je crois encore que l'accumulation planifiée de situations apocalyptiques imaginaires qui vont soi-disant s'abattre sur le pays s'il a l'audace de voter pour le changement, et qui se répètent de multiples façons sous la baguette des dirigeants grecs et étrangers, va résolument à l'encontre des capacités potentielles de la Grèce. La pire mais aussi la plus criminelle de toutes est la création d'un état d'insécurité et de peur autour de la monnaie et de la liquidité. Dans toutes les universités du monde où j'ai eu l'occasion de passer, l'interdiction absolue de lancer des rumeurs qui mettent en danger la monnaie faisait partie de l'enseignement de base de l'économie, lesquelles rumeurs peuvent d'ailleurs donner lieu à des poursuites judiciaires. Il est possible, naturellement, que ces questions importantes et bien d'autres encore qui font partie du domaine macroéconomique ne figurent pas dans les études supérieures bancaires. Par contre, je me demande avec inquiétude jusqu'où peut aller le désir de rester au pouvoir et de s'accrocher à un fauteuil gouvernemental ? Peut-il aller jusqu'à l'assassinat pur et simple de l'économie ?

*30.12.2014.*

## Les conséquences de la crise de l'endettement du Sud Européen sur le marché du travail<sup>1</sup>

**Maria NEGREPONTI-DELIVANIS**

Université Macédonienne de Thessalonique, Grèce  
delimar@uom.gr

### **Résumé**

*La prévalence absolue du néolibéralisme extrême qui a encadré la mondialisation et l'avènement des nouvelles technologies a créé des conditions favorables pour l'adoption de réformes non orthodoxes du marché du travail. Ces nouvelles relations de travail, qui ont supprimé toutes les formes de protection des travailleurs, ont eu d'innombrables conséquences macro et microéconomiques défavorables et hautement risquées, avant même le déclenchement de la crise de 2007. La reconnaissance de l'hypothèse erronée selon laquelle les salaires des travailleurs sont un coût et rien d'autre pour la production et non une demande active a dangereusement séparé celui-ci de la productivité, et renversé les parts traditionnelles du travail et du capital. Les inégalités de distribution en hausse constante ont fait baisser la demande, ont créé un chômage durable, ont désorienté la consommation, ont fait diminué le rythme de croissance des économies de l'UE et ont établi une dette publique durable et en hausse. En conclusion, des changements radicaux dans la politique économique européenne plus large sont jugés nécessaires car l'éclatement de l'UE semble inévitable.*

### **Mots-clés**

*libéralisme, conservatisme, conditions des travailleurs, productivité, endettement, austérité, parts du travail, réformes, chômage.*

### **Abstract**

*The absolute prevalence of extreme neoliberalism, which accompanies globalization, and the advent of new technologies has created favorable conditions for adopting unorthodox labor market reforms. These new labor relationships, which destroyed every form of protection for workers caused an endless series of unfavorable and very dangerous macro and microeconomic consequences, even before the outbreak of the crisis of 2007. The admittance of the erroneous assumption that wages are just a production cost and not active demand as well, led to the dangerous separation of wages from productivity, and the overthrow of traditional labor and capital shares. The constantly rising distribution inequalities reduced demand, created enduring unemployment, disoriented consumption, diminished the growth rate of the EU economies and established a lasting and rising public debt. In conclusion, there is a need for radical changes in the wider European economic policy, otherwise the EU breakup seems inevitable.*

### **Key words**

*liberalism, conservatism, working conditions, productivity, be in debt, austerity, parts of labor, reforms, unemployment.*

---

<sup>1</sup> Présenté au Colloque d'Ismir organisé par l'Université d'Ismir et le Cedimes, 2.11-4.11.2011 et publié dans le No spécial du colloque.

**Classification JEL**

*J24, J31, J32, J33, J4, J58, J81.*

**Introduction**

Les néolibéraux, tout de suite après la chute du régime soviétique, ont joué un rôle décisif dans les transformations dramatiques survenues sur le marché européen du travail. Cette domination néolibérale est le produit des idées léguées par les nobélites F. von Hayek<sup>1</sup> et M. Friedman<sup>2</sup>. D'un conservatisme sans borne, ce néolibéralisme fanatique qui a également enfanté la mondialisation<sup>3</sup> laquelle a, à son tour, coïncidé avec le passage du capitalisme à l'actuel stade post-industriel, ou immatériel ou encore informatique. Le grand rêve des dirigeants européens, qui est de faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde, et leur admiration sans faille pour le modèle non protectionniste américain, ont conduit, en 2000, à l'agenda de Lisbonne, qui s'est finalement avéré être un véritable fiasco. Même si cet agenda n'a pu atteindre ses ambitieux objectifs, il aura conduit à une vaste gamme de réformes dans le marché du travail, qui toutes visent à en accroître le degré de flexibilité. Ces réformes, qui rognent un à un les droits des travailleurs, acquis après de longues luttes sociales, se basent sur une logique tout à fait arbitraire. En d'autres termes, ces réformes ont tout simplement mené à la suppression du plein emploi, et l'ont remplacé par un régime dénué de toute protection et de toute sécurité.

Les réformes poursuivies par le directoire de l'UE se sont ajoutées aux effets négatifs de la surabondance du travail non-qualifié, due à :

- la baisse significative de sa demande, car remplacée -stade post-industriel oblige- par la nouvelle technologie;
- l'entrée dynamique des pays émergents sur le marché international du travail, qui a augmenté son offre tout en poussant vers le bas sa rémunération ;
- la délocalisation des entreprises des pays évolués vers les pays émergents, mais aussi la simple menace de délocalisation qui a, dans de nombreux cas, gelé le niveau salarial pendant de longues années.

C'est pourquoi, bien avant la seconde grande crise de 2007, le marché du travail européen produisait un chômage permanent, tandis que les conditions de travail ressemblaient souvent à une persécution des travailleurs. Les inégalités entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, entre travailleurs dans les secteurs traditionnels et ceux de la nouvelle économie, entre travailleurs des secteurs tournés vers l'économie interne et ceux tournés vers l'exportation se creusaient toujours plus. Dans ce rapport je vais me limiter aux inégalités entre le travail et le capital. Tout d'abord, il est intéressant de noter le fait que la première grande crise de 1929 s'est accompagnée d'une répartition plus égalitaire, tandis que celle de 2007 a accentué

---

<sup>1</sup> Voir J.-G. Bliet et A. Parguez (2006), *Le plein emploi ou le chaos*, Economica, Paris.

<sup>2</sup> Voir M. Friedman (1971), *Capitalisme et Liberté*, Robert Lafont, Paris.

<sup>3</sup> Voir M. Negreponi-Delivanis (2002), *Mondialisation Conspiratrice*, L'Harmattan, Paris.



terriblement les inégalités<sup>1</sup>. On peut attribuer cette différence au fait qu'en 1929, on était encore en pleines luttes pour les droits des travailleurs, ce qui a joué un rôle positif, tandis qu'en 2007 le processus de destruction de ces droits était déjà bien avancé.

La similarité frappante entre la crise de 1929 et celle de 2007 se trouve plutôt dans le fait que dans les deux cas les responsables, aux Etats-Unis mais surtout en Europe, effrayés par l'inflation pourtant inexistante, se sont empressés de mettre en place des mesures restrictives de politique monétaire, prolongeant ainsi les effets catastrophiques chaque fois, de la crise<sup>2</sup>. L'UE, qui a fait de l'endettement de l'Europe du sud son problème numéro un est ainsi en train de répéter cette erreur. En effet, le problème actuel de l'endettement n'est pas moins que la conséquence de la crise, de cette politique prématurément restrictive. Pour preuve, il suffit de rappeler qu'en 2007, juste avant l'éclatement de la crise, l'ensemble des déficits annuels, ainsi que de la dette de la zone euro ne représentait que 0,6% et 0,8% du PIB de l'UE des 27, et deux ans plus tard ces mêmes taux étaient respectivement de 6,3% et 6,8%<sup>3</sup>.

Dans ce rapport, je vais m'intéresser tout d'abord à certaines mesures prises par l'UE, destinées à faire face à la crise de la dette de l'Europe du Sud et ensuite je vais établir le pronostic de leur impact sur le sort des travailleurs.

## **Section I. Le problème de l'endettement de l'Europe du Sud**

En dépit des accusations hâtives et injustes du directoire de l'UE, d'après lesquelles ce sont les *mauvaises habitudes grecques* qui sont à l'origine de l'endettement de leur économie, l'écroulement de l'ensemble de l'Europe du sud qui a suivi, prouve de façon irrévocable leur manque de fondement.

Je ne vais pas développer ici les différents aspects de l'inefficacité, par ailleurs évidente, du plan de redressement de la Grèce prescrit par la dite troïka (BCE, Commission européenne et FMI). Pour plus de détails sur ce sujet<sup>4</sup>, je vous renvoie à mes analyses précédentes. Je me contenterai néanmoins de souligner ici qu'il est insensé d'espérer qu'un plan aboutissant à l'accroissement de la dette et au déficit à un rythme plus rapide que celui de la croissance de l'économie permette de faire face au problème de l'endettement. Tout de même, cette absurdité du plan de sauvetage de la Grèce -tout comme celui du reste des pays endettés du Sud de l'Europe- présente un intérêt particulier. Car, s'il ne peut régler le problème de l'endettement, il est possible que d'autres objectifs soient visés, moins transparents, mais peut-être considérés par la troïka d'une importance primordiale.

La crise de la dette est survenue à un moment où le marché du travail européen était, à plusieurs points de vue, dans une situation déjà critique. Ainsi dans cette section vais-je

---

<sup>1</sup> Voir A. Cotta (2011), *Le règne des oligarchies*, Plon, Paris, Chapitre 3 et Ross D. (2010), "Consolidation", *The Global Edition of the New York Times*, extrait d'*International Herald Tribune* 18.05.

<sup>2</sup> Voir P. Krugman (2011), «The austerity delusion» *The International Herald Tribune*, 25-26.03.

<sup>3</sup> Voir M. Negreponi-Delivanis (2011), *Toute la vérité sur la dette et le déficit et comment y survivre*, Editions Fondation Delivanis et IANOS (en grec).

<sup>4</sup> Ibidem, pour une analyse détaillée.

brèvement rappeler les conditions prévalant sur le marché du travail, avant la crise de l'endettement de l'Europe du Sud, à savoir les inégalités entre travail et capital. Ensuite, je vais m'attacher à mettre en lumière les raisons qui ont amené à cette brusque détérioration, après la mise en place du plan d'austérité, politique de base adoptée pour résorber la dette.

### **A. La condition des travailleurs avant la crise de l'endettement**

La détérioration de la condition des travailleurs a commencé bien avant que l'on veuille prendre conscience que l'endettement de l'Europe du sud est un problème nécessitant une solution urgente. Et le fanatisme néolibéral, qui avait déjà discrètement préparé le terrain, lui a finalement donné sa touche finale ; c'est aux Etats-Unis que les premiers jalons ont été posés.

#### *1. La longue préparation*

Les néolibéraux attendent depuis longtemps le moment propice pour s'attaquer à toute sorte de protection des travailleurs. Pour eux, c'est la protection des travailleurs qui est responsable du chômage, et des anomalies en général qui empêchent la main invisible d'assurer l'équilibre des marchés. A l'origine, il y a ce programme, désigné sous le terme de "grande société"<sup>1</sup>, et qui est responsable des mutations profondes survenues sur le marché du travail en Europe du Sud. Et, étant le chaînon le plus faible, c'est la Grèce, cela ne fait à présent aucun doute, qui a été choisie pour servir de cobaye. La mise en œuvre de ce programme consistant à modifier le marché du travail a bien commencé en Grèce, mais il a comme objectif final la transformation radicale du régime en vigueur en Europe depuis les 80 dernières années. Plus concrètement, on aura retenu, de la visite qu'a rendue au Premier Ministre Britannique David Cameron dans sa demeure présidentielle en juillet 2010, le Professeur Lawrence Mead, inspirateur des réformes de l'Etat-Providence aux Etats-Unis, que "la Grande-Bretagne doit en finir avec ce fléau qu'est l'aide publique". Ainsi, « le travail, même dans le cas des personnes handicapées devra dorénavant être la condition *sine qua non* pour avoir accès à l'aide publique ». La restriction des dépenses publiques et du rôle de l'Etat dans l'économie répondent à des objectifs idéologiques<sup>2</sup> qui ne peuvent être atteints que par de profondes réformes, et qui ramènent le marché du travail à la jungle du début du 19<sup>e</sup> siècle.

#### *2. La part du travail et du capital dans le PNB (avant la crise de l'endettement)*

Les distorsions sévères dans ce domaine se sont fait sentir, se sont confirmées et se sont consolidées grâce à l'augmentation incontrôlable des profits qui fatalement ont rogné une partie grandissante des salaires. Pendant la période 1943-1982, la part des salaires dans le revenu industriel des économies évoluées était stable, autour de 70%, conformément aux critères de la fameuse fonction de production néoclassique de Cobb-Douglas. Et brusquement, la part des salaires est tombée à 64%. Cette baisse s'est amorcée pendant les années 1985-89<sup>3</sup>. Pendant ce même laps de temps, la part des profits des sociétés du G-7 a atteint des sommets jamais vus auparavant<sup>4</sup>. C'est ainsi que la part des profits dans le PNB des économies évoluées

---

<sup>1</sup> Voir M. Negrepointi-Delivanis (2010), « C'est la fin des droits du travail », *Epikaira* 16.07 (en grec).

<sup>2</sup> Voir "Un Etat-Providence made in USA", *The Observer*, Londres, qui est reparu dans le *Courrier International*, N° 1046, 18-24.11.2010.

<sup>3</sup> Voir OCDE.

<sup>4</sup> Voir Recherche de l'UBS Warbrug.

gonfle sans cesse depuis presque trois décennies, tandis que les parts du revenu ont changé de propriétaire et que des salariés se sont dirigées vers les détenteurs des capitaux ; autrement dit, des parts des salaires ont abandonné le facteur travail pour le facteur capital. C'est ainsi que depuis le début des années 1980, les salariés, subissant des méthodes d'exploitation de plus en plus sophistiquées, ne participent plus aux fruits du progrès économique, mais en plus ils voient leurs salaires réels baisser indépendamment de l'augmentation de leur productivité ; cette exploitation a été rendue possible à la suite d'une longue campagne de neutralisation du rôle étatique, campagne qui, rappelons-le, sert les profits aux dépens des salaires. Conséquences notables de cette campagne toujours en vigueur, la propagation du travail flexible, le système injuste d'imposition, l'augmentation de l'immigration clandestine et la hausse du chômage ; il va sans dire que tout a été fait pour faciliter et même encourager les méthodes d'exploitation des travailleurs.

Les conséquences de ce pogrom contre les travailleurs se sont vite fait sentir dans les parts du PNB. Ainsi, d'après les estimations du FMI<sup>1</sup>, la part des salaires dans les économies membres du G-7 a baissé de 5,8% au cours de la période 1983-2006 et plus précisément, de 8,8% dans les Etats-membres de l'UE<sup>2</sup>. Une autre étude dans cette même voie<sup>3</sup> soutient que la hausse de 30% de l'emploi dans les économies émergentes, au cours de la période 1990-2007, était accompagnée d'une augmentation considérable du *gap* entre les riches et les pauvres et, en comparaison avec les périodes précédentes, les salariés recevaient une part décroissante du progrès et de la montée de la richesse. Sur un total de 73 pays qui ont fait l'objet de cette étude, et sur la base des données statistiques qui en sont ressorties, 53 ont vu la part de leurs salaires dans le PNB baisser pendant les 20 dernières années. Toujours d'après cette étude, la baisse de la part des salaires dans le PNB tourne, dans les économies évoluées, autour de 9%. Ce transfert sans précédent du travail vers le capital a été rendu possible par un gel durable des salaires, au contraire des profits qui augmentaient considérablement. Au niveau mondial, dans la période 1999-2007, alors que la productivité des travailleurs s'est accrue de 30%, le salaire réel n'a augmenté que de 18%<sup>4</sup>. Pendant la période 1995-2005, les spéculateurs en France ont vu leurs revenus de dividendes augmenter de 52%, tandis que le salaire moyen s'est accru seulement de 7,8%<sup>5</sup>. Pour l'année 2007, les dividendes en France se sont accrus de 35%, et le salaire minimum d'à peine 2,05%<sup>6</sup>. Depuis 2006, les profits des actionnaires en France ont augmenté de 33% annuellement, et le pouvoir d'achat des salariés seulement de 1,4%<sup>7</sup>.

Cette situation qui s'est généralisée et échappe maintenant à tout contrôle, aurait normalement dû provoquer la panique chez les leaders du monde entier, puisqu'elle a largement dépassé le seuil critique défini par la théorie dominante<sup>8</sup>. Bien au contraire : outre l'évolution désastreuse

---

<sup>1</sup> Mars 2008.

<sup>2</sup> Commission Européenne.

<sup>3</sup> World of Work Report –TWN Info Service on Finance and Development (oct. 08.06) 23 octobre 2008, third World Network-Labour: income inequality expected to rise due to financial crises, publié dans *Suns*, N° 6571, 20 Octobre 2008.

<sup>4</sup> Voir P. Artus/M.-P. Virard (2008), *Globalisation, le pire est à venir*, La Découverte, Paris, p. 33.

<sup>5</sup> Voir l'hebdomadaire *Marianne*, 4.3.2006.

<sup>6</sup> Voir Fr. Ruffin (2008), «Partage des richesses : la question tabou», Manière de voir, *Monde Diplomatique*, N° 99, Bimestriel, Juin-Juillet.

<sup>7</sup> Voir *La Croix*, 16.1.2006.

<sup>8</sup> D'après la fonction néoclassique de Cobb-Douglas, qui fixe les relations des salaires et des profits.

désastreuse et les perturbations sur le marché du travail, dues au fait que le capitalisme est passé à un stade supérieur, il y a encore et surtout la politique choisie par le directoire de l'UE, pour faire face à l'endettement. C'est justement cette stratégie qui s'avère particulièrement agressive, surtout que pendant ce temps, les gouvernements nationaux ont préféré rester passifs, rejetant la responsabilité de la dégradation du marché du travail sur la mondialisation.

### **B. L'austérité sans limite**

Le coup de grâce porté à la condition des travailleurs aura été, cela ne fait aucun doute, l'adoption par les dirigeants de l'UE d'une politique extrêmement sévère en Europe, notamment dans les régions surendettées. Issue du fanatisme néolibéral, cette politique d'austérité a finalement aggravé dans des proportions considérables le problème de l'endettement de l'Europe du Sud qu'elle était censée corriger. Elle s'est en plus avérée catastrophique pour les travailleurs européens, étant donné que l'austérité attaque le travail sous différents angles : hausse du taux de chômage qui amenuise la capacité de négociation des travailleurs ; restriction des dépenses destinées à l'Etat-Providence ; gel des salaires, contrairement aux profits qui ne cessent d'augmenter ; découragement de la consommation ; hausse des impôts, qui touche essentiellement les plus démunis, sachant que les *riches* trouvent toujours le moyen d'y échapper<sup>1</sup>, recourant aux paradis fiscaux, mais profitant aussi des traitements particulièrement favorables qui leurs sont offerts par les Etats, quels qu'ils soient. A titre indicatif, on peut mentionner le fait que les 450 familles allemandes les plus riches ne sont pas imposées à plus de 34% de leur revenu<sup>2</sup>, tandis que récemment le gouvernement Sarkozy en France a annoncé que l'indice le plus élevé d'imposition ne dépasserait pas les 50%<sup>3</sup>.

La politique néolibérale se base sur l'idée que la résorption de la dette et des déficits ne peut passer que par l'austérité. Or, en dépit des sacrifices souvent démesurés que cette politique impose, il s'avère que ces objectifs sont impossibles à réaliser. D'après les conclusions de l'Institut Britannique<sup>4</sup>, une telle politique « va imposer aux économies les plus faibles de l'Europe une baisse de leur niveau de vie jamais vue auparavant en période de paix ». Cependant, même si l'austérité ne peut en aucun cas offrir de solution au problème de l'endettement de l'Europe du sud, elle sert de cheval de Troie aux néolibéraux pour réaliser leur grand rêve, qui est de renverser l'Europe sociale.

La crise de l'endettement a d'ailleurs donné naissance à un nouveau pacte, dénommé *pacte de compétitivité* et qui induit l'austérité permanente aux économies de l'Europe du sud ; l'interdiction des déficits budgétaires sera inscrite à cet effet dans la Constitution.

---

<sup>1</sup> Voir Interview de Paul Krugman dans *Alternatives Economiques*, 10.2008, H. Kempf (2007), *Comment les riches détruisent la planète*, éditions du Seuil, pp. 64-65. *Alternatives Economiques*, 9.2008, "Sarkozy set to abandon cap on taxes paid by rich" (2011), *The International Herald Tribune*, 04.03, H. Kempf (2011), *L'oligarchie ça suffit, Vive la démocratie*, éditions du Seuil. Paris, p. 35.

<sup>2</sup> D'après une recherche de DIW.

<sup>3</sup> Voir "Sarkozy set to abandon cap on taxes paid by rich" (2011), *The International Herald Tribune*, 04.03.

<sup>4</sup> Voir Center for Economic and Business Research.

Il est certain que le seul fanatisme idéologique ne peut justifier les sacrifices infligés aux travailleurs européens. Car, à travers cette austérité généralisée et durable dont la raison d'être est la baisse supposée des dettes et des déficits, c'est le revenu des travailleurs qui est menacé. Comme le fait remarquer *Joseph Stiglitz*<sup>1</sup>, ce n'est pas la première fois que cela se fait : « la restriction des déficits cache un effort d'amenuisement de la protection sociale, de la progressivité des impôts et du rôle et de la taille de l'Etat ».

## **Section II. Quelques aspects du nouveau marché du travail - le sort des travailleurs de l'Europe du sud**

On a longtemps reproché aux travailleurs, surtout en Europe, d'être responsables de l'insuffisance de la compétitivité européenne, et du taux élevé de chômage, sous prétexte qu'ils exigeaient des rémunérations dépassant soi-disant leur productivité. C'est pourquoi les travailleurs ont accepté, sans trop réagir -puisqu'ils se sentaient coupables- la dégradation progressive de leurs droits. Précisons tout de même ici que ces droits, pour lesquels ils se sont jadis longtemps battus, ont été acquis pour se protéger des divers types d'exploitation patronale, et que malgré cela leurs luttes n'ont jamais cessé, le patron étant toujours par définition, en position de supériorité vis-à-vis de ses employés<sup>2</sup>. Aujourd'hui, les réformes qui touchent l'ensemble du marché du travail européen gagnent rapidement du terrain. En Grèce, où pour diverses raisons tout a commencé, les contrats collectifs, l'interdiction des licenciements abusifs, le régime du plein emploi, le salaire minimum, les congés payés, les horaires fixes, la permanence de l'emploi, et tout le reste appartiennent désormais au passé. L'Europe sociale n'existe plus.

### ***A. Les nouvelles caractéristiques du marché du travail***

#### ***a. La fin du plein emploi***

Le principal objectif de la transformation du plein emploi en travail atypique, flexible ou élastique est justement l'abolition de toute protection de l'emploi et assurance sociale. Le travailleur doit vivre dans l'incertitude complète. Il ne doit avoir aucune certitude : ni de la durée journalière de son travail, ni de la durée de son contrat, ni du niveau de son salaire, ni de ce qui peut se passer en cas de maladie (pour lui-même ou sa famille), ni de ce qu'il deviendra au cas où il perd son emploi. Alain Greenspan, l'ancien gouverneur de la BCA, a admirablement bien présenté cette situation<sup>3</sup>, déclarant que « l'insécurité des travailleurs est l'achèvement le plus important vu qu'elle les oblige à être aussi productifs que possible ». Derrière ces nouvelles formes d'emploi se cache un mépris inacceptable de la personne humaine, qui se voit continuellement rabaisée et sombre inexorablement dans l'extrême misère.

Le plein emploi est le seul régime capable d'entretenir une relation de confiance entre employeur et employés, d'instituer le travail comme droit et de garantir de bonnes conditions de sécurité aux travailleurs ; voilà pourquoi les néolibéraux y sont tellement hostiles. La

---

<sup>1</sup> <http://www.state.com/id/2276960?nav=wp>

<sup>2</sup> Voir M. Negreponi-Delivanis (2007), *Les Réformes, L'holocauste des travailleurs en Europe*, Fondation Delivanis et Editions Livanis, Athènes (en grec), p. 39.

<sup>3</sup> Voir *Journal Kathimerini* de 09.04.2006 (en grec).

disparition du plein emploi emporte avec elle les quelques acquis sociaux des travailleurs, à savoir les horaires fixes, les contrats collectifs, le salaire social minimum, etc.

Les travailleurs Européens, même s'ils y sont opposés, n'ont d'autre choix que d'accepter ces nouvelles formes d'emploi, puisqu'elles représentent désormais une part toujours plus grande des nouveaux postes. L'absence de toute sécurité de l'emploi est essentiellement due à la durée devenue en moyenne extrêmement courte des contrats d'engagement. A titre d'exemple, citons que la durée des contrats n'est en moyenne que de 9,5 jours en France, 19 jours en Finlande, 145 heures en Norvège, moins de 3 mois en Allemagne et moins d'un an en Autriche<sup>1</sup>.

*b. Le salaire ne dépend plus de la productivité du travailleur*

Les marges d'exploitation augmentent dès lors qu'on accepte que le salaire puisse être inférieur à la productivité du travailleur. Il va sans dire que cette logique est rejetée en bloc par les néoclassiques, ce qui explique que l'hypothèse d'exploitation n'existe pas dans leur univers, sauf en tant que position de déséquilibre. Pourtant, dès 1993 l'UE conseille aux Etats-membres de rémunérer les travailleurs avec des salaires inférieurs à leur productivité. Et tout récemment, le *pacte de compétitivité* proposé et soutenu par l'Allemagne, dans le cadre de la politique générale d'austérité, impose une baisse définitive des salaires -indépendamment du niveau d'inflation et de productivité- afin de pouvoir contrôler dans l'avenir les déficits et la dette. Ces mesures vont appauvrir encore plus les économies endettées de l'Europe et vont aggraver davantage les inégalités de toutes sortes, sans pour autant que cela rende possible le contrôle de dettes et des déficits. Ajoutons que de telles politiques concernent essentiellement les pays fragiles de l'Europe et pas l'Allemagne qui, elle, en tire tous les bénéfices et préserve son Etat-Providence<sup>2</sup>.

*c. Le salaire considéré uniquement comme coût de production*

Le plan en cours qui s'attaque au marché du travail vise à un retour au modèle du début du 19<sup>ème</sup> siècle. Parmi les nombreux aspects de ce modèle qu'on pensait à jamais dépassé, il en est un qui réduit le facteur *travail* à son seul coût et néglige l'autre aspect qui est la demande effective. Les néolibéraux, exactement comme les classiques, ne se préoccupent pas du niveau de la demande, considérant celle-ci comme une dérive de l'offre. C'est pourquoi la maximisation des profits par l'exploitation des travailleurs ne leur semble pas dangereuse. Génératrice de cette idée sans doute, la panique de la BCE qui, en pleine récession, vient d'annoncer que le problème majeur de l'Europe est l'inflation et qu'il faut par conséquent accroître le taux d'intérêt ; décision dévastatrice, non seulement pour l'UE dans son ensemble, dont la croissance est anémique, mais aussi et surtout pour les économies endettées qui ne peuvent honorer le service de leur dette.

Il est vrai que la mondialisation, elle aussi, a joué un rôle majeur dans ce bouleversement du facteur travail. En effet, l'arrivée de la mondialisation a pratiquement coïncidé avec la chute de l'Union Soviétique mais aussi avec l'ouverture à l'économie internationale de la Chine et des autres pays émergents. Je me réfère plus spécifiquement ici au phénomène de la délocalisation des entreprises, qui a eu un effet négatif sur le facteur travail. Non seulement la

---

<sup>1</sup> Voir C. Kopsini (2006), "Temporary employment gaining in popularity between Greeks", *Journal Kathimerini*, édition anglaise, 18.04.

<sup>2</sup> Voir M. Negreponi-Delivanis (2011), *Toute la vérité...op.cit.*, Partie III, Chapitre 2.

délocalisation a servi à justifier la baisse des salaires et à abolir brusquement les droits des travailleurs, mais en plus elle a été utilisée pour faire pression sur la nouvelle Europe ex-socialiste, pour la dissuader de continuer à menacer l'emploi dans la vieille Europe<sup>1</sup>.

## ***B. Les conséquences macroéconomiques***

Les conséquences macroéconomiques des modifications intervenues sur le marché du travail sont fonctionnelles mais aussi institutionnelles. Je vais les aborder séparément.

### *1. Les conséquences fonctionnelles*

#### *a. L'insuffisance de la demande effective*

La baisse des salaires, lesquels constituent le revenu de presque 90% de la population active des économies évoluées, - sans compter évidemment les *golden boys*-, détériore systématiquement le niveau de vie des salariés. C'est pourquoi ces derniers sont de plus en plus obligés de recourir à l'emprunt<sup>2</sup>, faisant tout leur possible pour ne pas changer leurs habitudes de consommation, malgré la baisse de leurs revenus. Mais en même temps, l'augmentation des inégalités, avec d'un côté une baisse des revenus des classes défavorisée et moyenne, et de l'autre une augmentation du revenu des oligarchies, génère inévitablement une diminution de la demande des biens et des services destinés à la satisfaction des besoins de base, et un accroissement de la demande des produits et des services de luxe. Ceci explique le fait que le taux des emprunts contractés par les ménages soit passé de 70% du PIB en 2002 à 95% en 2007<sup>3</sup>. Il apparaît ainsi évident que ces inégalités, pour la première fois si profondes, ont une lourde responsabilité dans l'endettement des économies européennes. Pour sortir du cercle vicieux engendré par leur propre système, celui qui aboutit à une insuffisance permanente de la demande face à l'offre, les néolibéraux l'ont remplacé par un autre système, basé lui sur l'endettement des salariés<sup>4</sup>.

#### *b. La désorientation de la demande*

L'effet pourtant le plus dramatique de cette baisse continue des salaires et de la hausse régulière des inégalités est une désorientation de la demande de consommation, dans chaque économie mais aussi globalement. C'est alors que la demande des produits de base baisse de façon constante, cédant la place à la demande de produits et de services de luxe. Conséquence de cette mutation, l'offre des produits de base diminue également, leur prix augmente et c'est ainsi que s'est développée une nouvelle forme de pauvreté. Cette désorientation, due à l'accroissement incontrôlable des inégalités, peut aussi expliquer la famine dans le monde, puisque les meilleures terres ne servent plus à cultiver des produits agricoles de base mais des produits de luxe tels que le cacao, le thé ou le tabac, qui font la préférence des plus riches et assurent un profit élevé, ou encore à l'élevage<sup>5</sup>. D'autre part, les salariés, inquiets de la

---

<sup>1</sup> Voir M. Negreponti-Delivanis (2007), «Mondialisation, Elargissement Européen et Délocalisation des Entreprises». Volume en l'honneur de Phaidon I.Kozyri, éditions A.N. Sakkoula, pp. 309-330 (en grec), et Business Week 19.04.2004, *L'Expansion* N° 707, avril 2006.

<sup>2</sup> Voir F. Lordon, «Crises financières, surtout n'en tirer aucune leçon», *Le Monde Diplomatique*, Mars 2008.

<sup>3</sup> Voir P. Artus/M.-P. Virard (2008), *Globalisation, le pire est à venir*, La Découverte, Paris, p. 101 (note).

<sup>4</sup> Voir S. Halimi, «Wall-Mart à l'assaut du monde», *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2006.

<sup>5</sup> <http://www.fao.org/NEWS/1998/981103-htm>

disparition progressive de la sécurité de l'emploi au profit de la généralisation du travail flexible, mais aussi de l'augmentation du chômage, se tournent de plus en plus vers l'achat de produits bon marché et par conséquent de moins bonne qualité. Le cas des supermarchés Wall-Mart est d'ailleurs particulièrement significatif, puisque leur chiffre d'affaires est passé de 290 milliards d'euros avant la crise à 401 milliards après son déclenchement<sup>1</sup>. Précisons que cette préférence pour les produits Wall-Mart ne répond pas à un choix des consommateurs et par conséquent, ne leur offre qu'un bien faible sentiment de satisfaction, comme le montre le classement très bas de ces supermarchés dans les préférences-indépendantes du montant de leur revenu- des consommateurs : 56<sup>o</sup> dans un total de 59<sup>2</sup>.

*c. La maximisation du profit provenant aussi de la baisse de l'emploi*

Les réformes apportées sur le marché du travail ont entre autres été prétexte à des licenciements massifs, l'objectif étant la maximisation des profits. A titre indicatif, mentionnons le cas de la célèbre firme automobiles Volkswagen, qui décida de licencier 85.000 ouvriers afin d'accroître ses profits qui sont passés de 1,1 milliard d'euros à 5,1 milliards<sup>3</sup>. Par ailleurs, les nouvelles technologies ont fortement réduit le besoin des entreprises en quantité de travail ; l'augmentation plus récente du nombre d'heures de travail par employé, associée à la baisse de sa rémunération, a néanmoins conduit au même résultat. Et puis on remarque aussi une nette préférence des entrepreneurs actuels pour le travail au noir, qui accentue la tendance à la baisse du niveau moyen des salaires.

*d. Le découragement des propensions au développement*

D'autre part les inégalités de répartition et l'austérité sans limite ont abouti à une surabondance de l'épargne dans l'économie mondiale mais aussi à l'échelle européenne. Or, l'épargne ne s'investit pas à l'économie réelle, -à cause de l'insuffisance de la demande effective- elle se dirige par contre vers les bourses, produisant de plus en plus souvent des bulles, ou se transforme en thésaurisation, en général sous forme d'or. Les profits relativement bas peuvent offrir un cadre favorable aux innovations ; par contre, les conditions prévalant en Europe dans ce domaine sont plutôt décourageantes. En effet, on observe que le travail normalement rémunéré se substitue au travail bon marché, tendance qui rend difficile la réalisation du rêve européen : faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde.

*e. La croissance économique ne profite plus au bien-être des citoyens*

Dans nos sociétés modernes, on a fini par accepter le fait que la croissance conduit *fatalement* à une concentration excessive de la richesse publique dans des mains très peu nombreuses, qu'elle est synonyme de l'accroissement continu de la pauvreté et du nombre des travailleurs pauvres, de l'augmentation du nombre des citoyens exclus des fruits du progrès, d'une hausse constante du chômage. On revient ainsi à l'ancien indice uniquement quantitatif, le seul jusqu'aux années 90, et qui évaluait le développement économique uniquement en fonction de l'évolution du revenu par tête. Cet indice qui, à plusieurs points de vue, comportait des lacunes, a ensuite été complété par un indice composite qui comprend en plus toute une série de critères qualitatifs tels que l'espérance de vie, l'amélioration du niveau d'éducation, une plus grande égalité entre les sexes, le niveau de vie permettant à la personne un élargissement

---

<sup>1</sup> Voir "Le caddie de supermarché, ce baromètre de confiance", Newsweek-New York, *Courrier International* N° 970, 4-10 Juin 2009.

<sup>2</sup> Voir Consumer Reports, Mai 2009.

<sup>3</sup> Voir Ch. Thomas (2006), "VW offers 85.000 workers a buyout", *International Herald Tribune*, 02.06.



du choix de son mode de vie, etc<sup>1</sup>. Cet indice complexe, et évidemment beaucoup plus précis et fiable que le précédent, sans avoir été officiellement abandonné, a cependant été invalidé et même remplacé par d'autres, qui accentuent les inégalités et l'hostilité entre les différentes économies et conduisent à la paupérisation des travailleurs. Il s'agit, entre autres de l'indice qui est censé mesurer le degré de compétitivité/développement d'une économie, soit sa part dans le commerce international ; il s'agit aussi de l'indice qui montre une réduction dramatique de l'aide accordée par les pays évolués aux pays pauvres. Mentionnons l'UE enfin et son obsession de la stabilité strictement monétaire, qui réduit les dangers du déplacement du capital international, mais qui entrave la réalisation du rythme de croissance rapide en maintenant le chômage à un niveau élevé et ne permet pas l'amélioration du sort des travailleurs.

## *2. Les conséquences institutionnelles*

Les transformations fonctionnelles sur le marché du travail ont été renforcées par celles que l'on peut considérer comme institutionnelles. Il s'agit de l'émergence d'un capitalisme sauvage, qui combine une mondialisation conspiratrice<sup>2</sup> et un néolibéralisme fanatique. Voici quelques unes de ses caractéristiques :

### *a. Une spéculation dominante*

La spéculation a plusieurs aspects, mais je vais ici me limiter à l'évolution incroyable de cette partie du capital. Il s'agit du capital qui se déplace, dans l'économie mondialisée, à une vitesse ahurissante, d'un côté de la planète à l'autre, à l'affût d'une maximisation du profit. En 1971, la part de ce capital représentait 10% du total, et aujourd'hui elle représente 95%. La somme atteinte par cette partie du capital s'élève à 2 milliards de dollars par jour<sup>3</sup>. Les spéculateurs veulent des profits rapides et faciles et c'est là qu'ils se distinguent nettement des entrepreneurs traditionnels, puisqu'ils se préoccupent peu ou pas du tout de leur réputation sur le marché. Autrement dit, le placement profitable du capital contemporain, dans l'économie réelle, n'est pas particulièrement recherché, son accumulation étant, d'une façon ou d'une autre, assurée par la succion permanente des revenus de la classe défavorisée et de ceux de la classe moyenne.

### *b. Une corruption hors contrôle*

La corruption du nouveau capitalisme a pris une dimension incontrôlable, dont je vais présenter deux aspects : primo la dimension des paradis financiers et secundo la spéculation sur les produits agricoles de base.

#### *(\*) Les paradis fiscaux*

La tolérance de la fraude fiscale face à l'expansion prodigieuse des paradis fiscaux a très certainement à faire avec la philosophie du régime néolibéral, complétée par la mondialisation, et d'après laquelle la liberté atomique se réduit dès lors que les impôts deviennent obligatoires. Ainsi, le nombre des paradis fiscaux est estimé<sup>4</sup> à 60-80, tandis que

---

<sup>1</sup> Depuis 1990 les rapports annuels des Nations-Unies classifient l'ensemble des pays sur la base d'indices composites qui mesurent le Développement Humain.

<sup>2</sup> Voir M. Negrepointi-Delivanis (2002), *La mondialisation conspiratrice*, L'Harmattan, Paris

<sup>3</sup> Voir N. Chomsky (2006), *Deux heures lucides*, Livanis, Athènes (traduction grecque), p. 85

<sup>4</sup> Voir *The Economist-Special report on offshore finance*, 24 février 2007.

l'évasion fiscale s'élève à 225 milliards de dollars par an. Quant aux dépôts dans ces paradis, ils sont estimés à 11,5 trillions de dollars<sup>1</sup>. La crise a révélé<sup>2</sup> que certaines méthodes douteuses qui ont conduit à la crise venaient justement des paradis fiscaux ; leur contrôle permettrait donc d'éviter d'autres crises. Mais on ne peut que déplorer le fait que ces sommes colossales, qui pourraient si facilement renflouer les économies lourdement endettées, n'ont jamais fait l'objet de quelque contrôle que ce soit.

(\*\*) La spéculation sur les produits agricoles de base

Une spéculation criminelle s'est substituée, après la crise de 2007, à celle de l'immobilier. Il s'agit de la spéculation sur des produits agricoles de base et même sur l'eau, qui fait monter les prix et cause la famine et la mort de millions de personnes dans les pays pauvres. A titre d'exemple, citons la déclaration de la compagnie MIC qui, pour attirer les spéculateurs, n'hésite pas à annoncer que « les produits de base sont la meilleure occasion de la décennie » et c'est pour cela que « la compagnie a décidé de se spécialiser dans les produits agricoles et l'eau ». Et c'est ainsi qu'elle a « assuré à ses quelques 2500 membres des profits de 93%, uniquement par le blé »<sup>3</sup>. La société ABN s'est spécialisée quant à elle dans la spéculation du riz, assurant à ses membres des profits de 20% en moins de 3 semaines<sup>4</sup>. Ainsi, en mai 2008 les prix des produits agricoles de base ont-ils augmenté de 84%, provoquant la mort de millions de pauvres, surtout en Asie. Et cette spéculation abominable continue...

*c. Des bulles et des crises de plus en plus fréquentes*

A partir du moment où ces conditions prédominent dans l'économie mondiale et dans les bourses, où le laissez-faire et le laissez-passer sont rois, et où les gouvernements nationaux n'osent pas y toucher, nous sommes tous condamnés à vivre sous le règne des banques, et à en payer les conséquences : les inévitables bulles qui éclatent l'une après l'autre. Ces bulles en effet, se font de plus en plus fréquentes, dynamisées par la corruption, à savoir la manipulation des actions, dont les prix montent ou baissent en fonction de l'humeur des *golden boys*.

## **Conclusion**

Le pogrom contre les travailleurs européens a commencé avec l'installation dans l'économie globale du régime mondialisé, suivi de près par un libéralisme fanatique et par un capitalisme sauvage. Cette hégémonie contre le facteur travail, et qui apparaît sous de multiples visages, a abouti à l'instauration d'une politique d'austérité en Europe du sud pour soi-disant faire face à son surendettement. La récession profonde qui sévit déjà, dans les régions surendettées de l'Europe bien sûr, mais aussi dans son ensemble, emportant même l'Allemagne dans son sillage, menace la survie même de l'UE-zone euro. La tendance en effet se confirme, l'UE-zone euro est devenue une économie de sous-emploi et de sous-production. Elle a franchi le pas, a décidé de ne pas respecter la règle d'or selon laquelle le niveau du salaire ne doit en aucun cas être inférieur à la productivité du travailleur.

---

<sup>1</sup> Voir A. Smith (2009), «Nowhere to hide», *Time* 30.3.

<sup>2</sup> Voir Rapport du *Government Accountability Office* des Etats-Unis.

<sup>3</sup> World Socialist Web Site, 24.4.2008.

<sup>4</sup> Ibidem.

Quant aux conséquences de cette violente attaque multipolaire contre les travailleurs européens, elles ont de loin dépassé le domaine purement économique et renvoient déjà à une corruption profonde et généralisée des sociétés contemporaines. La recherche effrénée du profit a dépassé la marge de sécurité. De locomotive du progrès, elle est devenue machine de destruction.

Sur le plan économique, la survie de l'UE-zone euro exige de toute urgence une modification radicale de ses bases de fonctionnement. Le fait que nombre de ses dirigeants aient finalement pris conscience de cette nécessité permet quelque espoir. Car, si la situation de l'UE n'évolue pas, ou si les changements nécessaires tardent à se réaliser, le sort de ses travailleurs, à commencer par ceux du sud, ne laisse rien présager de bon. Dans une région en récession continue où la baisse des salaires constituerait la principale stratégie de stabilisation monétaire, les travailleurs serviraient alors à fournir l'Europe riche en main-d'œuvre qualifiée à bon marché. Et, étant donné qu'ils représentent à peu près les 4/5 de la population active européenne, on en vient à se demander sérieusement si, dans ces conditions, il ne serait pas plus sage de quitter l'UE.

### Références bibliographiques

- \*\*\* (2008), *Alternatives Economiques*, 9.2008.
- Artus P. et Virard M.-P. (2008), *Globalisation, le pire est à venir*, Paris, La Découverte.
- Bliek J.-G. et Parguez A. (2006), *Le plein emploi ou le chaos*, Paris, Economica.
- Business Week 19.04.2004, *L'Expansion*, N° 707, 4.2006.
- \*\*\*Center for Economic and Business Research.
- Chomsky N. (2006), *Deux heures lucides*, Athènes, Livanis (traduction grecque), p. 85.
- \*\*\*Commission Européenne.
- \*\*\*Consumer Reports, Mai 2009.
- Cotta A. (2011), *Le règne des oligarchies*, Chapitre 3, Paris, Plon.
- Friedman M. (1971), *Capitalisme et Liberté*, Paris, Robert Lafont.
- Halimi S. (2006), «Wall-Mart à l'assaut du monde», *Le Monde Diplomatique*, Janvier 2006.  
<http://www.state.com/id/2276960?nav=wp>  
<http://www.fao.org/NEWS/1998/981103-htm>
- \*\*\*(2006), *Journal Kathimerini* de 09.04. (en grec)
- \*\*\* *Kathimerini*, édition anglaise, 18.04.
- Kempf H. (2007), *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, éditions du Seuil.
- Kempf H. (2011), *L'oligarchie ça suffit, Vive la démocratie*, Paris, éditions du Seuil.
- Kopsini C. (2006), "Temporary employment gaining in popularity between Greeks", *Journal Kathimerini*, édition anglaise, 18.04.
- Krugman P. (2011), «The austerity delusion" *The International Herald Tribune*, 25-26.03.
- Krugman P. (2008), Interview, dans *Alternatives Economiques*, 10.2008.
- \*\*\* (2006) *La Croix*, 16.1.
- \*\*\* (2009), « Le caddie de supermarché, ce baromètre de confiance » *Newsweek-New York, Courrier International* N° 970, 4-10 Juin.
- Lordon F. (2008), «Crises financières, surtout n'en tirer aucune leçon », *Le Monde Diplomatique*, Mars.
- \*\*\* (2006), *Marianne*, 4.3.
- Negreponi-Delivanis M. (2002), *Mondialisation Conspiratrice*, Paris, L'Harmattan.
- Negreponi-Delivanis M. (2007), *Les Réformes, L'holocauste des travailleurs en Europe*, Athènes, Fondation Delivanis et Editions Livanis, (en grec).

Negreponi-Delivanis M. (2007), “Mondialisation, Elargissement Européen et Délocalisation des Entreprises », volume en l’honneur de Phaidon I. Kozyri, Editions A.N. Sakkoula, pp. 309-330 (en grec).

Negreponi-Delivanis M. (2010), « C’est la fin des droits du travail », *Epikaira* 16.07 (en grec).

Negreponi-Delivanis M. (2011), *Toute la vérité sur la dette et le déficit et comment y survivre*, éditions Fondation Delivanis et IANOS (en grec).

\*\*\*OCDE.

\*\*\*Rapport du *Government Accountability Office* des USA.

\*\*\*Recherche de DIW.

\*\*\*Recherche de l’UBS Warbrug.

Ross D. (2010), “Consolidation”, *The Global Edition of the New York Times*, extrait de *l’International Herald Tribune* 18.05.

Ruffin F. (2008), «Partage des richesses la question tabou», *Manière de voir, Monde Diplomatique*, N° 99, Bimestriel, Juin-Juillet.

\*\*\*(2011), “Sarkozy set to abandon cap on taxes paid by rich”, *The International Herald Tribune*, 04.03.

Smith A. (2009), «Nowhere to hide”, *Time* 30.3.

\*\*\* (2007), *The Economist-Special report on offshore finance*, 24 février.

Thomas Ch. (2006), “VW offers 85.000 workers a buyout”, *International Herald Tribune*, 02.06.

\*\*\* “Un Etat-Providence made in USA”, *The Observer*, Londres, reparu dans *Courrier International*, N° 1046, 18-24.11.2010

\*\*\* (2008), *World Socialist Web Site*-24.4.

\*\*\* (2008), *World of Work Report –TWN Info Service on Finance and Development* (8 oct. 06) 23 octobre 2008, *third World Network-Labour: income inequality expected to rise due to financial crisis*, publié dans *Suns* n° 6571, 20 octobre 2008.

## **Lendemain d'élections<sup>1</sup>**

**Maria NEGREPONTI DELIVANIS**

*Université Macédonienne de Thessalonique, Grèce*

delimar@uom.gr

### **Mots-clés**

*Grèce, élections, sursaut démocratique.*

### **Key words**

*Greece, elections democratic start.*

### **Classification JEL**

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63*

Je tiens tout d'abord à vous remercier de tout mon cœur de votre présence, grâce à l'initiative du Président de l'Institut POMONE, M. Jean-Pierre Gérard, que je remercie aussi vivement ainsi que le Vice-Président, mon collègue et ami Gérard Lafay. Mon livre traduit du grec, *L'assassinat économique de la Grèce et le Dernier Recours : la drachme*, des éditions L'Harmattan, présenté ici aujourd'hui, vient de paraître en France. Ce livre est un cri d'angoisse pour mon pays en perdition, mais aussi un appel à l'aide principalement vers la France, que je considère comme ma deuxième patrie.

Les ravages qui accablent la Grèce depuis cinq ans en raison des mémorandums de la troïka, mais aussi de leur acceptation docile par les autorités grecques, sont génocidaires et nécessiteront des dizaines d'années pour être effacés.

Permettez-moi de vous rappeler, brièvement, quelques données essentielles qui ne laissent aucune place au doute sur le fait qu'en restant dans les mémorandums, nous n'avons aucune chance de nous en sortir. La dette publique en pourcentage du PIB s'élevait avant la crise à 120 % et aujourd'hui, après cinq ans de sacrifices inhumains, elle a grimpé à 177 %. Et je tiens à souligner que la pauvre Grèce pillée, bien qu'elle ait versé aux créanciers, tout au long de ces six dernières années, la somme de 205 milliards d'euros pour le service de la dette, celle-ci ne cesse d'augmenter en termes relatifs et absolus. Il est avéré que la dette grecque était viable avant la crise, alors qu'aujourd'hui, les mesures de soi-disant sauvetage l'ont rendue non viable. Cette catastrophe est tout entière due au plan imposé par la troïka et qui a complètement échoué et ruiné notre PIB. Celui-ci, entre 2008 et 2014, a diminué de 30 %. Aucun pays n'a subi en temps de paix un tel sinistre. Et puis, le chômage officiel touche 28 % de la population active, le chômage réel est estimé à 34 % et chez les jeunes il atteint 60 %.

---

<sup>1</sup> Conférence de presse sur le dernier livre de Maria Negreponi-Delivanis, « L'assassinat économique de la Grèce... » Édition L'Harmattan, et sur les dernières évolutions politiques en Grèce, Paris, 29/01/2015, Institut POMONE, 15h.

Avant la crise, le taux de chômage n'était que de 11 %. Depuis le début de la crise, 200 000 jeunes diplômés ont quitté la Grèce. L'offensive fiscale démentielle, en imposant des taxes supplémentaires issues d'une imagination morbide, parce qu'elle était incapable ou refusait de contrôler l'évasion fiscale, a mis à genoux les travailleurs dont le revenu est grevé à hauteur de 34,4 %, contre seulement 22,5 % en moyenne pour les travailleurs dans les pays de l'OCDE. Les salariés et les retraités ont vu l'impôt sur leur revenu multiplié par 7 depuis 2010, et les travailleurs indépendants ont vu leur impôt sur le revenu multiplié par 9. Notons que cette imposition sauvage, en Grèce, n'apparaît pas dans une période de prospérité, mais dans une période d'effondrement des revenus de la population. Le résultat grotesque, auquel on devait bien sûr s'attendre, est la chute des recettes publiques de 1,5 milliard en 2014, au lieu de l'augmentation naïvement recherchée. En seulement deux ans, 2011 et 2012, les investissements publics ont affiché une chute abyssale d'environ 40 %, et les investissements privés, en 2013, se sont réduits de moitié par rapport à 2007. 115 milliards d'euros ont fui à l'étranger depuis décembre 2009. Les villes, avec leurs innombrables commerces fermés font penser à des villes fantômes : 700 000 fermetures définitives depuis le début de la crise et 6,5 millions de Grecs, sur une population totale de 10 millions survivent près ou au-dessous du seuil de pauvreté. Nos partenaires, en accord avec nos gouvernements au pouvoir jusque depuis peu, nous répétaient sur tous les tons que c'était pour nous « sauver ». Or, à la vue de ces résultats tangibles et écrasants, comment peut-on sérieusement soutenir les bonnes intentions de la troïka ? Même s'il y avait le moindre doute quant aux intentions de la troïka, il s'est évanoui dès le moment où la seule réaction de nos partenaires face à l'erreur du FMI - qui a causé une récession jusqu'à 200 % de plus que prévu et bien qu'elle ait été officiellement reconnue -, a été cette exhortation : « Continuez les réformes sans vous laisser intimider ». Quelles « réformes » ? Celles qui émanent de l'approche néo-libérale la plus extrême et la plus doctrinaire, et qui consiste en des licenciements massifs dans le secteur public, en l'acceptation de l'hypothèse complètement erronée que le secteur public grec est surdimensionné alors qu'il ne l'est pas, en la vente impitoyable des richesses publiques, tandis que tout doit être privatisé et que les conditions du marché du travail sont retournées à celles de l'obscur Moyen-âge. Ce sont justement ces « réformes » qu'ils nous demandent de continuer, jusqu'à la chute finale. Il y a aussi, bien sûr, la triste histoire de « l'excédent primaire » que nos responsables politiques ont récemment proclamé, avec enthousiasme et émotion, en faisant valoir que "nous sommes sauvés". Il eut mieux valu qu'ils se taisent. Parce que, en plus des sacrifices humains criminels, cette fabrication contradictoire a été obtenue par la baisse - et non l'augmentation - du PIB. Enfin, ce prétendu « excédent primaire » est le résultat d'une comptabilité créative largement exploitée, qui a transformé un déficit de 16 milliards d'euros en supposé excédent. De toute évidence, on ne peut sérieusement parler de viabilité de la dette grâce à l'excédent primaire, bien que certains, au sein et à l'extérieur de la Grèce, aient soutenu dur comme fer qu'elle était viable.

Il va sans dire que nous devons payer nos dettes. Mais le remboursement est impossible dans les conditions de ces cinq dernières années qui s'étendent à l'infini sous d'autres étiquettes. Le remboursement de la dette doit au contraire se faire au moyen de méthodes efficaces qui garantissent la survie de la population et non par les méthodes qui augmentent constamment la dette et appauvrissent la population. En outre, le montant que nous devons payer doit être connu et la dette ne doit pas être odieuse. Chose essentielle, les dettes très élevées de l'Allemagne envers la Grèce, à savoir le prêt d'Occupation et les réparations de guerre, doivent être pris en compte. Et surtout, cette dette doit être payée dans un contexte de croissance et non de récession et de déflation, lesquels sont alimentés par l'austérité

asphyxiante. J.M. Keynes a très tôt mis en garde : " limiter les dépenses en période de récession, c'est tout simplement empirer la situation." Malheureusement, le fanatisme idéologique des personnes compétentes a utilisé la Grèce comme premier cobaye pour leurs projets, avec l'intention de les étendre au reste de l'Europe.

Des moyens de se sortir de cette tragédie, il y en avait beaucoup dès le début, mais nous les avons laissés filer, soucieux des louanges et des bravos de la part de nos partenaires, en marchant sans relâche vers le chaos. Enfin, le peuple grec s'est décidé de réagir, et depuis le soir de ce dimanche 25 janvier, la Grèce a un nouveau gouvernement. Le peuple si durement mis à l'épreuve pendant cinq ans a mis tous ses espoirs dans la nouvelle formation gouvernementale, et surtout, il demande sans discussion qu'on lui rende sa dignité nationale perdue. Le nouveau Premier ministre grec est jeune, il n'a pas d'expérience au gouvernement, mais promet tout ce que le peuple grec si éprouvé a soif d'entendre, et il semble qu'il a su être convaincant, que oui, il va sortir le pays de cette profonde obscurité.

Toutes les solutions qui s'offrent à la Grèce sont difficiles et, pourquoi ne pas le dire, n'ont pas de résultats certains. Alors que la campagne d'intimidation de la population menée dans le pays et depuis l'étranger s'est considérablement réduite, nous sentons pourtant qu'il faudra déplacer des montagnes avant de nous remettre sur pieds. Mais nous savons également que ce gouvernement est notre dernier espoir et ce qui est certain, c'est que le peuple grec soutiendra ses efforts le plus possible. Parce qu'il n'y a pas d'autre issue, et parce que nous ne devons pour rien au monde retourner en arrière. Le peuple grec dans son écrasante majorité veut rester dans l'Europe et dans l'euro. Ce désir est, dans une large mesure, le résultat de la terreur organisée propagée par la plupart des médias concernant l'éventualité d'un retour à la drachme. Je ne m'étendrai pas ici sur la question de la drachme, mais je me contenterai de dire qu'un retour sérieusement préparé à notre monnaie nationale est une issue envisageable au drame grec, au cas où toutes les autres tentatives venaient à échouer. C'est exactement ce que je soutiens dans mon dernier livre. J'ajoute d'ailleurs à ce sujet que les problèmes extrêmement graves de la monnaie unique européenne sont susceptibles de conduire à l'éclatement de la zone euro, étant donné que l'euro peut difficilement, ou même pas du tout, survivre sans austérité permanente.

Le nouveau gouvernement, selon ses propres déclarations, cherchera à négocier la dette, ce qui n'a malheureusement jamais été fait. Le nouveau gouvernement fait bien, à mon avis, de rejeter la solution du recours systématique à de nouveaux emprunts qui n'apportent rien au pays, puisque la dette augmente en permanence et la misère ne cesse de s'aggraver. La Grèce devra donc négocier avec ses partenaires sur un pied d'égalité entre tous les représentants des États membres, et non plus en tant que colonie de la dette de notre pays. De ces négociations, les termes de la viabilité des Grecs, de la Grèce et de la dette devront être garantis. Il va de soi que cette viabilité composite nécessite l'interruption immédiate de l'austérité, la mise à disposition de fonds qui n'iront pas aux seuls créanciers mais aussi au développement du pays, qui serviront aussi à limiter la pauvreté et la misère de la population grecque, mais aussi à améliorer la santé publique, l'éducation et l'administration publique disloquées. Cette viabilité composite exige également la cessation immédiate des licenciements massifs d'inspiration doctrinaire, la restauration du secteur public en tant que complément indispensable du secteur privé, la reconstruction de la base productive ravagée du pays et bien sûr, la réduction immédiate de l'inégalité de la répartition des revenus. Les impôts ne doivent en aucun cas être réduits, mais au contraire, il faudra élargir l'assiette fiscale, accroître leur

degré de progressivité et le système devra réduire les ineffables injustices et les absurdités du passé. Voilà ce que je peux dire, et il y a beaucoup d'autres choses qui viendront, éventuellement, à la discussion ; ces termes doivent être garantis, c'est une question de vie ou de mort. Nous avons besoin du vigoureux soutien des peuples de l'Europe, de la France. Et je dirais qu'il y a déjà des signes prometteurs de la part de la quasi-totalité de la presse internationale unie. Timidement encore, très timidement, se répand l'espoir que peut-être, peut-être la Grèce, qui a été la première grande victime de cette politique macroéconomique européenne si dangereuse, sera aussi la première à mener la danse de la renaissance européenne.

Un coup d'œil sur l'accueil du nouveau gouvernement grec, du premier gouvernement opposé au mémorandum et de gauche en Europe, par nos partenaires et brièvement, les scénarios possibles qui se présentent :

1) Les différences sont grandes, comme on pouvait s'y attendre, entre l'Europe du sud, auquel appartient maintenant clairement la France, et l'Allemagne, qui est naturellement suivie par les dignitaires de l'UE. Le sud se réjouit franchement de la victoire du SYRIZA, car il espère que ses luttes porteront un coup dur à la politique d'austérité qui a tragiquement échoué, et imposeront une politique de croissance macroéconomique. Une politique qui ne débouchera pas sur une crise humanitaire. L'Allemagne au contraire, et les forces qui l'entourent, sont saisis par la peur à l'idée des bouleversements que le nouveau gouvernement grec pourrait amener à travers l'Europe. Pour toute réaction, l'Allemagne insiste, rappelant aux Grecs qu'ils "doivent tenir leurs engagements." Mais cette exhortation est contradictoire, car le gouvernement a changé justement sur la promesse que les engagements ne seraient pas tenus, que l'austérité n'allait pas continuer, que des mesures seraient prises pour la croissance et lutter contre les ravages des mémorandums, que la Grèce se battrait pour sa survie. Cette exhortation est également contradictoire dans la mesure où il n'y a pas d'économiste sérieux ou d'homme simplement prudent pour affirmer que les mesures de la troïka ont "sauvé la Grèce" puisque les ravages causés sont des plaies ouvertes saignantes. Donc, cette exhortation n'est rien d'autre qu'un dernier coup porté à la Grèce. Voilà pourquoi il est clair que le SYRIZA est obligé de rompre complètement avec le passé et de tenir ses promesses aux Grecs qui l'ont porté au pouvoir. Et je rappelle à cet égard que la dette grecque, après la restructuration manquée, est passée à 80-85 % des mains du secteur privé aux mains des États membres. Par conséquent, le fait de demander aux créanciers-États de faire preuve de cohésion et de solidarité élémentaire à l'égard de la Grèce si durement éprouvée à cause des erreurs tragiques du plan de sauvetage qui lui a été imposé, est tout à fait justifié et ne doit pas être rejeté.

2) Toutefois, il n'est pas du tout certain que ce conflit désormais ouvert entre le nord et le sud de l'Europe se règlera sans effusion de sang. Pas du tout certain. Et dans ce cas, quels sont les scénarios possibles sur les évolutions ou les catastrophes ?

- Tout d'abord, l'éclatement de la zone euro, avec le maintien par contre de l'UE. À mon avis, ce que j'ai déjà exprimé à maintes reprises, ce serait la solution idéale, et le plus tôt serait le mieux. L'euro, avec de graves péchés originels, a conduit l'Europe à une récession chronique, au sous-emploi, à la montée en flèche des inégalités et au recul de la démocratie. La monnaie unique était un rêve. Un rêve qui s'est transformé en cauchemar. Avec la drachme, et sans



guerre avec ses partenaires, la Grèce pourrait se relever, retrouver une croissance rapide, et avec le temps, rembourser ses dettes.

- Deuxième scénario possible, le noyau dur se montre intransigeant, et dans ce cas, la Grèce ne pourra pas rester dans la zone euro et tout alors sera possible, soit vers d'autres alliances, soit vers l'isolement, avec des conséquences inconnues mais en tout cas risquées. Mais la sortie de la Grèce de la zone euro n'assurera pas sa continuité. Parce que, même si les risques d'effet domino causé par les banques qui se sont blindées sont maintenant réduits, d'autres dangers sont apparus et peut-être même plus grands que la montée de l'euroscpticisme, de la prise de conscience des souffrances causées par l'austérité et de la montée du fascisme. L'effet domino, donc, est plus menaçant que jamais.

Pour l'heure, les Grecs espèrent l'aide sincère de l'Europe qui, je le répète, ne peut pas consister à cette exhortation "poursuivez les réformes, et tenez vos engagements". Nous attendons que l'Europe, fondée sur la culture grecque, fera vraiment preuve de solidarité à l'égard de la Grèce et ne voudra pas mettre en péril et exposer à des évolutions imprévues, non seulement la Grèce, dont la dette est inférieure à 4 % de l'ensemble de l'Europe, mais l'Europe tout entière.



## Épilogue : le gouvernement Tsipras va-t-il réussir ?

**Gérard LAFAY**

*Université Panthéon-Assas Paris II, France*  
glafay@noos.fr

### **Mots-clés**

*Grèce, élections, sursaut démocratique.*

### **Key words**

*Greece, elections, democratic start.*

### **Classification JEL**

*E42, E52, F31, F41, G18, H53, H63.*

Les élections du 25 janvier 2015 ont changé profondément la situation, tant à l'intérieur du pays que dans ses relations avec le reste de l'Europe. La venue au pouvoir du mouvement SYRIZA, allié au parti souverainiste des Grecs indépendants, a signifié que le peuple ne supportait plus la cure insensée d'austérité administrée par la Troïka des institutions internationales, avec la complicité du gouvernement précédent qui suivait servilement la logique de la collaboration. Ce sursaut démocratique a également suscité, chez ses partenaires, un grand espoir chez tous ceux qui n'admettent pas que le rêve européen se soit transformé en cauchemar. La grande question est maintenant de savoir si le nouveau gouvernement grec va réussir son pari. Car s'il souhaite, à juste titre, que la Grèce reste dans l'Europe, il ne veut pas sortir de la zone euro, sachant que l'opinion publique n'est pas prête pour l'instant à accepter cette éventualité.

Objectivement, il faut reconnaître que plusieurs facteurs nouveaux, intervenus récemment, sont susceptibles de favoriser la réussite du gouvernement Tsipras. Le premier est la chute accentuée du prix du pétrole, qui allège la facture de tous les pays qui l'importent. Le deuxième est la baisse accentuée du taux de change de l'euro depuis l'été 2014 : après avoir étouffé la croissance économique de la zone depuis plus de dix ans, celui-ci est devenu plus raisonnable, étant tombé aux alentours de 1,15 dollar début février 2015. Le troisième est l'assouplissement des institutions européennes, qui ont contourné l'inflexibilité germanique pour tenter d'enrayer le cercle vicieux de la stagnation : d'une part la BCE a annoncé la création de liquidités à hauteur de 1100 milliards d'euros, d'autre part la Commission de Bruxelles a allégé l'objectif de réduction des déficits budgétaires, en sortant certains investissements des dépenses publiques.

Si une nouvelle crise financière n'éclate pas à brève échéance, tous ces facteurs vont probablement permettre un certain redémarrage de la croissance européenne, qui ne peut que profiter à la Grèce. Celle-ci va sans doute s'efforcer alors de négocier un rééchelonnement de sa dette, solution usuelle dans ce cas de figure. Toutefois, les institutions supranationales

européennes commencent déjà exercer une pression sur le gouvernement Tsipras pour qu'il poursuive le processus de réformes, et la BCE a déjà commencé à le faire en privant la Grèce de sa principale source de financement.

Mais de quelles réformes parle-t-on ? S'il s'agit de lutter contre la fraude fiscale, la corruption ou la fuite des capitaux, le gouvernement grec ne peut qu'approuver. Encore faudrait-il, pour être efficace, qu'il le fasse dans un esprit d'union nationale contre l'ingérence étrangère, en instaurant une amnistie, et non pas dans un esprit de lutte des classes inspiré du marxisme. S'il s'agit au contraire de poursuivre l'œuvre néfaste du gouvernement Samaras, en appauvrissant la population, en démantelant l'État et en bradant le patrimoine aux capitaux étrangers, il ne peut évidemment pas l'accepter, car ce serait renier ses engagements devant le corps électoral. Comment le bras de fer va-t-il évoluer ? L'économie grecque a retrouvé une compétitivité factice à la suite de son effondrement, mais elle ne pourra redevenir compétitive que par un effort soutenu d'investissement. La Grèce refusant à juste titre d'être colonisée par des capitaux étrangers, si elle reste dans la zone euro, la seule solution théorique serait qu'elle reçoive une aide massive sous forme de transferts venant d'autres pays européens. Or cette solution est totalement irréaliste car le principal contributeur éventuel, en l'occurrence l'Allemagne, ne l'acceptera jamais.

Dès lors, deux solutions sont possibles. Ou bien le gouvernement Tsipras demeure attaché à l'euro et il ne peut qu'échouer, plongeant ainsi son pays dans le chaos, entraînant en même temps l'ensemble de l'Europe. Ou bien il comprend que la seule solution possible est créer une nouvelle drachme, et il convainc son opinion publique de cette nécessité. Il organisera alors en bon ordre un GREXIT que nombre d'autres pays sont probablement disposés à accepter.

## Conseils de rédaction des articles

### 1. Structure du texte

#### Résumé

L'auteur propose un résumé en français et en anglais qui n'excède pas 250 mots. Il limite son propos à une brève description du problème étudié et des principaux objectifs à atteindre. Il présente à grands traits sa méthodologie. Il fait un sommaire des résultats et énonce ses conclusions principales.

#### Mots-clés

Ils accompagnent le résumé. Ne dépassent pas 5-6 mots et sont indiqués en français et en anglais.

#### Classification JEL

Elle est disponible à l'adresse: <http://www.aeaweb.org/jel/guide/jel.php>

#### Introduction

- La problématique: l'auteur expose clairement la question abordée tout au long de l'article et justifie son intérêt. Il formule des hypothèses qui sont des réponses provisoires à la question.

- La méthodologie et les principaux résultats : l'auteur précise la raison du choix d'une méthode particulière et les outils utilisés de collecte de l'information, si nécessaire. Il cite ses principaux résultats. Il annonce son plan.

#### Développements

- Le contexte : l'auteur situe la question posée dans son environnement théorique en donnant des références bibliographiques et en évoquant les apports d'autres chercheurs.

- La méthode: l'auteur explique en détails comment il a mené son étude et quel est l'intérêt d'utiliser ses outils de collecte de données par rapport aux hypothèses formulées.

- Les résultats (si le papier n'est pas uniquement conceptuel): l'auteur présente un résumé des données collectées et les résultats statistiques qu'elles ont permis d'obtenir. Il commente les tableaux et graphiques.

- La discussion: l'auteur évalue les résultats qu'il obtient. Il montre en quoi ses résultats répondent à la question initiale et sont en accord avec les hypothèses initiales. Il compare ses résultats avec les données obtenues par d'autres chercheurs. Il mentionne certaines des faiblesses de l'étude et ce qu'il faudrait améliorer en vue d'études futures.

#### Conclusion

L'auteur résume en quelques paragraphes l'ensemble de son travail. Il souligne les résultats qui donnent lieu à de nouvelles interrogations et tente de suggérer des pistes de recherche susceptibles d'y apporter réponse.

#### Bibliographie

Il reprend tous les livres et articles qui ont été cités dans le corps de son texte.

### 2. Conseils techniques

#### Mise en page:

- Document Word, Format B5 (18,2 x 25,7 cm);
- Marges: haut 2,22 cm, bas 1,90 cm, gauche 1,75 cm, droite 1,75 cm, reliure 0 cm, entête 1,25 cm, bas de page 1,25 cm;

## Style et volume:

Arial, taille 12 pour le titre de l'article et pour le reste du texte Times New Roman, taille 11 (sauf pour le résumé, les mots-clés et la bibliographie qui ont la taille 10), simple interligne, sans espace avant ou après, alignement gauche et droite. Le texte ne doit pas dépasser 12 pages au maximum en format B5 du papier. Le titre de l'article, l'introduction, les sous-titres principaux, la conclusion et la bibliographie sont précédés par deux interlignes et les autres titres/paragraphes par une seule interligne.

## Titres:

Le titre de l'article est en gras, aligné au centre. Les autres titres sont alignés gauche et droite; leur numérotation doit être claire et ne pas dépasser 3 niveaux (exemple: 1. – 1.1. – 1.1.1.). Il ne faut pas utiliser des majuscules pour les titres, sous-titres, introduction, conclusion, bibliographie.

## Mention des auteurs:

Sera faite après le titre de l'article et 2 interlignes, alignée à droite. Elle comporte: **Prénom, NOM** (en gras, sur la première ligne), *Nom de l'institution* (en italique, sur la deuxième ligne), e-mail du premier auteur (sur la troisième ligne).

## Résumé et mots-clés:

Leur titre est écrit en gras, italique, taille 10 (***Résumé, Mots-clés, Abstract, Key words***). Leur texte est rédigé en italique, taille 10. Les mots-clés sont écrits en minuscules et séparés par une virgule.

## Notes et citations:

Les citations sont reprises entre guillemets, en caractère normal. Les mots étrangers sont mis en italique. Les pages de l'ouvrage d'où cette citation a été extraite, doivent être précisées dans les notes. Les notes apparaissent en bas de page.

## Tableaux, schémas, figures:

Ils sont numérotés et comportent un titre en italique, au-dessus du tableau/schéma. Ils sont alignés au centre. La source (si c'est le cas) est placée en dessous du tableau/schéma/figure, alignée au centre, taille 10.

## Présentation des références bibliographiques:

- Dans le texte : les citations de référence apparaissent entre parenthèses avec le nom de l'auteur et la date de parution. Dans le cas d'un nombre d'auteurs supérieur à 3, la mention *et al.* en italique est notée après le nom du premier auteur. En cas de deux références avec le même auteur et la même année de parution, leur différenciation se fera par une lettre qui figure aussi dans la bibliographie (a, b, c,...).

- A la fin du texte : pour *les périodiques*, le nom de l'auteur et le prénom sont suivis de l'année de la publication entre parenthèses, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique (sans abréviation) en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et numéro des pages. Lorsque le périodique est en anglais, les mêmes normes sont à utiliser avec toutefois les mots qui commencent par une majuscule. Pour *les ouvrages*, on note le nom et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication entre parenthèses, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication et du nom de la société d'édition. Pour *les extraits d'ouvrages*, le nom de l'auteur et le prénom sont à indiquer avant l'année de publication entre parenthèses, le titre du chapitre entre guillemets, le titre du livre en italique, le lieu de publication, le numéro du volume, le prénom et le nom des responsables de l'édition, le nom de la société d'édition, et les numéros des pages concernées. Pour *les papiers non publiés*, les thèses etc., on retrouve le nom de l'auteur et le prénom, suivis de l'année de soutenance ou de présentation, le titre et les mots « rapport », « thèse » ou « papier de recherche », qui ne doivent pas être mis en italique. On ajoute le nom de l'Université ou de l'École, et le lieu de soutenance ou de présentation. Pour *les actes de colloques*, les citations sont traitées comme les extraits d'ouvrages avec notamment l'intitulé du colloque mis en italique. Si les actes de colloques sont sur CD ROM, indiquer : les actes sur CD ROM à la place du numéro des pages. Pour *les papiers disponibles sur l'Internet*, le nom de l'auteur, le prénom, l'année de la publication entre parenthèses, le titre du papier entre guillemets, l'adresse Internet à laquelle il est disponible et la date du dernier accès.

## INSTITUT CEDIMES

### Réseau Académique International Francophone

ALBANIE - ALGERIE - BELGIQUE - BOSNIE-HERZEGOVINE - BULGARIE - BURUNDI - CAMEROUN - CANADA - CHINE - CONGO Brz - CONGO Kin - CROATIE - ETATS-UNIS - FRANCE - GRECE - HAÏTI - IRAN - ITALIE - JAPON - KAZAKHSTAN - LIBAN - MACEDOINE (ERY) - MADAGASCAR - MALI - MAROC - POLOGNE - ROUMANIE - RUSSIE Occ. - RUSSIE Ori. - TUNISIE - TURQUIE - UKRAINE - VIETNAM

#### QUELLE HISTOIRE ?

Le premier CEDIMES a été créé, en 1972, par le Professeur Emérite *Jacques AUSTRUY* au sein de l'Université Panthéon-Assas (Paris II). Ce Centre d'Etudes sur le Développement International et les Mouvements Economiques et Sociaux s'est internationalisé en 1992 pour devenir un Institut présidé par *Claude ALBAGLI*. Son siège est, aujourd'hui, à l'Université Paris-Est. Il regroupe plus d'une trentaine de CEDIMES nationaux établis en Europe, Afrique Amérique et Asie. Ces centres ne constituent pas des filiales, mais *un réseau de partenaires*. Près de 2.500 chercheurs s'y sont inscrits ces 20 dernières années. Depuis le début du nouveau siècle, l'Institut a bénéficié de quatre parrainages prestigieux Prix Nobel, ancien chef d'Etat, Premier Ministre ou Chancelier de l'Académie Française.

#### QUELS BUTS ?

Ce réseau académique a pour tâche de mûrir une réflexion pluridisciplinaire avec une triple orientation :

Le premier axe porte sur les possibilités de *développement durable* avec la prise en compte des liens entre les structures économiques, sociales et culturelles. L'analyse du renouvellement de la *pensée du développement* en constitue un aspect important.

Le second aborde la *mondialisation* à partir des mécanismes de transition. Un accent particulier est porté sur les processus d'intégration et leurs liens avec les périphéries immédiates sous leurs aspects commerciaux, géopolitiques et démographiques.

Le troisième relève des *dynamiques entrepreneuriales* avec la transformation des structures et de leur logique sous l'impulsion de la mondialisation, les interférences des processus culturels et les effets des nouvelles techniques de communication.

#### QUEL ESPRIT ?

Le réseau CEDIMES est un lieu de rencontres, d'échanges et de partage où chacun vient, porteur de ses spécificités, mais à l'écoute de celles des autres pour mieux comprendre et les prendre en compte dans l'appréhension de la globalisation.

En utilisant *le français* comme référence, ce réseau s'inscrit dans la francophonie. Dans un espace de convivialité, sa communauté scientifique composée de chercheurs confirmés et d'enseignants de renom, mais aussi de jeunes chercheurs, combine une approche académique rigoureuse à la richesse d'une pensée scientifique internationale diversifiée.

## QUELLES ACTIONS ?

### ♦ *L'organisation de forums*

- Un *colloque international fédérateur* annuel centré sur les axes majeurs est organisé avec l'un des CEDIMES. Ils ont pu se tenir au Mali, en Croatie, en Roumanie, en France, à Madagascar, au Canada, en Turquie, en Ukraine...
- Des *colloques régionaux* sur des thèmes plus pointus ou à portée plus locale sont lancés à l'initiative des CEDIMES nationaux ou sont labellisés par l'Institut, pour valoriser une équipe et son ouverture internationale.

### ♦ *La diffusion des connaissances*

- Le réseau de l'Institut CEDIMES participe à des *cursus universitaires* en Licence et Master en Economie et Gestion à Paris, en Afrique subsaharienne, en Europe orientale, en Asie centrale et en Extrême-Orient.
- La mise en place de *collèges doctoraux* réguliers à Paris et au Maghreb permet de stimuler une élite estudiantine internationale et d'accompagner ces jeunes doctorants dans leurs recherches.
- Des *Universités d'été* en Chine sont organisées annuellement en Chine dans l'une des grandes universités du Yunnan.
- La création d'un *Campus Européen Francophone* pour les Sciences de Gestion avec diplôme française pour la rentrée universitaire 2015.

### ♦ *La mise en place d'outils*

- L'annuel *CONJONCTURE*, en partenariat avec le quotidien « *Les Echos* », a passé au crible les cinq dernières années du siècle.
- *Les Cahiers du CEDIMES* offre une *revue scientifique* semestrielle à comité de lecture.
- La collection *Mouvements Economiques et Sociaux* (MES) publie travaux d'auteurs et compilations collectives au rythme d'environ deux ouvrages annuels, depuis deux décennies.

## QUELLE VALORISATION ?

Depuis 2008, *quatre Prix Internationaux de la Recherche* (du mémoire Master aux travaux post-doctorat), portant sur « *les processus de développement* », couronnent chaque année, des études originales avec le soutien d'institutions publiques et parapubliques prestigieuses ainsi que des universités. Les Prix sont délivrés aux Lauréats à la Sorbonne.



**INSTITUT CEDIMES**  
**Réseau Académique International Francophone**  
Fondée en 1972

**Président : Claude ALBAGLI**

Vice-présidents : Recteur Maria NEGREPONTI-DELIVANIS & Professeur Ion CUCUI

Directeur Exécutif : Ahmed EL MOUTAOUASSET

**CENTRES ou ANTENNES**

ALBANIE  
ALGERIE  
BELGIQUE  
BOSNIE-HERZEGOVINE  
BULGARIE  
BURUNDI  
CAMEROUN  
CANADA  
CHINE  
CONGO Brz.  
CONGO Kin.  
CROATIE  
ETATS-UNIS  
FRANCE  
GRECE  
HAÏTI  
IRAN  
ITALIE  
JAPON  
KAZAKHSTAN  
LETTONIE  
LIBAN  
MACEDOINE (ERY)  
MADAGASCAR  
MALI  
MAROC  
POLOGNE  
ROUMANIE  
RUSSIE Occ.  
RUSSIE Ori.  
TUNISIE  
TURQUIE  
UKRAINE  
VIETNAM

**DIRECTEURS CEDIMES**

**Bardhyl CEKU**  
**Faouzi TCHIKO**  
**Blandine VANDERLINDEN**  
**Milos TRIFKOVIC**  
**Iskra CHRISTOVA-BALKANSKA**  
**Léonard BIZIMANA**  
**Claude BEKOLO**  
**Zhan SU**  
**Fang SUN**  
**Etienne KOULAKOUMOUNA**  
**Michael MBONEKUBE**  
**Vinko KANDZIJA**  
**Elie CHRYSOSTOME**  
**Jean-Pierre AUDOYER**  
**Maria NEGREPONTI -DELIVANIS**  
**Narcisse FIEVRE**  
**Ebrahim ABBASSI**  
**Sergio CONTI**  
**Seiji YOSHIMURA**  
**Yerengaip OMAROV**  
**Baiba ŠAVRINA**  
**Ibrahim MAROUN**  
**Mileva GUROVSKA**  
**Succession en cours**  
**Issa SACKO**  
**Ahmed EL MOUTAOUASSET**  
**Léon OLSZEWSKI**  
**Ion CUCUI**  
**Nicholas OLENEV**  
**Olga MAMTCHENKO**  
**Samira KRIA-CHAKER**  
**Kamil TUGEN**  
**Petro SAPOUN**  
**Quan LE**

*Le réseau CEDIMES est Partenaire de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)*



*Mouvements Economiques et Sociaux*  
**Collection dirigée par Claude ALBAGLI**

**EN PREPARATION**

**LA CULTURE ENTREPRENEURIALE  
ET LES JEUNES ENTREPRENEURS VIETNAMIENS**

**LE Quan**

*L'économie du Vietnam a été longtemps fondée sur l'agriculture. Avant 1945, c'était l'époque féodale et coloniale, les petits commerçants, les artisans et les métiers traditionnels de village représentaient les principales composantes du secteur privé. L'indépendance du pays a été proclamée en septembre 1945 par le président Ho Chi Minh, mais il faut attendre jusqu'à 1975 pour l'indépendance totale et la réunification du pays. Le modèle marxiste-léniniste avec une économie planifiée a été appliqué dans le Nord depuis 1954 et puis dans le Sud après la réunification du pays. Ce modèle a abouti à la stérilisation de l'économie privée dans le Nord durant la période 1958-1960 et puis à la nationalisation des entreprises privées dans le Sud en 1978. En 1986, la politique de rénovation, le "Doi moi", a progressivement libéré le secteur privé, limité le rôle du Gouvernement dans l'économie et favorisé l'investissement étranger. La promulgation de la première loi sur les entreprises privées en 1990, a permis la naissance des premiers entrepreneurs nationaux. Mais, il faut attendre jusqu'en 1999 pour en avoir une nouvelle loi plus libérale. L'année 2006 a réunis plusieurs événements nationaux marquant une libération juridique et idéologique totale envers le secteur privé vietnamien.*

*Tous les éléments politiques, économiques et éducatifs ont été réunis pour montrer que le Vietnam d'aujourd'hui porte en soi un bagage historique défavorable au développement de l'entrepreneuriat. Certes, plusieurs traces de son histoire existent encore et donc des programmes d'actions d'aujourd'hui devraient bien en prendre en compte. Une étude quantitative est réalisée par en juillet 1999 sur la perception du public vis-à-vis l'image des entrepreneurs vietnamiens. Les résultats de cette étude ont montré que dans la perception commune du public, l'image des entrepreneurs n'était guerre positive. Le public ne faisait pas confiance au secteur privé et comprenait mal la contribution de ce secteur à l'économie nationale. Il pensait toujours que les entrepreneurs étaient des opportunistes, visaient le profit à courte terme et exploitaient des travailleurs.*

## MODELES DE DEVELOPPEMENT DE PAYS EMERGENTS

**SU Zhan et LOUCIUS Michel (sous la Direction)**

*Ce livre collectif est réalisé essentiellement à partir de certains articles présentés au XXe colloque fédérateur du CEDIMES qui a eu lieu en novembre 2010 au Canada. Il vise à enrichir les réflexions et les débats en cours sur les caractéristiques, les impacts et la portée des voies de développement empruntées par les pays émergents.*

*Composé de 20 articles, ce livre est structuré en quatre parties. La première partie porte sur les caractéristiques des modes de développement adoptés par les pays émergents. Elle s'intéresse particulièrement aux stratégies d'industrialisation adoptées par les pays émergents, leur mode de gouvernance, leur niveau d'ouverture au reste du monde et leur participation à la nouvelle division internationale du travail.*

*La deuxième partie analyse les impacts des pays émergents sur les relations économiques internationales. Elle regroupe les principales discussions autour des impacts sur l'Union Européenne, des conséquences des modèles déséquilibrés de développement des États-Unis et de la Chine, des nouveaux enjeux des relations Sud-Sud et de la place réelle des produits «made in China» dans l'économie mondiale.*

*La troisième partie examine l'ensemble des défis auxquels les pays émergents font face dans leur développement. Elle analyse notamment les questions relatives au développement durable, à la distribution des richesses, à la gestion du financement, à l'éducation et au développement des capacités d'innovation.*

*Enfin, la quatrième partie discute des leçons que les autres pays en développement peuvent tirer des expériences des pays émergents. Elle se concentre particulièrement sur les politiques industrielles de l'État, la gouvernance des organisations publiques et le rôle de la diaspora dans le développement.*

## BILAN ET PERSPECTIVES D'UNE REFLEXION EN QUATRE DECENNIES 1972-2012

**TSAFACK NANFOSSO Roger A. (sous la Direction de)**

**PREFACE DE CLAUDE ALBAGLI, PRESIDENT DE L'INSTITUT CEDIMES**

*Le prétexte de la commémoration des quarante années d'existence (1972-2012) du CEDIMES est apparu comme l'opportunité idoine pour marquer un temps d'arrêt et scruter avec minutie le chemin parcouru. A sa création, le « développement » tenait une place d'autant plus centrale que ce concept s'intéressait à l'ensemble des mutations économiques, techniques, démographiques, sociales, sanitaires, juridiques, institutionnelles, etc... Après son internationalisation, l'Institut CEDIMES a élargi son intérêt originel pour le développement au processus de la « mondialisation », en amont, et aux mécanismes « entrepreneuriaux » comme mode opératoire du développement, en aval. De nouvelles ramifications se sont imposées dans la réflexion à l'instar du développement durable, de l'émergence, de l'enjeu du local, des nouvelles composantes géostratégiques, etc. A l'évidence, ces éléments confrontés aux nouvelles combinaisons de la gouvernance, aux implications culturelles, à l'impact des nouveaux outils de communication et aux biais géopolitiques composent assurément un terreau riche, pertinent et stimulant.*

*L'Institut CEDIMES, après avoir traversé quatre décennies de questionnements scientifiques, a pris le temps d'une pause-anniversaire pour capitaliser son expertise, inventorier ses compétences, mettre en lumière ses richesses cognitives et tracer les pistes de ses nouvelles investigations. A l'analyse, il faut bien reconnaître que les travaux jusque là réalisés indiquent sans ambiguïté que l'Institut est un Centre d'Excellence des questions générales de développement, aussi bien au niveau national, régional, que mondial. Sa présence internationale couvrant aujourd'hui 34 pays l'autorise à prétendre humblement pouvoir véhiculer des outils et constituer un recueil de base indispensable à tout « think tank » affirmé pour se projeter sur l'avenir et prendre part à l'analyse des nouveaux défis des prochaines années.*

*Après 40 années d'existence, en quoi l'Institut CEDIMES a-t-il contribué à l'émergence d'analyses pertinentes ? La réponse s'articule en deux approches :*

*La première autour d'un « CEDIMES traditionnel », issue des contributions de ses chercheurs à travers le monde, a enrichi une maturation de son expertise avérée sur sa trilogie : mondialisation, développement et entrepreneuriat.*

La seconde caractérise davantage un « CEDIMES stratégique » offrant un Institut capable de s'emparer de problématiques nouvelles en croisant les champs d'investigation de ses chercheurs par une pluridisciplinarité contribuant à tracer de nouvelles trajectoires scientifiques.

Pour en rendre compte, l'ouvrage est structuré en mettant en évidence trois éléments importants : d'abord la préoccupation scientifique centrale, ensuite les questions et thématiques spécifiques, enfin les principaux résultats obtenus à mettre au crédit de l'Institut.

### 30 OUVRAGES DEJA PARUS DEPUIS 2001

#### PRECIS DE CIVILISATION CHINOISE

**ZHANG-FERNANDEZ Rong**

La civilisation chinoise est classée par le célèbre philosophe allemand Oswald Spengler parmi les huit hautes civilisations qui ont fait l'histoire du monde. Vieille de cinq mille ans, cette civilisation a rayonné et continue à rayonner, pourtant il ne manque pas de caricatures, de préjugés, de clichés et des idées reçues sur cette civilisation.

L'ambition de cet ouvrage est de retracer les différents aspects de cette civilisation en proposant les principaux repères historiques, philosophiques, politiques, linguistiques et culturels. Cette description se veut à la fois panoramique et essentielle. Le regard est en même temps sur le vécu passé comme un miroir du présent et sur la réalité contemporaine pour mieux comprendre la Chine d'aujourd'hui. C'est un monde en perpétuel mouvement enraciné profondément dans ses traditions. Il est impossible de comprendre la Chine et les Chinois sans connaître son passé. Cet ouvrage s'appuie sur les travaux réalisés non seulement par des spécialistes français de la Chine, mais aussi et surtout par des spécialistes chinois dont les recherches font autorité. Ses sources puisent tant dans les statistiques chinoises officielles que dans les données internationales.

ISBN : 978-2-343-04874-1 • Décembre 2014 • 316 pages. Prix éditeur : 32 €

#### ASSASSINAT ECONOMIQUE DE LA GRECE ET LE DERNIER RECOURS : LA DRACHME

**NEGREPONTI-DELIVANIS Maria**

Les analyses, concises, directes et souvent empreintes d'ironie, suivent pour ainsi dire jour après jour le déroulement du drame vécu par la Grèce depuis le début de la crise de la dette jusqu'à la fin de 2013. Sorte de journal de bord qui rend essentiellement compte de faits économiques, cette étude est aussi une chronique de la dette grecque et de la façon dont celle-ci est gérée. Les faits sont ainsi mis en relation les uns aux autres qu'ils aident à comprendre pourquoi et comment certaines décisions ont été prises, avec les conséquences désastreuses que l'on sait. Sont présentées les raisons qui ont conduit la Grèce dans l'impasse, la crédibilité de ses dirigeants, les mesures inefficaces, les motivations réelles des Mémoires, mais aussi les alternatives envisagées d'une façon simple et autant que possible objective, laissant à chacun la liberté de se faire une opinion.

Après un tour d'horizon de l'économie internationale, l'auteure se focalise sur la marche dramatique des événements qui touchent le pays et développés dans le corps du livre – fruit des visées communes menées et promues par des centres non grecs, et probablement même non européens qui éventuellement préparent une gouvernance mondiale.

Le corps du livre comprend quatre unités. Chacune d'elles procède d'un choix, bref recensement, analyse et critique des actes imposés par les Mémoires au cours de ces quatre dernières années. La première unité porte sur les aspects divers et douloureux de l'impasse où se trouve la Grèce et confirme le fait qu'avec les Mémoires, la Grèce ne peut espérer sortir de la crise. Dans la deuxième unité, sont stigmatisées les mesures, totalement inefficaces et parfois qualifiées même d'irrationnelles, tandis que d'autres solutions radicalement opposées et probablement beaucoup plus efficaces et moins dévastatrices pour le pays et sa population sont proposées. Dans la troisième unité, l'auteure essaye de mettre en lumière l'avenir de la Grèce et, dans une certaine mesure, celui de la

zone euro. Enfin, la quatrième unité comporte des lettres ouvertes adressées à diverses personnalités politiques, aussi bien grecques qu'étrangères ; de graves questions y sont évoquées et demandent des réponses.

Enfin, dans la conclusion, l'auteure passe en revue les ravages causés par les Mémoires et en rejette les solutions prétendument salvatrices. Le retour à la monnaie nationale et une intensification des efforts pour faire redémarrer la croissance ne se feront pas sans d'énormes difficultés, mais apparaissent néanmoins comme la seule alternative possible.

Ce livre s'adresse à un large public ne disposant pas nécessairement des connaissances spécifiques en la matière, mais appartenant à la catégorie des « citoyens européens engagés ».

ISBN : 978-2-343-03940-4 • Septembre 2014 • 236 pages. Prix éditeur 25,00 €

## **INSTITUTIONS DE GOUVERNANCE, CONFIANCE ET DEVELOPPEMENT**

### **APPLICATION AUX PAYS ARABES DE LA MEDITERRANEE**

**BEN ABDELKADER Fahmi et LABARONNE Daniel**

*Préface de Claude MENARD*

« Plus riche qu'elle n'est développée », le PNUD faisait ce constat en 2002, dans un rapport analysant la crise de développement de cette région. Ce constat nous a conduit à rechercher l'origine de ces blocages, non pas sous le prisme des seules variables économiques, mais dans le champ des libertés politiques et des opportunités sociales et économiques dont le déni entrave le développement. Pour nous, celui-ci est un processus de transformation institutionnelle qui doit favoriser l'accès aux ressources économiques et politiques au plus grand nombre sur une base égalitaire et impersonnelle. Nous soutenons que les élites dirigeantes de cette région ont réussi à verrouiller l'accès à ces ressources et à neutraliser les institutions de gouvernance sensées délimiter leur pouvoir discrétionnaire. Cette configuration institutionnelle a favorisé la prédation et la recherche de rente privant les pays des moyens de leur développement. L'exacerbation de ces pratiques a sapé la confiance du public dans les institutions de gouvernance, a créé un sentiment général d'injustice et a constitué l'un des principaux vecteurs du soulèvement de la rue arabe.

ISBN : 978-2-343-00346-7 • février 2014 • 244 page. Prix éditeur : 25 €

## **ENTREPRENEURIAT, PME DURABLES ET RESEAUX SOCIAUX**

*Mélanges en l'honneur du Professeur Robert Paturel*

**LEVY-TADJINE Thierry et SU Zhan (sous la coordination)**

Cet ouvrage soutenu par l'Université de Bretagne Occidentale et hommage à Robert Paturel, est une occasion de dresser un état de la recherche en Entrepreneuriat et sur la PME et de questionner leur contribution au développement économique, social et culturel des sociétés. Sur ces bases, l'ouvrage est structuré en quatre parties qui rendent compte de la naissance et de la vie d'une TPE ou d'une PME et de sa contribution au développement.

La première partie évoque l'origine de l'engagement entrepreneurial sous l'angle de l'intentionnalité, de la vision organisationnelle de l'entrepreneur potentiel et des conventions qu'il construit pour conduire son projet. La deuxième partie souligne la variété des manifestations entrepreneuriales et des processus associés. Dans la troisième partie, les contributeurs évoquent cette fois la PME ayant achevée son démarrage et questionnent ses pratiques de gestion et la stratégie de ses dirigeants (aspects traditionnels : la trésorerie, les ressources humaines et l'internationalisation, mais aussi sa stratégie de créativité, les moyens de son engagement en RSE ou la transmission de l'entreprise surtout dans les cas "hybrides" associant salariés et héritiers du fondateur). Enfin, la quatrième partie évoque les réseaux sociaux (informels ou formels tels que les pôles de compétitivité) dans lesquelles la PME peut s'inscrire et qu'il conviendrait d'encourager. Parmi ceux-ci, on interroge le statut des "acadpreneurs", universitaires contribuant à rapprocher universités et entreprises et/ou à faire évoluer enseignement et recherche.

ISBN : 978-2-336-30240-9 • octobre 2013 • 382 pages. Prix éditeur : 30 €

## **PROJETS ET ENTREPRENEURIAT AU SEIN DES PAYS EMERGENTS**

**PATUREL Robert (sous la coordination)**

*Le livre rassemble des travaux choisis lors du XX<sup>ème</sup> congrès fédérateur du CEDIMES au Québec (novembre 2011). Il propose quelques illustrations significatives du développement de projets et de l'entrepreneuriat au sein de pays émergents. Les auteurs mettent l'accent sur les derniers résultats de leurs investigations réalisées sur des terrains de pays émergents variés puisqu'on y trouve Liban, Madagascar, Maroc, Tunisie, Turquie, Vietnam, etc.*

*Dans une première partie, sont exposées trois situations mettant notamment en relief le rôle des institutions de formation dans le développement de l'entrepreneuriat de divers pays, alors que dans la deuxième partie, des particularités relevées dans trois autres contrées permettent de voir comment se trouve plus ou moins stimulé leur entrepreneuriat. L'ubiquité résidentielle des entrepreneurs est ainsi abordée dans le cas du Liban et de l'Afrique, l'essaimage est retenu dans une conception propre en Tunisie et l'accès au financement joue son rôle au Vietnam. Enfin, le cas des femmes fait l'objet d'un projet d'envergure au Maroc qui essaie d'institutionnaliser l'égalité des sexes au sein de son administration publique, alors que l'entrepreneuriat féminin est analysé avec deux angles différents à Madagascar et en Turquie.*

ISBN : 978-2-343-00345-0 • Avril 2013 • 316 pages. Prix éditeur 31,00 €

## **REGLEMENTATION ET PERFORMANCE**

*L'enseignement supérieur privé au Congo*

**KOULAKOUMOUNA Etienne**

*Cet ouvrage vise à examiner le rapport entre la réglementation et la performance, et montrer que la qualité est la principale dimension de la performance de l'enseignement supérieur privé. La performance passe principalement par une exigence accrue de l'amélioration de la qualité des infrastructures, des prestations du personnel enseignant, du programme d'enseignement, de l'organisation administrative.*

ISBN : 3978-2-296-99767-7 • Mars 2013 • 176 pages. Prix éditeur 19,00 €

## **CULTURES, TECHNOLOGIE ET MONDIALISATION**

**KIYINDOU Alain (sous la Direction de)**

*Cultures, technologies mondialisation, trois termes qui s'interpénètrent et se fécondent mutuellement. Dans le « magma » de la mondialisation, les cultures se croisent, s'observent, s'imitent, se confrontent et dialoguent, quand elles ne s'ignorent, ne s'excluent ou ne se rejettent. Elles s'enchevêtrent, s'enlacent et s'écartèlent. Mais au-delà de ce brassage, que deviennent les cultures minoritaires ? Comment les réseaux techniques prennent-ils place dans des espaces particuliers et comment les cultures se construisent ou se détruisent ?*

*Les différentes contributions regroupées dans cet ouvrage apportent un éclairage distancié de ce bouillonnement technico-culturel, fondement de la mondialisation. Les mutations se situent à tous les niveaux, mais les auteurs prennent garde de ne pas confondre changement technologique, culturel, mondialisation au progrès social. Les bénéfices de ces évolutions sont plus complexes et inégalement répartis.*

*Avec les contributions de : AMADOR BAUTISTA Rocío, ANTIOPE Nathalie, AOUDIA Karima, AUBIN France, CAILLE Patricia, CISSOUMA TOGOLA Diama, DIBAKANA Jean-Aimé, GIADAS Marcos, KIYINDOU Alain, LAULAN Anne-Marie, LAVIGNE Michel, OUALLET Anne, SAADAOUI Linda, SMATI Nozha, YEGHNI Samia, ZOGHBI Walid*

ISBN : 978-2-296-12267-3 • Juin 2010 • 180 pages. Prix éditeur : 18,00 €

## LE DEVELOPPEMENT AUX PERILS DE LA FINANCE, ESSAI

**TRAIMOND Pierre**

*Au tournant des deux millénaires, les pays émergents deviennent parties prenantes des bulles et des crises financières mondiales, qu'ils les subissent ou qu'ils les amortissent. Le développement durable remet en question les conditions de l'accumulation originelle et les étapes du développement de ces pays. Une finance des extrêmes se développe, fruit de l'usure, de la finance informelle et de la microfinance. L'informatique, le numérique, dans leur essor, constituent des vecteurs nouveaux de ces mutations mondiales. Il résulte de ces changements que certains pays émergents comme la Chine et les pays asiatiques vont s'imposer au monde à la faveur de la crise actuelle, tandis que d'autres, notamment en Afrique, ne sortiront pas des marais du sous-développement mais en seront les premières victimes.*

ISBN : 978-2-296-10804-2 • Janvier 2010 • 268 pages. Prix éditeur : 26,00 €

## ENTREPRENEURIAT FRANCOPHONE : EVOLUTION ET PERSPECTIVES

**GASSE Yvon (sous la direction)**

*Cet ouvrage regroupe les textes des communications présentées lors du colloque international Vers une francophonie entrepreneuriale, qui s'est tenu en mars 2008 à Québec (Canada), et dont l'objectif était de réfléchir aux différentes problématiques en lien avec l'entrepreneuriat et la culture entrepreneuriale dans les pays francophones. Ce fut aussi l'occasion de partager entre les pays de la francophonie les expériences en matière d'entrepreneuriat, et d'identifier des mesures visant à mutualiser ce savoir-faire. L'ouvrage actualise les connaissances de l'entrepreneuriat moderne et réaffirme que le développement du potentiel entrepreneurial dans une société passe par la sensibilisation, la promotion et la mise à la disposition de moyens appropriés.*

ISBN : 978-2-296-10795-3 • Décembre 2009 • 376 pages. Prix éditeur 34,00 €

## LES SEPT SCENARIOS DU NOUVEAU MONDE

*Préface de Jean-François LE GRAND, Sénateur, Président de Commission du Grenelle de l'Environnement*

**ALBAGLI Claude**

*Alors que le sommet de Copenhague nous interpelle, pour une large part de l'humanité, la concrétisation des attentes consuméristes sont bien peu probables. Leur réalisation s'avère même infaisable au regard des ressources disponibles. Et si cela eut été possible, les conséquences écologiques de nos savoir-faire actuels n'en rendraient même pas souhaitable l'avènement. Ce constat suscite une myriade d'initiatives bien trop diverses cependant pour s'inscrire dans une même logique et faire système. L'ouvrage débusque les différentes cohérences pour parvenir à réduire l'impact de cette empreinte écologique. Les interférences dans tel paramètre du marché ou tel principe de la mondialisation, définissent sept scénarios :*

*L'innovation technologique constitue la plus optimiste des perspectives. L'adjonction de la Nature au Capital et au Travail, comme troisième facteur de production modifie la rationalité des calculs. Si ces deux premiers scénarios constituent des ajustements, deux autres s'appuient sur une rétention consumériste soit en préconisant davantage de frugalité (L'état stationnaire), soit en en réduisant l'accès (la partition sociale). Deux scénarios proposent des schémas de rupture : l'un remet en cause la mondialisation et débouche sur un monde en alvéoles, l'autre s'écarte du paradigme d'un bonheur consumériste au profit de nouvelles valeurs sacralisées. Enfin, un septième soumet la logique économique au quitus des scientifiques.*

*Nourrie des solives du passé (l'histoire) et des tourbillons du présent (l'actualité), cette exploration éclaire les chemins du possible. Quelles remises en cause seront acceptées ? Quel scénario finira par s'imposer ? Un monde plus écologique n'est pas nécessairement plus radieux, les scénarios oscillent des attentes du grand soir aux affres des petits matins blêmes. Mais si rien n'est décidé, l'Humanité risque de s'engager vers un funeste destin : l'écosuicide, un ultime scénario en quelque sorte...*

ISBN : 978-2-296-10140-1 • Novembre 2009 • 278 pages. Prix éditeur 27,00 €

## **L'ECONOMIE SOLIDAIRE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

**TSAFACK NANFOSSO Roger A. (sous la Direction de)**

*L'économie sociale et solidaire (ESS) désigne l'ensemble des activités économiques qui, dans une économie développée ou en développement n'ont pas pour motif principal le profit. Ces activités peuvent prendre des formes juridiques variées : associations, mutuelles, coopératives, groupes d'initiatives communautaires, groupements d'initiatives économiques, etc. L'ESS regroupe des activités économiques de dimensions hétérogènes, et la nature de leurs activités se caractérise également par une grande diversité (soutien scolaire, insertion sociale, sport, culture, service à la personne, finance de proximité, logement, troisième âge, parents d'élèves, développement communautaire, etc.). Indépendamment des pays et des régions, l'ESS s'est progressivement constituée pour répondre à des besoins peu ou mal pris en compte par les institutions conventionnelles, notamment par l'Etat ou le marché, tant au niveau national qu'international.*

*Cet ouvrage présente des travaux discutés pour une part lors du XVème colloque fédérateur de l'Institut CEDIMES organisé à Alexandrie en Egypte. L'objectif poursuivi est de proposer une analyse documentée de l'ESS en se focalisant particulièrement sur les pays en développement.*

*L'ouvrage regroupe les participations de Jean-Michel SERVET (Genève, Suisse), Gérard TCHOUASSI (Yaounde, Cameroun), Odile CASTEL (Rennes, France), Roger TSAFACK-NANFOSSO (Yaounde, Cameroun), Célestin MAYOUKOU (Rouen, France), Raphaël NKAKLEU avec Francis KERN et Régis LARUE de TOURNEMINE (Strasbourg, France).*

ISBN : 978-2-296-04405-0 • Janvier 2007 • 146 pages. Prix éditeur : 16,00 €

## **DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**PATUREL Robert (sous la Direction de)**

*S'insérant dans la collection CEDIMES, « Dynamiques Entrepreneuriales et Développement Economique » est un ouvrage collectif, coordonné par le professeur Robert PATUREL, qui rassemble des travaux réalisés essentiellement dans le cadre du Laboratoire ERMES (Laboratoire d'Etudes et de Recherches Méditerranéennes en Management des Entreprises). Cet ouvrage offre un éclairage original sur la problématique du développement des économies en relation avec l'entrepreneuriat.*

*Partageant une philosophie systémique et processuelle de l'entrepreneuriat, les auteurs mettent notamment l'accent sur les dynamiques individuelles, pierre angulaire du développement économique local, régional et national. Le découpage opéré se veut respectueux d'une cohérence thématique et offre successivement aux lecteurs de voyager au cœur de la dynamique entrepreneuriale et de son accompagnement, de mieux comprendre l'essor de l'entrepreneuriat singulier et de discuter les problématiques propres à trois publics différents sur lesquels se focalise l'action des pouvoirs publics.*

*Ont participé à cet ouvrage, Amine CHELLY, Julien De FREYMAN, Sandrine EMIN, Yvon GASSE, Quan LE, Thierry LEVY-TADJINE, Raef MASMOUDI, Robert PATUREL, Katia RICHOMME-HUET, Jilène ZOUITEN.*

ISBN : 978-2-296-02367-3 • Janvier 2007 • 320 pages. Prix éditeur : 25,50 €

## **JEAN-CHARLES BORDA (1733 – 1799) OU LE SYSTEME METRIQUE**

**TRAIMOND Pierre**

*Le Borda de Pierre Traimond, sans oublier combien la vie et l'œuvre du savant paraissent indissociables, vise à rappeler que cet homme de science fait encore autorité au XXIe siècle.*

*Le Mémoire sur les élections au scrutin, plus connu sous le no, de paradoxe de Borda-Condorcet, continue à interroger les politologues et les économistes, comme le montre son influence sur l'école anglo-saxonne des choix publics sur le prix Nobel comme l'américain Arrow ou le britannique Sen. De manière plus générale, Borda introduit au problème non résolu du passage des choix individuels aux décisions collectives.*

*L'aventure du système métrique, deux fois centenaire, mérite d'être contée, mais le système décimal s'impose chaque jour davantage avec les progrès du numérique et des nanotechnologies.*

ISBN : 97862629660248467 • Janvier 2006 • 210 pages. Prix éditeur : 18,5 €



## MARCHES ET MARCHANDS DE VIVRES A DOUALA

**TCHAWÉ Hatcheu Emile**

Préface de Georges COURADE

*Quel est le rôle des marchands de vivres dans l'approvisionnement de Douala ? Quelle place y occupe les marchés ? Cet ouvrage montre que les campagnes peuvent nourrir les villes d'Afrique quand existent des réseaux marchands efficaces. Plus que l'Etat, c'est le grossiste-citadin, chef du réseau et animateur de tontines, qui est le principal régulateur du système alimentaire de Douala.*

*L'intérêt de l'étude tient aux enquêtes approfondies réalisées auprès des commerçants, mais aussi à la méthodologie qui différencie ravitaillement et approvisionnement dans la problématique de l'alimentation urbaine africaine.*

ISBN : 2-296-01132-2 • Juillet 2006 • 190 pages. Prix éditeur : 17 €

## LES SCIENCES SOCIALES CONFRONTEES. AU DEFI DU DEVELOPPEMENT

**GERN Jean-Pierre (sous la Direction de)**

*Pratiques et théories du développement sont en crise ; une partie des pays du « Tiers-Monde » sont devenus émergents, tandis que les autres subissent la pression de la mondialisation. Claude ALBAGLI en retrace l'histoire. Tandis que la Banque mondiale renouvelle sa politique (Deux artisans de ce changement, Michael M. CERNEA et Alexandre MARC, le décrivent), l'Afrique élabore un programme, le « NEPAD » dont Henri-Philippe CART fait la présentation critique. L'importance de la politique, de l'action collective au niveau de l'Etat, c'est Gérard LAFAY qui la rappelle.*

*Y a-t-il une spécificité des approches francophones ? Leur contribution face à la théorisation anglo-saxonne (à laquelle s'oppose Maria NEGREPONTI-DELIVANIS) c'est leur pragmatisme, ancré dans les problèmes de la pratique du développement, ce que montrent Alain REDSLOB et Philippe HUGON. En conclusion Jean-Pierre GERN rappelle que les théories datant de l'industrialisation de l'Europe offrent un regard critique sur nos conceptions actuelles.*

ISBN : 2-296-00543-8 • Juin 2006 • 226 pages. Prix éditeur : 12,50 €

## ISLAM FACE AU DEVELOPPEMENT

**AUSTRUY Jacques**

*Il est toujours délicat de faire des prévisions et plus encore de proposer des solutions aux problèmes de l'avenir. Cependant l'Histoire s'accélère, comme il est devenu banal de le remarquer, et par conséquent, le meilleur moyen d'être actuel est sans doute de risquer son regard au loin. Ainsi les hypothèses sur la nature essentielle du type d'économie que peut concevoir l'Islam, si elles doivent nécessairement rester assez vagues, peuvent cependant être soumises à l'épreuve des faits dans un futur prochain.*

*C'est pourquoi s'interroger sur le sens d'une économie musulmane ne nous paraît pas une chimère, mais une réflexion nécessaire sur une voie possible de l'évolution dans laquelle nous sommes engagés. Pour cerner la spécificité de cette économie musulmane qui se dessine, il convient d'examiner, d'abord, les moyens dont elle peut disposer pour actualiser les fins qu'elle se propose. La nature des moyens mis en œuvre détermine, en effet, dans une large mesure, la réalité des fins poursuivies, mais, à l'inverse, la prise de conscience de la spécificité des fins peut influencer sur le choix des moyens...*

ISBN : 2-296-00543-8 • Mars 2006 • 132 pages. Prix éditeur : 12,50 €

## UNIVERSITES ET ENTREPRENEURIAT.

### DES RELATIONS EN QUETE DE SENS

**SCHMITT Christophe (sous la Direction de)**

*La place de l'entrepreneuriat au sein de l'université se généralise de plus en plus et ce quelque soit le pays. Mais derrière cette réalité, le sens de la relation entre Université et entrepreneuriat prend souvent des formes différentes. Dans cet ouvrage dix chercheurs s'intéressent à cette relation à travers des expériences menées dans huit pays (Belgique, France, Iran, Maroc, Mexique, Canada, Turquie, Vietnam).*

*Les auteurs s'attachent tout particulièrement, pour chaque pays, non seulement au sens de la relation et à son évolution mais aussi aux actions et moyens mis en œuvre au sein des universités pour la faire*

vivre. Pour aborder cette relation, l'ouvrage s'articule autour de trois parties qui correspondent à l'initialisation, à l'institutionnalisation et à l'intégration de la relation.

ISBN : 2-7475-9627-3 • Décembre 2005 • 322 pages. Prix éditeur : 26 €

**INTELLIGENCE ECONOMIQUE ET VEILLE STRATEGIQUE.  
DEFIS ET STRATEGIES POUR LES ECONOMIES EMERGENTES**

**GUERRAOUI Driss & RICHEL Xavier (Coordination)**

*Le concept d'intelligence économique est-il opérationnel pour répondre aux défis auxquels font face les économies émergentes dans le nouvel environnement concurrentiel ?*

*Il faut voir dans ce concept un prolongement de l'économie de la connaissance, qui elle-même indique un dépassement de la fonction de production classique : la concurrence entre firmes se déplace de plus en plus en amont, vers la conception des produits et des procédés, là où les découvertes et leur exploitation peuvent donner un avantage concurrentiel durable. L'autre approche relève de l'économie de l'information. Ce mouvement implique la mobilisation importante de ressources, notamment en formation et en capital humain, pour pouvoir dominer ces connaissances.*

*Les économies émergentes peuvent-elles s'engager dans ce mouvement, réaliser des raccourcis en accumulant les savoirs et les expériences ?*

ISBN : 2-7475-9096-8 • Novembre 2005 • coédition ARCI • 280 pages. Prix éditeur : 25 €

**LA SOCIO-EUPHÉMIE. EXPRESSIONS, MODALITES, INCIDENCES**

**COURTHEOUX Jean-Paul**

*La socio-euphémie adoucit, déguise, embellit les réalités sociales notamment dans la désignation des activités professionnelles (l'éboueur devient "technicien benniste", les élèves faibles sont dits "élèves en phase d'appropriation", les grèves sont présentées comme "mouvements sociaux"). Cet ouvrage décrit ses manifestations, caractérise ses modalités et analyse ses incidences avec entre autre ses effets pervers : pertes de sens, dispersion du langage, langue de bois, police de la parole, illusions diverses...*

ISBN : 2-7475-9066-6 • septembre 2005 • 138 pages. Prix éditeur : 13 €

**ENTREPRISES ROUMAINES EN TRANSITION**

**Etudes de cultures organisationnelles**

**DUPRIEZ Pierre (sous la Direction de)**

*Tout management est culturel. Tout acte de gestion est occasion de rencontre entre plusieurs systèmes de valeurs. D'une façon ou d'une autre, par le conflit ou par le compromis, par voie d'autorité ou de consensus, ces systèmes devront trouver le moyen de composer. Universel, ce constat est ressenti avec une acuité toute particulière dans les économies en transition. Très présentes, les références culturelles peuvent constituer un frein ou un moteur pour le développement des activités économiques. Au-delà des entreprises roumaines, la question concerne tous ceux qui ont choisi de s'investir dans les pays de l'Europe de l'Est.*

ISBN : 2-7475-8714-2 • juillet 2005 • 270 pages. Prix éditeur : 23 €

**GOVERNANCE, COOPÉRATION ET STRATÉGIE DES FIRMES CHINOISES**

**HUCHET Jean-François et RICHEL Xavier (sous la Direction de)**

*Les études rassemblées dans cet ouvrage visent à présenter les facteurs et les mécanismes à l'origine de la transformation de l'économie chinoise, considérée aujourd'hui comme "l'atelier du monde". Comment une économie en transition où les principaux préceptes du "consensus de Washington" sont absents a-t-elle pu connaître une si forte croissance, avec une montée en gamme qui en fait aujourd'hui une économie redoutée y compris parmi les économies le plus développées ?*

ISBN : 2-7475-8056-3 • mars 2005 • 212 pages. Prix éditeur : 18,5 €

## NOUVEL EMPIRE AMÉRICAIN

*Causes et conséquences pour les Etats-Unis et pour le monde*

**TREMBLAY Rodrigue**

*Quelles sont les origines du mouvement impérialiste néo-conservateur aux Etats-Unis ? Qu'est-ce qui se cache derrière les visées impériales du gouvernement américain de Georges W. Bush ? Que signifie concrètement la "Doctrin Bush" d'hégémonie américaine dans le monde ? Pourquoi le gouvernement s'est-il opposé à la création de la Cour pénale internationale ? Pourquoi Georges W. Bush veut-il mettre les Nations unies au rancart, leur préférant des coalitions fortuites de pays ? Est-il possible que les Etats-Unis du XXI<sup>ème</sup> siècle deviennent une menace ?*

ISBN : 2-7475-6287-5 • avril 2004 • 314 pages. Prix éditeur : 27 €

## CORÉE DU SUD. LE MODELE ET LA CRISE

**KIM Yersu & ALBAGLI Claude (coordination)**

*La Corée s'est imposée dans les médias avec la coupe du monde de football. Voici un pays dont le PNB par tête d'habitant était similaire à celui du Sénégal dans les années 60 et qui, aujourd'hui, s'impose comme la 11<sup>ème</sup> puissance économique de la planète. En 97 éclata toutefois une crise qui prit la plupart des opérateurs au dépourvu. Les différents auteurs coréens de cet ouvrage suivent pas à pas ce cheminement d'exception, la brusque embardée de 1997 et le ressaisissement obtenu sans tarder.*

ISBN : 2-7475-6224-7 • mars 2004 • Coédition UNESCO • 212 pages. Prix éditeur : 18,5 €

## CAHIER DU CEDIMES

**ALBAGLI Claude (coordination)**

*Cet ouvrage reprend des textes présentés à l'occasion de l'Hommage réalisé en l'honneur de Jacques AUSTRUY, fondateur du CEDIMES. Ont contribué à cet ouvrage : Jean-Paul COURTHEOUX « Expressions, modalités et incidence de la socio-euphémie », Alain REDSLOB « La politique de coopération internationale de l'Union européenne », Xavier RICHET « Changements institutionnels et réorganisation industrielle, les nouveaux contours de la firme », Guy CAIRE « Crise du syndicalisme et mondialisation », Sergio CONTI « Développement local : réseaux, institutions et complexité », Yves-Marie LAULAN « Comment sauver l'Afrique du chaos ? » et Colette NEME « La notion de pouvoir chez Jacques AUSTRUY ».*

ISBN : 2-7475-5779-0 • janvier 2004 • 224 pages. Prix éditeur : 19,5 €

## ALTER DÉVELOPPEMENTS ET DÉVELOPPEMENTS ALTÉRÉS

**ALBAGLI Claude (coordination)**

*Les auteurs replacent la pensée du développement dans l'histoire des idées économiques, soulignent les réussites, les paradoxes, voire les chimères de certains aspects de cette quête, prolongent l'analyse de Jacques AUSTRUY, situent le débat avec les éclairages de l'actualité. La richesse de ce contenu fait que les décideurs et les opérateurs du développement y trouveront de nombreux sujets de réflexion : un regard critique sur les tentatives de décollage, les développements altérés, mais aussi des jalons pour des alter-développements dégagés d'utopies perverses ou de doctrines plaquées.*

ISBN : 2-7475-5681-6 • janvier 2004 • 208 pages. Prix éditeur : 18 €

## GOVERNANCE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

**MAYOUKOU Célestin, THUILLIER Jean-Pierre, ALBAGLI Claude et TORQUEBIAU Emmanuel (sous la Direction de)**

*La gouvernance du développement local part du principe qu'il serait possible d'agir au niveau local sans s'en remettre à l'autorité de l'Etat. Le rôle de l'Etat ne consiste plus à intervenir directement, mais à innover dans les techniques et outils à utiliser pour orienter et guider l'action collective. Les autorités au niveau local doivent identifier et offrir des possibilités, favoriser et créer des partenariats et jouer un rôle protecteur à l'égard de l'environnement local. Dans cette nouvelle approche, l'Etat a besoin de nouvelles formes de régulation. La décentralisation en constitue une.*

ISBN : 2-7475-5363-9 • novembre 2003 • Coédition CIRAD • 244 pages. Prix éditeur : 21,2 €

### **MUTATIONS CONTEMPORAINES ET DÉVELOPPEMENT**

**ALBAGLI Claude et RAJEMISON Sahondravololona (coordination)**

**Préface de M. le Ministre Jean-Théodore RANJIVASON**

*Cet ouvrage dessine quelques pistes sur les liaisons entre la mondialisation et le développement en abordant les problèmes d'un point de vue académique et en prenant pour référence diverses situations dans les pays émergents. Si la première partie couvre quelques conséquences du changement de l'environnement économique, notamment en ce qui concerne la structure des prix, les mouvements de capitaux et les fondements du libéralisme, la seconde, étayée par des analyses nationales, illustre les impacts de ce changement en milieu africain et en Europe Centrale.*

ISBN : 2-7475-4027-8 • juin 2003 • 162 pages. Prix éditeur : 13,75 €

### **UNE MONDIALISATION HUMANISTE**

**RUBY Marcel**

**Préface de M. le Ministre Pierre-André WILTZER**

*A l'heure de l'ordinateur et de la conquête du cosmos, la mondialisation est irréversible. Une globalisation libérale anarchique, sans contre-pouvoir, risque de provoquer d'immenses drames sociaux. Le Centre Solidariste a alors réuni des théoriciens de l'économie et des réalisateurs d'actions solidaires pour réfléchir sur un monde solidaire, plus respectueux, plus équitable économiquement et socialement.*

ISBN : 2-7475-4325-0 • avril 2003 • 158 pages. Prix éditeur : 13,75 €

### **MONDIALISATION CONSPIRATRICE**

**NEGREPONTI-DELIVANIS Maria**

*La mondialisation, un terme d'un contenu remarquablement vague et qui reste intentionnellement obscur, ce qui permet toutes sortes d'interprétations. La mondialisation conspiratrice présente de nombreux aspects jusqu'ici méconnus. De nombreuses références et données statistiques ainsi qu'une argumentation économique fondée donnent une nouvelle dimension à la mondialisation qui fait de nombreuses victimes... Et peu de vainqueurs.*

ISBN : 2-7475-3317-4 • décembre 2002 • Coédition Fondation DELIVANIS • 402 pages. Prix éditeur : 30 €

### **LE SURPLUS AGRICOLE. DE LA PUISSANCE A LA JOUISSANCE**

**ALBAGLI Claude**

*Les sociétés agraires n'avaient, autrefois, pas d'autres issues que d'être autosuffisantes pour survivre. La très faible productivité de leurs agricultures faisait de la captation du micro-surplus auprès de chaque cultivateur un enjeu fondamental. Mais lorsque ce résidu vivrier se transforme en part majeure de la production, il transforme toute la chaîne des cohérences et devient capable d'enclencher le processus du développement. Il ouvre les voies de la démocratie comme celle de la division sociale du travail, verrou du monde industriel...*

ISBN : 2-7475-0880-3 • 2001 • 272 pages. Prix éditeur : 22,9 €





**« Théorie et pratique du droit »  
Une collection de manuels juridiques**

Cette collection de manuels juridiques s'adresse aux étudiants désireux d'apprendre et de comprendre les notions fondamentales du droit. Pour chaque matière abordée ils y trouveront l'état actuel du droit mais aussi des réflexions des auteurs sur ce qu'elle pourrait être de *lege ferenda*.

Chaque ouvrage de la collection se décompose de la façon suivante :

- ✎ des repères permettant d'introduire le cours et d'en dégager les enjeux ;
- ✎ un cours clair et accessible présentant l'essentiel des connaissances à acquérir ;
- ✎ des applications concrètes du cours permettant à l'étudiant de se préparer efficacement aux examens, mais aussi
- ✎ des réflexions permettant d'acquérir l'ouverture d'esprit indispensable à un étudiant en droit soucieux de maîtriser la matière telle qu'elle est mais telle qu'elle pourrait être.

Cette collection est dirigée par Marc Richevaux, Maître de conférences à l'Université du Littoral Côte d'Opale.

marc\_richevaux@yahoo.fr à qui peuvent être envoyés des manuscrits qui sont dans cet esprit pour une éventuelle publication.

## Historique des "Cahiers du Cedimes"

### 2007:

- Vol. 1, n°1 : *Economie du développement* ▪ *Changements organisationnels. Perspectives européennes* ▪ *Transformations économiques et sociales actuelles*
- Vol. 1, n°2 : *Economie de la transition* ▪ *Politiques monétaires et croissance* ▪ *Transformations économiques et sociales actuelles*

### 2008:

- Vol. 2, n°1 : *Géopolitique de la mondialisation* ▪ *Mondialisation, culture, entreprises* ▪ *Transformations sociales en Europe*
- Vol. 2, n°2 : *Pauvreté et développement* ▪ *Reformes agraires* ▪ *Finance et gouvernance*

### 2009:

- Vol. 3, n°1 : *Analyses macroéconomiques* ▪ *Stratégies des firmes* ▪ *Tourisme et développement durable*
- Vol. 3, n°2 : *Développement durable* ▪ *Finance et développement*

### 2010:

- Vol. 4, n°1 : *La crise économique et ses conséquences*
- Vol. 4, n°2 : *Développement durable et responsabilité sociale des entreprises*
- Vol. 4, n°3 : *Microéconomie du développement*
- Vol. 4, n°4 : *Logistique, transports et développement*

### 2011:

- Vol. 5, n°1 : *TIC Mobiles et développement*
- Vol. 5, n°2 : *Management interculturel et performance d'entreprise*
- Vol. 5, n°3 : *Le développement durable en manque de communication*
- Vol. 5, n°4 : *Les processus de développement dans le monde : Prix Cedimes 2011*

### 2012:

- Vol. 6, n°1 : *Varia*
- Vol. 6, n°2 : *Chine*

### 2013:

- Vol. 7, n°1 : *Les limites de la mondialisation*
- Vol. 7, n°2 : *Développement et structures territoriales*

### 2014:

- Vol. 8, n°1 : *Education, formation, citoyenneté*
- Vol. 8, n°2 : *Economie et gouvernance*

Adresse Internet de la revue:

<http://www.cedimes.com/index.php/publications/les-cahiers-du-cedimes.html>

**Les propositions de publication peuvent être envoyées** au Directeur de publication Marc Richevaux (marc\_richevaux@yahoo.fr) ou au rédacteur en chef invité du numéro thématique (voir les appels à articles en cours sur le site [www.cedimes.com](http://www.cedimes.com)).

# Institut Cedimes

## Université Valahia de Târgoviște

### Publication semestrielle

Articles du numéro précédent des *Cahiers du Cedimes*  
Vol. 8, N° 2, 2014

#### ECONOMIE ET GOUVERNANCE

La qualité d'institution politique :  
Le cas de la Tunisie avant et après la révolution de 2011  
(*M. Hemriti, A. Chkir, Tunisie*)

Gouvernance économique et croissance dans l'UEMOA  
(*A. Konate, Burkina-Faso*)

L'économie informelle comme facteur de dérégulation  
de l'économie formelle française et roumaine  
(*P. Duez, France et I. Radu, Roumanie*)

« Big data », éthique des données, et entreprises  
(*J.-L. Monino, S. Sedkaoui, J. Matouk, France*)

Contribution des ressources minières et croissance économique en RDC  
(*F. Kabwe Omoyi, R.D. Congo*)

#### VARIA

Profil de l'entrepreneur et performance post création des PME au Cameroun  
(*A.D. Tsambou, L. Ndokang Esone, Cameroun*)

ISSN 2110 - 6045